

AFRICA 21

REVUE DE PRESSE

Mai / May 2026

Une sélection d'articles sur l'environnement,
le climat et le développement durable en Afrique



Dans le cadre du
**Réseau des journalistes africains spécialisés
sur le développement durable
et le changement climatique**

Informier • Comprendre • Agir pour une Afrique durable

Références : Accord de Paris, AfCFTA, African Union Commission, Agenda 2063, BAD, Bamako Convention, Banque mondiale, BOAD, CEDEAO, Commission de l'Union Africaine, Conseil de sécurité de l'ONU, COP 28, COP 30, COP 31, COP 32, European Commission, FAO, FMI, Fonds d'adaptation, Fonds pour l'environnement mondial, Fonds vert pour le climat, IRENA, IUCN, MMV, Nairobi Convention, OMS, PAM, PNUE, REDD+, UEMOA, UICN, UIT, UNDP, UNDRR, UNECA, UNEP, UNFPA, UNICEF, Union africaine, Union européenne, WHO, ZLECAf.

Table des matières

Ernest Agbota (Bénin) ; Le ramassage de sable de rigole à Parakou et ses conséquences pour l'environnement ; Radio Bénin, mai 2026.	6
Ismaël Angoh (Côte d'Ivoire) ; Nématoulaye : partir reste impossible malgré le danger ; Radio de la Paix, mai 2026.	6
Jenifer Gilla (Tanzania) ; Mzumbe links researchers and community's knowledge in climate adaptation drive ; Habitat media, May 2, 2026.	7
Joseph Checky Abuje (Kenya); Africa must move from dialogue to delivery to accelerate SDGs and Agenda 2063; Africa Science News, May 3, 2026.	11
Joseph Checky Abuje (Kenya); Africa climate talks towards COP 32; Africa Science News, May 3, 2026.....	13
Beatrice Philemon (Tanzania) ; Planning of land use transforms livelihoods in Mpwapwa villages ; The Guardian, May 4, 2026.	15
Hector Nammangue (Togo) ; Les BOAD Development Days misent sur un habitat durable dans l'UEMOA ; Vert Togo, 4 mai 2026.	16
Patinema Oumar Ouedraogo (Burkina Faso) ; Gestion de la canicule: Il faut revoir notre rapport avec l'environnement ; Sidwaya, 5 mai 2026.	17
Pauline Ongaji (Kenya) ; Climate Change and Drug Resistance Threaten Africa's Hard-Won Gains Against Malaria ; Big 3 Africa, May 5, 2026.	20
Karina Zarazafy (Madagascar) ; Investir dans la nutrition, c'est libérer le potentiel humain et économique ; Bleen Media, 6 mai 2026.	24
Mohamed Saliou Camara (Guinée) ; EDS-VI 2024-2025 : La Guinée dispose enfin de données fiables pour transformer son système de santé ; Bambou Guinée, 6 mai 2026.....	26
Hector Nammangue (Togo) ; Le Fonds Vert Togo remplace le Fonds national de l'environnement ; Vert Togo, 7 mai 2026.....	28
Jenifer Gilla (Tanzania); Africa pushes for stronger climate voice ahead of COP32 ; Habitat media, May 7, 2026.	30
Milliam Murigi (Kenya) ; From Runoff to Resilience: The Weir Helping Yatta Fight Climate Extremes ; Science Africa, May 7, 2026.....	33

Mohamed Saliou Camara (Guinée) ; Des experts africains cherchent à innover en matière de réforme de la dette, de finance durable et de résilience budgétaire ; Bambou Guinée, 8 mai 2026.....	37
Hamidou Traore (Burkina Faso) ; Internet en danger : l'ONU avertit d'une catastrophe mondiale imminente ; Afrique durable, 8 mai 2026.	41
Hamidou Traore (Burkina Faso) ; Le PIB : indicateur dépassé d'un monde en crise ; Afrique durable, 8 mai 2026.....	44
Michael Moukouangui Moukala (Gabon) ; ENQUÊTE : Moanda, la malédiction écologique du manganèse, la Comilog sous le feu des critiques ; La Lettre verte, 9 mai 2026.	48
Milliam Murigi (Kenya) ; How FLLOCA Restored Hope Through a Forgotten Dam ; Science Africa, May 10, 2026.	54
Jenifer Gilla (Tanzania) ; Why women and youth are key to Africa's clean energy transition ; Habitat media, May 10, 2026.	57
Hamidou Traore (Burkina Faso) ; Financer l'agriculture africaine : l'urgence d'agir face à l'explosion de la faim ; Afrique durable, 10 mai 2026.....	61
Amadou Gare (Niger) ; Adaptation aux changements climatiques : la CCRS lance deux outils stratégiques ; Le Canard déchainé, 10 mai 2026.	64
René Bagalwa (RDC) ; RDC : Le manioc pour vaincre l'insécurité alimentaire à l'Est du pays ; Afrique Environnement Plus, 12 mai 2026.....	67
Hamidou Traore (Burkina Faso) ; Plastique recyclé dans l'alimentation : la FAO tire la sonnette d'alarme sur un risque invisible dans nos assiettes ; Afrique durable, 13 mai 2026.	69
Hamidou Traore (Burkina Faso) ; ODD : Les acteurs africains adoptent la Déclaration d'Addis-Abeba pour sauver les ambitions continentales ; Afrique durable, 13 mai 2026.....	71
Mohamed Saliou Camara (Guinée) ; « L'Afrique étouffée par un système mondial injuste » : Guterres réclame une réforme profonde ; Bambou Guinée, 13 mai 2026.	74
Mohamed Saliou Camara (Guinée) ; « L'Afrique n'attendra plus » : le Secrétaire général de l'ONU défend une réforme profonde du système international lors de sa dernière conférence UA-ONU ; Bambou Guinée, 13 mai 2026.....	76
Hector Nammangue (Togo) ; Moubarak Moukaila : « L'économie bleue doit devenir un moteur de croissance durable en Afrique de l'Ouest » ; Vert Togo, 13 mai 2026.	78
Ndiol Maka Seck (Sénégal) ; Assainissement au Sénégal : un secteur encore sous-financé, selon une étude diagnostique ; Le Soleil, 13 mai 2026.	81
Beatrice Philemon (Tanzania) ; Family planning transforms lives of rural women, improves family welfare in Songwe ; The Guardian, May 14 2026.	83
Michael Moukouangui Moukala (Gabon) ; Connaissances écologiques locales : les béninois plus outillés au Gabon sur les cétacés que les congolais, gabonais et... ; La Lettre verte, 15 mai 2026.	87

Najeh Kharrez (Tunisie) ; Green Building Forum 2026 : structurer une filière pour réduire la facture énergétique et créer des emplois qualifiés ; L'Echo tunisien, 15 mai 2026.....	91
Hamidou Traore (Burkina Faso) ; Pétrole cher, plastique sous pression : le choc géopolitique qui pourrait accélérer la transition verte ; Afrique durable, 15 mai 2026.	94
Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Zimbabwe's Urban Development Corporation to Spearhead Green Construction Projects ; Pan African visions, May 16, 2026.....	97
Jenna Ramoo (Ile Maurice) ; Percy Yip Tong : «J'ai vu cette plage changer en cinquante ans» ; Défi Media, 17 mai 2026.	100
Jenifer Gilla (Tanzania) ; UNEP report warns building sector decarbonisation losing momentum ; Habitat media, May 19, 2026.	102
Joseph Checky Abuje (Kenya); Africa cannot industrialize in the dark, as continent weighs nuclear energy future; Africa Science, May 20, 2026.	105
Denise Kyalwahi (RDC) ; Journée mondiale des abeilles à Butembo : les apiculteurs appellent à protéger les pollinisateurs pour préserver la biodiversité ; Naturel CD, 21 mai 2026.	107
Pauline Ongaji (Kenya) ; New report urges governments to prioritise clean air in fight against NCDs ; Big 3 Africa, May 21, 2026.	111
Rivonala Razafison (Madagascar) ; Des traces de l'hantavirus confirmées à Madagascar ; Mongabay, 22 Mai 2026.	114
Beatrice Philemon (Tanzania) ; Tanzanian communities urged to protect sea turtles ahead of World Turtle Day ; The Guardian, May 22, 2026.	118
Hector Nammangue (Togo) ; 113 mesures climat en validation pour la révision des CDN ; Vert Togo, 24 mai 2026.	119
Michael Moukouangui Moukala (Gabon) ; Climat : il faut 4 095,464 milliards de francs CFA au Gabon pour financer sa CDN 3.0 ; La Lettre verte, 25 mai 2026.	121
Pauline Ongaji (Kenya) ; Maasai Women Drive Climate Resilience Through Beekeeping in Laikipia ; Big 3 Africa, May 25, 2026.	123
Jenifer Gilla (Tanzania); Rising climate threats put Zanzibar's blue economy at risk; Habitat Media, May 25, 2026.	128
Pauline Ongaji (Kenya) ; Maize Aggregation Defends Against Climate-Driven Hunger and Aflatoxin ; Big 3 Africa, May 26, 2026.	130
Wallace Mawire (Zimbabwe); Government of Zimbabwe Commissions Dete Solar Mini-Grid in Partnership with UNDP; Pan African Visions, May 27, 2026.	135
Wallace Mawire (Zimbabwe); Call To Stop Waste Dumping On Africa Intensified On Africa Day; Pan African Visions, May 27, 2026.....	137
Boris Ngounou (Cameroun) ; 2026 : l'Europe risque d'importer du bois illégal camerounais malgré ses nouvelles règles ; Environnementales, 28 mai 2026.	140
Boris Ngounou (Cameroun) ; 289 millions \$ envolés : le Cameroun perd gros dans le trafic opaque du bois ; Environnementales, 28 mai 2026.	142

Pauline Ongaji (Kenya) ; How Climate, Pollution, And Inequality Are Shaping Asthma In Africa ; Big 3 Africa, May 29, 2026.....	144
Rivonala Razafison (Madagascar) ; Le premier ouvrage complet dédié aux papillons diurnes de Madagascar publié ; Mongabay, 29 Mai 2026.....	150
Denis Kyalwahi (RDC) ; Traité mondial sur les plastiques : la société civile congolaise appelle la RDC à défendre un accord ambitieux ; Naturel CD, 30 mai 2026.	157
Sarah Natoolo (Uganda); Ministry Urges Early Preparedness in Climate-Sensitive Sectors; UBC TV, May 31, 2026.....	159

RAD:O BÉNIN

Ernest Agbota (Bénin) ; Le ramassage de sable de rigole à Parakou et ses conséquences pour l'environnement ; Radio Bénin, mai 2026.

Tag : -.

Pour écouter le reportage :

<https://drive.google.com/file/d/1yY9WYeIDomBwnEkkrGCWH3zndDXAoaod/view>

À Parakou, le sable des rigoles est devenu une ressource prisée pour les besoins de construction malgré les sensibilisations et les sanctions. Chaque jour, des dizaines de chargements sont prélevés dans les caniveaux et les lits de drainage, souvent sans véritable contrôle. Si cette activité procure des revenus à de nombreux acteurs, elle soulève également des inquiétudes quant à ses conséquences sur l'environnement et le cadre de vie des populations. Entre impératifs économiques et préservation des espaces urbains, où se situe l'équilibre ? Prince Ernest AGBOTA, a posé la question à un expert.



Ismaël Angoh (Côte d'Ivoire) ; Nématoulaye : partir reste impossible malgré le danger ; Radio de la Paix, mai 2026.

Tag : -.

Pour écouter l'émission : <https://vocaroo.com/1bRn0PmJvQem>

À Abidjan, la saison des pluies ravive les craintes dans plusieurs quartiers précaires construits sur des zones à risque. À Nématoulaye, dans la commune d'Attécoubé, des familles vivent toujours au pied et sur les flancs des collines exposées aux éboulements.

Faute de moyens pour partir, elles restent malgré le danger.



Jenifer Gilla (Tanzania) ; Mzumbe links researchers and community's knowledge in climate adaptation drive ; Habitat media, May 2, 2026.

Tag : -.

To access to the article : <https://habitatmedia.co.tz/mzumbe-links-researchers-and-communitys-knowledge-in-climate-adaptation-drive/>



Morogoro. Efforts to address the impacts of climate change and water scarcity have received a fresh boost following strengthened collaboration between researchers and local communities through the international ICP Connect and Lab to Life project.

The initiative was highlighted during a seminar held at Mzumbe University to present preliminary findings from social science research conducted under the project's second phase.

The project brings together international and local institutions, including University of Antwerp, Mzumbe University, the Institute of Development Policy (IOB), Uganda Christian University, and Nelson Mandela African Institution of Science and Technology.

Opening the seminar, Acting Deputy Vice Chancellor for Academic, Research and Consultancy at Mzumbe University, Proscovia Kamugisha, said the project has strengthened national capacity in monitoring and evaluation through the Master's Degree in Monitoring and Development Evaluation (MDME) programme.

She stressed that connecting research with communities is essential in ensuring studies produce practical solutions that directly improve people's livelihoods.



“Our goal is to ensure research findings do not remain on shelves, but instead reach communities and help solve real-life challenges,” she said.

Project coordinator Christina Shitima said one of the project's key achievements has been involving communities directly in research processes, allowing researchers and residents to jointly identify solutions that are acceptable and sustainable.

Another researcher, Lucy Massoi, noted that meaningful stakeholder engagement enables communities to become part of the solution to their own challenges while also contributing to better policymaking and improved daily living conditions.

The project comes at a time when experts increasingly warn that many climate adaptation projects across Africa risk becoming “maladaptation” because they are designed without adequately involving affected communities.

Research by the International Institute for Environment and Development (IIED) shows that adaptation programmes are more sustainable when communities participate in decision-making and implementation processes.

Several studies from Sage Journals have also cautioned that some adaptation interventions fail because they are overly technical and disconnected from local realities. A study conducted in

informal settlements in Dar es Salaam found that adaptation policies often overlook the everyday experiences and needs of communities, including gender-related challenges.

Another study from ScienceDirect focusing on Zanzibar warned that poorly designed coping mechanisms may create long-term negative effects, including environmental degradation and development setbacks, if communities are excluded from planning and policy decisions.



Speaking during the seminar, Richard Temu from Twaweza said participatory methods such as animation and community engagement have helped transform citizens from passive recipients of information into active problem-solvers.

“When communities are fully involved, they become part of the solution instead of remaining spectators,” he said.

The seminar brought together stakeholders from Mvomero District Council, Wami/Ruvu Basin Water Board, TURUWASA Mvomero, ward and village leaders from Turiani Division, as well as researchers, students and lecturers from partner institutions.

During the presentations, students shared findings from field studies conducted in rural communities.

In Kilimanjaro village, Kisala Ward in Turiani Division, Mvomero District, researchers installed a modern weather-monitoring device capable of measuring wind speed, humidity and river water

trends. The data is expected to support early flood warnings and improve community preparedness for natural disasters.

In Lusanga village, researchers identified persistent water challenges, including dependence on unsafe water sources, seasonal shortages during dry periods and poor infrastructure. To address the situation, the team recommended strengthening participatory water resource management, timely payment for water services and promoting simple water treatment methods such as boiling and filtering before use.

The seminar further demonstrated that combining academic knowledge with community experience is critical in developing sustainable solutions to climate and development challenges.

Closing the event, Acting Head of the Department of Economics, Robert Lihawa, said participatory research should be prioritised because of its potential to bring meaningful change to communities.

“Sustainable development cannot be achieved without close collaboration between researchers, communities and policymakers,” he said.

As climate change impacts continue to intensify, initiatives that place communities at the centre of adaptation efforts are increasingly seen as vital in building resilience and improving access to essential resources such as water.





Joseph Checky Abuje (Kenya); Africa must move from dialogue to delivery to accelerate SDGs and Agenda 2063; Africa Science News, May 3, 2026.

Tag : Agenda 2063, UNECA.

To access to the article : <https://africasciencenews.org/africa-must-move-from-dialogue-to-delivery-to-accelerate-sdgs-and-agenda-2063/>



Africa's progress towards the Sustainable Development Goals remains visible but uneven, and in some areas is reversing, the Economic Commission for Africa's Deputy Executive Secretary and Chief Economist, Hanan Morsy, said at the close of the Twelfth Africa Regional Forum on Sustainable Development.

Addressing ministers, senior officials and delegates in Addis Ababa, Ms. Morsy said the Forum had convened 1,535 participants from 48 countries at a defining moment marked by economic shocks, climate stress and geopolitical fragmentation.

"The message from this Forum is clear: Africa's trajectory will be determined not by constraints alone, but by how decisively we act," she said.

The Forum reviewed progress on key Sustainable Development Goals, including water and sanitation, energy, industry and innovation, sustainable cities, and partnerships. Ms. Morsy noted that while access to water and energy is improving, safely managed services remain below global levels, millions still lack electricity, and structural transformation remains incomplete.

She also warned that rapid urbanization is outpacing planning and service delivery, while financing constraints are tightening as domestic resources lag and external flows come under pressure.

"The conclusion is straightforward: incremental progress will not deliver the SDGs," Ms. Morsy said.

She highlighted four priorities emerging from the Forum's deliberations: scaling up and coordinating action, advancing digital transformation, reforming domestic and global financing, and accelerating structural transformation through industrialization and regional integration.

Ms. Morsy emphasized that Africa's young population remains the continent's greatest asset, but only if matched by sustained investment in skills, institutions and jobs.

"The challenge is not diagnosis, it is delivery," she said. "Let us move from dialogue to action, from commitments to results, and from fragmentation to scale."

She thanked the Government and people of Ethiopia, the Bureau, partners and the ECA team for their role in ensuring the success of the Forum.

"Let us accelerate, together, toward the SDGs and Agenda 2063," Ms. Morsy said.

For his part, Nassim Oulmane, senior economist at the United Nations Economic Commission for Africa, advised the closing session of the focus of the forthcoming High-Level Political Forum later in the year, on behalf of the Secretariat, where the key messages will be presented and discussed at the global level.

In his closing remarks, the Chair of the Bureau, Fabrice David, Mauritius Junior Minister of Agro-Industry, Food Security, Blue Economy and Fisheries, said while progress is uneven and time is short, our resolve must be unwavering.

The First Vice Chair, Pacome Kossy, Minister of Agriculture, Livestock and Rural Development – Government of Gabon emphasised country ownership of transformation, the need for the private sector, integration and impact at scale for the twin Agendas – 2030 and 2063 to be meaningful.



Joseph Checky Abuje (Kenya); Africa climate talks towards COP 32; Africa Science News, May 3, 2026.

Tag : African Union Commission, COP 30, COP 31, COP 32, UNECA.

To access to the article : <https://africasciencenews.org/africa-climate-talks-towards-cop32/>



African climate leaders, negotiators, policymakers and partners kicked off the 7th Africa Climate Talks with a strong call to move the global climate agenda from commitments to credible implementation.

Held under the theme “Africa’s Road to COP32: From Commitments to Credible Implementation,” the meeting comes at a decisive moment for global climate action, as countries prepare for COP31 in Türkiye and COP32, which will be hosted by Ethiopia in 2027.

Addressing the opening session, Executive Secretary of the Economic Commission for Africa, Mr. Claver Gatete, said COP32 must be a turning point for restoring trust in the multilateral climate system.

“COP32 will be a defining test of credibility,” Mr. Gatete said. “A test of whether we can move from commitments to results. A test of whether trust in the multilateral system can be restored through delivery. And a test of whether Africa’s priorities will finally be matched with action at scale.”

He noted that climate impacts are worsening faster than current responses, with rising temperatures, floods, droughts, unpredictable weather and sea-level rise threatening food security, water supply, infrastructure and public finances across Africa.

Although Africa contributes less than 4 per cent of global greenhouse gas emissions, it remains among the region's most vulnerable to climate change adding that African countries require an estimated US\$277 billion annually until 2030 to implement their Nationally Determined Contributions, yet the continent currently receives only about 11 per cent of the financing required.

"This is where the narrative must change," Mr. Gatete said.

"To define Africa solely by vulnerability would be to miss the full picture. The continent also offers significant solutions, from abundant renewable energy resources and rich biodiversity to a young population driving innovation and green growth."

The 7th Africa Climate Talks, convened by the African Climate Policy Centre of ECA in collaboration with ClimDevAfrica partners, aims to consolidate Africa's post-COP30 climate agenda and refine the continent's approach to COP31 and COP32. The discussions will focus on climate finance, adaptation, loss and damage, the Global Stocktake, just transitions, carbon markets, trade and climate, and the role of climate action in advancing Africa's structural transformation.

Participants are expected to develop analytical and technical inputs to strengthen Africa's negotiating position, including guidance on the implications of the first Global Stocktake for Africa's NDC 3.0 cycle, a forward-looking framework on finance and adaptation priorities, and principles for just transition and carbon market participation.

Mr. Gatete emphasized that adaptation must be treated as a development priority for Africa, as it directly supports food security, protects infrastructure, stabilizes economies and improves wellbeing. He also called for stronger data systems, expanded early warning coverage, better integration of adaptation into national budgets, and reforms to make climate finance more predictable, concessional and accessible.

Looking ahead to COP32, he outlined five priorities for Africa's collective engagement: positioning COP32 as an implementation-focused conference; scaling and reforming climate finance; integrating adaptation into development planning; using climate action to drive industrialization, energy access, job creation and poverty reduction; and strengthening Africa's coherence and influence in global climate negotiations.

The meeting was attended by senior officials including Fitsum Assefa, Minister of Planning and Development of Ethiopia; Berek Baran, Ambassador of Türkiye to Ethiopia; Ambassador Peter Hunter, Head of Mission at the Australian Embassy in Ethiopia; Moses Vilakati, Commissioner for Agriculture, Rural Development, Blue Economy and Sustainable Environment at the African Union Commission; and Antwi-Boasiako Amoah, Chair of the African Group of Negotiators.

The 7th Africa Climate Talks will continue through 1 May 2026 at the United Nations Conference Centre in Addis Ababa in a hybrid format.

Beatrice Philemon (Tanzania) ; Planning of land use transforms livelihoods in Mpwapwa villages ; The Guardian, May 4, 2026.

Tag : -.

Planning of land use transforms livelihoods in Mpwapwa villages

By Correspondent Beatrice Philemon

Land use planning conducted in Galigali, Mbuga, Iguluwi, Kizi, Lufusi, Idaho, Matonya, Gomhungile, Mlimo, and Lufu villages in Buheho Zone, Mpwapwa District in Dodoma Region has delivered significant positive outcomes for local communities.

Residents are now more aware of the importance of structured land use planning in their areas. Communities have been able to designate land for human settlement, agriculture, social services, forest conservation, markets, grazing areas, water sources, and roads—practices that were previously absent.

According to Benjamin Mwakitinya, Chairperson of the Iputa, Galigali, and Matonya Community Forest Management Network (MJIGAMA), these achievements were highlighted during the 25th Annual General Meeting (AGM) of the Tanzania Community Forest Conservation Network (MJUMITA).

He noted that Galigali village has allocated 3,698.2 hectares for a Village Land Forest Reserve. Other villages have also started legally securing land ownership through Certificates of Customary Right of Occupancy (CCROs).

A total of 3,604 CCROs were issued to residents in Lufusi, Galigali, and Mbuga villages. Of these, 723 were issued in Lufusi, 1,262 in Galigali, and 1,619 in Mbuga. The exercise was conducted in February this year.

Mwakitinya said boundary disputes between villages, individuals, farmers, and livestock keepers have significantly reduced due to improved land use planning.

He further noted that a carbon project has been initiated in the Rubeho Mountains due to the availability of large forest areas, enabling villages to benefit from future carbon credit revenues.

"As villagers, we appreciate MJU-



A village council meeting in Mbuga village where members approved the village land use plan by majority vote in April 2025. Photo: Guardian Correspondent

MITA's support in implementing land use planning. Community participation has increased, and people are now actively involved in decision-making from hamlet level to general assemblies," he said.

The initiative is being implemented through the Rubeho Mountains Carbon Project, supported by Compassionate Carbon Tanzania Company.

Before the intervention, many communities lacked knowledge of land use planning and used land without clear designation or legal ownership documents. This contributed to environmental degradation, deforestation, destruction of water sources, uncontrolled burning, and land conflicts.

He added that MJUMITA has helped establish community forest networks to strengthen conservation efforts and improve local participation in natural resource management.

The networks include the Iputa,

Galigali, and Matonya Community Forest Management Network (MJIGAMA), Mafwemela Community-Based Forest Management Network (MJAMA), and Ipondelo Community Forest Management Network (IPONDELO).

Villages have also prepared and approved land use plans at both village and district levels, and developed community forest management plans and by-laws to govern forest resources in village land forest reserves.

Despite these achievements, challenges remain. These include illegal land encroachment by small-scale miners, lack of indigenous tree seeds, shortage of polythene tubes for tree nurseries, and poor road infrastructure that hampers communication and coordination.

Rubeho Mountains Carbon Project Senior Coordinator Laurent Mwakakonyole said all boundary disputes between villages have

now been resolved, clearing the way for full implementation of Community-Based Forest Management (CBFM).

He cited resolved disputes between Lufusi and Idaho, Mbuga and Kizi, Kizi and Lufusi, Galigali and Gomhungile, and Mbuga and Matonya villages.

He added that past environmental degradation was driven by uncontrolled farming expansion and slash-and-burn practices in village forest reserves such as Lufusi, Galigali, and Kizi.

He also identified degraded water sources including Mnyerezi and Lugwafya rivers in Kizi village, and Idete, Igungu, Lomolyangubi, Itini, Ipondelo, and Kwamkuyu in Lufusi village.

Mwakakonyole expressed appreciation to Compassionate Carbon Tanzania Limited for supporting land use planning efforts that have transformed forest management and community livelihoods.



Hector Nammangue (Togo) ; Les BOAD Development Days misent sur un habitat durable dans l'UEMOA ; Vert Togo, 4 mai 2026.

Tag : BOAD, UEMOA

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/les-boad-development-days-misent-sur-un-habitat/>

La Banque Ouest Africaine de Développement place la réflexion stratégique et l'innovation au centre de ses priorités à travers les BOAD Development Days, une initiative qui s'inscrit dans une dynamique collective au service du développement de l'Union.

Pour cette deuxième édition qui se déroule les 11 et 12 juin prochains , l'institution met l'accent sur un enjeu majeur : « Bâtir l'avenir de l'UEMOA : financer un habitat durable, inclusif et moteur de souveraineté énergétique ». Un thème qui traduit une ambition claire : repenser les infrastructures pour répondre aux défis actuels de la région.

Selon le président de la BOAD, Serge Ekue, l'avenir de l'espace UEMOA repose sur des investissements capables d'améliorer durablement les conditions de vie des populations, tout en réduisant les vulnérabilités liées à la croissance démographique, à l'urbanisation rapide et aux effets du changement climatique. Dans ce contexte, la construction de villes résilientes s'impose comme une priorité stratégique.

L'institution entend ainsi renforcer son engagement en accompagnant des projets d'habitat et d'énergie durable, capables de transformer les territoires en profondeur. Il s'agit notamment de promouvoir des infrastructures modernes, accessibles et respectueuses de l'environnement, grâce à la mobilisation de financements diversifiés.

À travers cette initiative, la BOAD ambitionne de stimuler des projets structurants répondant aux besoins croissants en logements durables, tout en intégrant des solutions énergétiques propres et accessibles. Une approche qui vise à concilier développement urbain, inclusion sociale et souveraineté énergétique.

Cette nouvelle édition des BOAD Development Days se veut ainsi un cadre de dialogue et d'impulsion, destiné à renforcer la coopération entre acteurs publics et privés, et à accélérer la mise en œuvre de solutions innovantes pour un développement durable au sein de l'UEMOA.

Sidwaya Info

Patinema Oumar Ouedraogo (Burkina Faso) ; Gestion de la canicule: Il faut revoir notre rapport avec l'environnement ; Sidwaya, 5 mai 2026.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://www.sidwaya.info/gestion-de-la-canicule-il-faut-revoir-notre-rapport-avec-lenvironnement/>



Au Burkina Faso, la chaleur n'est pas une nouveauté. Elle fait partie du quotidien, du rythme des saisons, des habitudes de vie. Mais aujourd'hui, quelque chose a changé. La canicule s'installe avec une intensité et une durée inhabituelle. Elle gagne même les zones réputées les plus arrosées du pays. Ce phénomène, loin d'être anodin, agit comme un signal d'alarme. Il nous rappelle que notre rapport à l'environnement doit évoluer.

L'idée d'aménager pour l'année 2026, 80 espaces verts, 60 ronds-points, 65 kilomètres de plantations d'alignement et 10 kilomètres d'avenues dans les différentes villes du Burkina Faso est à saluer.

A cela s'ajoutent la création d'un parc écologique, le renforcement du parc urbain Bangr-Weogo, ainsi que la mise en place d'un espace de sylvothérapie et d'une aire zoologique dans la forêt de Kua, à Bobo-Dioulasso. L'instruction a été donnée par le ministre de l'Agriculture, de

l'Eau, des Ressources animales et halieutiques, le commandant Ismaël Sombié. En effet, il ne s'agit plus simplement de supporter la chaleur ou de chercher refuge à l'ombre d'un arbre. La situation actuelle exige une réflexion approfondie sur les origines et les effets de cette augmentation des températures.

Le changement climatique n'est plus une notion éloignée, réservée aux discussions. Il est désormais une réalité tangible, ressentie au quotidien par les populations du Burkina Faso : sols asséchés, diminution des rendements agricoles, stress hydrique accru, tarissement rapide des cours d'eau et conditions de vie de plus en plus difficiles. Face à cette situation, on pourrait être tenté de se fier uniquement à la nature ou à la providence. Cependant, il est essentiel de mettre en place une réponse environnementale structurée et collective. Cela débute par une prise de conscience : la dégradation de notre environnement n'est pas inévitable, mais souvent le résultat de nos actions.



... à l'urbanisation mal régulée...

La déforestation massive, l'exploitation désordonnée des ressources naturelles et une urbanisation mal régulée intensifient les effets de la chaleur. Dans les zones urbaines, le béton a progressivement remplacé les espaces verts, transformant certains quartiers en véritables îlots de chaleur. Dans nos précédentes publications, nous avons attiré l'attention sur la transformation des espaces verts à Ouagadougou, ainsi que dans d'autres villes, qui a rendu les températures encore plus difficiles à supporter. Planter des arbres, aménager des espaces verts, repenser l'urbanisme ne relèvent plus du luxe ou de l'esthétique.

Evoluer vers des pratiques plus résilientes

Ce sont des impératifs de survie. Les techniques agricoles doivent évoluer vers des pratiques plus résilientes : agroécologie, reboisement, gestion durable des sols et de l'eau. Il ne s'agit pas

de rompre avec les savoirs traditionnels, mais de les enrichir par des innovations adaptées au contexte actuel. Le ministère de l’Agriculture , de l’Eau, des Ressources animales et halieutiques est certes engagé dans cette dynamique mais, doit intégrer pleinement la dimension climatique et environnementale. Cela passe par des investissements dans la reforestation, la protection des ressources en eau, la promotion des énergies renouvelables, mais aussi par l’éducation et la sensibilisation des populations. Car une transition écologique réussie ne peut se faire sans l’adhésion des citoyens. Mais au-delà du ministère de l’Agriculture, chacun est interpellé.



... au tarissement rapide des cours d’eau et au déficit d’espaces verts, peut contribuer à la réduction considérable de la canicule.

Les gestes individuels, souvent perçus comme insignifiants, peuvent avoir un impact réel s’ils sont adoptés à grande échelle. Il s’agit par exemples d’éviter le gaspillage d’eau, de protéger les arbres, de réduire les feux de brousse et de privilégier des modes de consommation plus responsables. La lutte contre la canicule est aussi une affaire de comportements. Cette chaleur accablante que nous ressentons aujourd’hui peut devenir une opportunité. Celle de repenser notre modèle de développement, de réconcilier croissance et respect de l’environnement, de bâtir un avenir plus durable. Le Burkina Faso, avec ses ressources humaines et son savoir-faire local, a les moyens de relever ce défi. Le ministre Ismaël Sombié vient de le démontrer en donnant des instructions fermes aux équipes techniques de la Direction générale de l’environnement et du cadre de vie (DGEVCV) de mettre le projet en oeuvre, afin de tirer profit de la saison pluvieuse.



Pauline Ongaji (Kenya) ; Climate Change and Drug Resistance Threaten Africa's Hard-Won Gains Against Malaria ; Big 3 Africa, May 5, 2026.

Tag : MMV, WHO.

To access to the article : <https://big3africa.org/2026/05/05/climate-change-and-drug-resistance-threaten-africas-hard-won-gains-against-malaria/>



In the Kenyan highlands, where cool temperatures once offered a natural shield against malaria, a subtle but troubling change is taking hold as clinics that rarely saw malaria cases are now treating a steady flow of patients.

Experts say the shift is being driven by changing environmental conditions that are allowing mosquitoes to survive and spread in new regions. But alongside this expansion is another, more complex threat where the malaria parasite is slowly developing resistance to the drugs used to treat it.

Speaking on the sidelines of the World Health Summit Regional Meeting 2026 in Nairobi, experts warned that climate change and drug resistance are converging, raising the risk of a resurgence in malaria deaths across Africa.

According to the World Health Organization, malaria remains one of the deadliest infectious diseases globally, with an estimated 280 million cases and more than 600,000 deaths recorded in 2024. The vast majority of these cases occur in sub-Saharan Africa.

While earlier interventions have helped reduce infections, progress has slowed in recent years. In some areas, the disease is resurging, partly due to environmental changes that favour mosquito breeding and survival, with East Africa emerging as a critical hotspot.

For decades, artemisinin-based combination therapies (ACTs) have been the cornerstone of malaria treatment, helping to save millions of lives. But health experts are now observing early warning signs that these drugs may be losing their effectiveness.

“We are currently observing what is known as partial artemisinin resistance,” said Dr. Dorothy Achu, Team Leader for Tropical and Vector-Borne Diseases at the WHO Regional Office for Africa.

“Parasite clearance in patients is becoming slower, leading to delayed recovery. If not addressed, this can progress to full resistance,” she explained.



World Health Summit Regional Meeting 2026 delegates pause for a photo during the conference | Courtesy

This resistance is linked to genetic mutations in the malaria parasite, particularly in the Kelch 13 gene. First detected in Rwanda in 2014, these mutations have since been reported in countries including Tanzania, Uganda, and Eritrea.

“ACTs remain effective largely because partner drugs are still working,” Dr. Achu added. “But continued pressure risks eventual full resistance.”

Experts say the rise of drug resistance is also rooted in systemic challenges. “Malaria drugs are among the most falsified across the continent, and this is a very serious issue,” said André Tchouatieu, Head of Global Medical Affairs & Evidence at Medicines for Malaria Venture (MMV).

A significant proportion of antimalarial medicines circulating in Africa are believed to be substandard or falsified, meaning patients may receive ineffective treatment. This allows parasites to survive and adapt, accelerating resistance.

“These figures likely represent only a fraction of the true scale because there is no comprehensive system to monitor the problem,” Dr. Tchouatieu says. “The consequence is severe as patients receive ineffective treatment, leading to prolonged illness or death, and over time this erodes trust in health systems.”

Weak healthcare access is also contributing to the crisis. According to MMV estimates, 40–60% of children under five with fever in sub-Saharan Africa are taken to a healthcare provider, and just 40–50% receive antimalarial treatment. Even more concerning, 15–20% of treatments may involve non-quality-assured medicines, leaving many patients partially treated or untreated.

Even as resistance grows, researchers are working to develop new tools to stay ahead of the disease.

“There are also efforts to develop triple ACTs, which combine three drugs to slow the emergence of resistance. In addition, research is ongoing into simplified regimens, including potential single-dose treatments, some already approved for specific forms of malaria, while others remain in early clinical development, aimed at improving treatment adherence,” said Dr. Tchouatieu.

These innovations aim to make treatment more effective while reducing the chances of incomplete dosing, which is a key factor in the development of resistance.

Countries in East Africa are also adapting their approaches. Kenya and Rwanda have begun introducing multiple first-line therapies, rotating different drug combinations to reduce pressure on any single treatment.



President William Ruto, with other leaders, just after the opening of the World Health Summit Regional Meeting 2026 in Nairobi, Kenya | Courtesy

According to the Principal Secretary in Kenya's State Department for Public Health and Professional Standards, Mary Muthoni, Kenya is set to roll out this strategy for uncomplicated malaria starting in October this year. Experts say this approach could help extend the life of existing drugs: "If you use one drug, the parasite adapts. If you use multiple drugs with different mechanisms, you confuse the parasite and prolong drug effectiveness," said Gilbert Kokwaro, a pharmacology and health systems expert.

The consequences of resistance are already being modelled by researchers, who warn that thousands of additional deaths could occur each year if current trends continue: "Severe cases will become more frequent and harder to treat, and health systems will face increased strain," says Dr Achu. For families, this means higher medical costs and greater risk, while for health systems, it means increased pressure on already limited resources.

Experts say the fight against malaria now requires a broader, more coordinated response. The WHO African Region is promoting a multi-pronged strategy that includes strengthening surveillance of drug resistance, improving regulation to eliminate counterfeit medicines, ensuring proper diagnosis, and expanding mosquito control efforts. "We must track molecular markers of resistance and use data to guide national treatment policies," Dr. Achu emphasised.

However, gaps in data systems remain a major challenge: "There is limited post-market surveillance, weak reporting of treatment failure, and continued reliance on paper-based systems," Dr. Tchouatieu said. He is calling for integrated digital systems that can link laboratories, supply chains, and treatment data to allow for faster detection of resistance and more effective responses.

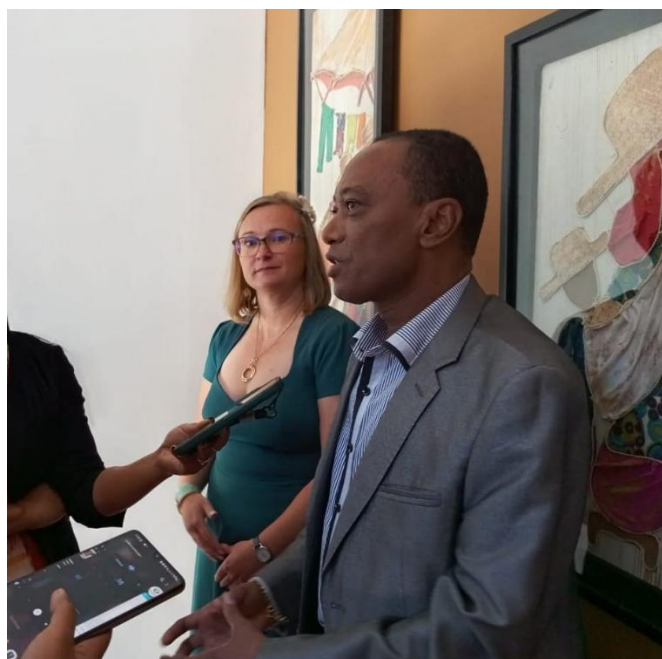


Karina Zarazafy (Madagascar) ; Investir dans la nutrition, c'est libérer le potentiel humain et économique ; Bleen Media, 6 mai 2026.

Tag : BMZ, GIZ.

Pour accéder à l'article : <https://www.bleenmada.com/investir-dans-la-nutrition-cest-liberer-le-potentiel-humain-et-economique/>

A Madagascar, la malnutrition pèse lourdement sur l'économie. Chaque année, elle représenterait un coût estimé à près de 12.8% du PIB, à cause de ses effets sur la santé, l'éducation et la productivité. A l'inverse, des études montrent que chaque dollar investi dans la nutrition peut générer jusqu'à 23 dollars de retombées économiques.



Une « alimentation inadéquate » durant les « 1000 premiers jours de vie » laisse des séquelles durables. La Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit ou GIZ, parle d'un « cercle vicieux de la malnutrition ». En ce sens que : les femmes malnutries donnent souvent naissance à des enfants malnutris, exposés à un mauvais développement du cerveau et du système nerveux, ainsi qu'à un système immunitaire affaibli et à de mauvaises performances scolaires. Ces « retards de croissance et de développement » sont, selon la GIZ, « irréversibles », ce qui limite durablement la capacité des individus à générer des revenus et contribuer à la croissance économique. A Madagascar, ce cercle vicieux est d'une ampleur particulièrement

préoccupante. L'insécurité alimentaire toucherait actuellement environ « 63% de la population » et la malnutrition chronique près de « 39.8% ». Malgré quelques progrès, ces chiffres restent très élevés et freinent fortement le développement du pays.

Tangibles

Le Projet pour la Sécurité Alimentaire, la Nutrition et le Renforcement de la Résilience (ProSAR) a contribué à améliorer légèrement la situation dans le Sud-Est. Officiellement clôturé le 6 mai 2026, ce projet, mis en œuvre par la GIZ pour le compte du Ministère Fédéral allemand de la Coopération Économique et du Développement (BMZ), a adopté une approche multisectorielle et intégrée pour améliorer la situation alimentaire et nutritionnelle dans la région Atsimo Atsinanana. Il a combiné agriculture, nutrition, santé, eau-hygiène et inclusion financière, tout en plaçant les femmes et les enfants au cœur de ses interventions. C'est ce qui a permis à ce projet d'accompagner 26 382 personnes dont 24 417 femmes durant ses six années d'existence. L'idée étant de « maximiser l'impact des investissements en agissant simultanément sur les déterminants de la malnutrition ». Ainsi, ces milliers de femmes ont pu bénéficier de formations en agriculture sensible à la nutrition, en nutrition, hygiène et santé, en stockage et conservation des aliments riches en nutriments, ou encore la gestion financière.

Humain

« Derrière ces chiffres, il y a des visages, des familles, des communautés entières qui ont été transformées » a souligné un représentant du Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire durant l'atelier de clôture du projet. Des mères peuvent désormais offrir une alimentation plus riche à leurs enfants, des ménages stockent mieux leurs récoltes, et des femmes deviennent de véritables actrices du développement économique de leur localité. Ces avancées majeures dans la région Atsimo Atsinanana sont loin de permettre à Madagascar d'atteindre son objectif de « réduire la malnutrition chronique sous les 26% d'ici 2030 ». La coopération allemande le rappelle : « Malgré ces avancées, la situation nutritionnelle reste préoccupante à Madagascar. La malnutrition chronique, la pauvreté alimentaire et les chocs climatiques continuent de peser sur les ménages, limitant la rapidité des progrès. »

La mise à l'échelle des initiatives qui ont fait leurs preuves est plus qu'indispensable. Si des prémices d'une extension des actions dans le sud-est se profilent, le Grand Sud et les Hautes terres centrales devraient également être pris en compte, et ce, d'urgence, si Madagascar veut réellement rompre le cercle vicieux de la malnutrition et libérer son potentiel économique et humain.



Mohamed Saliou Camara (Guinée) ; EDS-VI 2024-2025 : La Guinée dispose enfin de données fiables pour transformer son système de santé ; Bambou Guinée, 6 mai 2026.

Tag : Banque mondiale, OMS, UNFPA, UNICEF.

Pour accéder à l'article : <https://bambouguinee.com/2026/05/05/eds-vi-2024-2025-la-guinee-dispose-enfin-de-donnees-fiables-pour-transformer-son-systeme-de-sante/>



Présentés les 5 et 6 mai 2026 à Conakry avec l'appui de l'UNICEF, de la Banque mondiale et de l'OMS, les résultats provisoires de la sixième Enquête Démographique et de Santé offrent une photographie précise de la santé des populations guinéennes, particulièrement des femmes et des enfants.

Conakry, le 6 mai 2026 – L'Institut National de la Statistique (INS) a officiellement présenté et validé les résultats globaux provisoires de l'Enquête Démographique et de Santé (EDS-VI) 2024-2025. Cet événement majeur, organisé dans un hôtel de la place, réunit autorités gouvernementales, partenaires techniques et financiers internationaux autour d'un objectif commun : faire des données un véritable levier de décision pour le développement du pays.

Des données « boussole » pour l'action publique

En ouvrant les travaux, Dr Makan Doumbouya, Directeur général de l'Institut National de la Statistique, a insisté sur l'importance stratégique de cette enquête :

« Les résultats qui vous sont présentés aujourd'hui doivent devenir le socle de l'actualisation et de la mise en œuvre des politiques publiques, particulièrement dans le domaine de la santé. Nous recommandons une appropriation massive de ces données et des analyses approfondies afin de mieux répondre aux besoins de la population et de réduire les inégalités en matière de santé. Nous formons le vœu que ces résultats constituent un véritable levier pour le bien-être de la société guinéenne. »

Mme Anita Akumia, Représentante par intérim du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), a quant à elle souligné le rôle complémentaire de l'EDS-VI avec le dernier recensement :

« Ces données nous orientent dans toute la planification du pays. Avec les résultats du recensement et ceux de l'EDS-VI, nous disposons désormais d'outils puissants pour agir efficacement dans les domaines de la santé, de l'éducation et bien d'autres secteurs. C'est une opportunité historique. Nous comptons sur tous les partenaires – techniques, financiers et institutionnels – pour travailler ensemble avec ces données et faire encore plus pour la population guinéenne. »

Le Ministère de la Santé fixe le cap

Au nom de la Ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique, le Secrétaire général du ministère a livré un discours ambitieux, saluant les réformes en cours :

« L'EDS-VI constitue la boussole de notre action publique. Elle nous offre une photographie précise, rigoureuse et scientifique de la situation sanitaire de nos populations, en particulier des femmes et des enfants.

Depuis la précédente enquête, la Guinée s'est engagée dans de vastes réformes : digitalisation du système de santé, mise en œuvre de la Couverture Sanitaire Universelle et transformation structurelle. Gouverner, c'est prévoir. Et prévoir, c'est s'appuyer sur des données probantes.

Ces résultats provisoires nous permettront de mesurer les progrès réalisés, d'identifier les défis persistants et d'ajuster nos stratégies pour réduire les inégalités d'accès aux soins. Ils serviront de base à l'élaboration de nos prochains documents stratégiques. »

Il a par ailleurs salué la collaboration exemplaire entre le Ministère de la Santé, le Ministère du Plan et l'INS, ainsi que le soutien constant des partenaires techniques et financiers, notamment la Banque mondiale.

Une vision nationale soutenue par des données fiables

Les différents intervenants ont unanimement insisté sur la nécessité de disposer de statistiques fiables pour réussir le Programme de développement socio-économique durable et responsable « Simandou », porté par les plus hautes autorités du pays. La transparence, la décision fondée sur des preuves et l'utilisation intelligente des données ont été présentées comme des piliers non négociables de la gouvernance actuelle.

Durant ces deux jours d'atelier, experts, techniciens et décideurs procèdent à l'analyse approfondie et à la validation définitive des résultats. L'objectif est clair : transformer ces chiffres en actions concrètes au service du bien-être des Guinéens.

À retenir que, les principaux indicateurs et enseignements de l'EDS-VI seront publiés prochainement.



Hector Nammangue (Togo) ; Le Fonds Vert Togo remplace le Fonds national de l'environnement ; Vert Togo, 7 mai 2026.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/le-fonds-vert-togo-remplace-le-fonds-national-de-lenvironnement/>



Le gouvernement togolais franchit une nouvelle étape dans sa politique environnementale avec l'adoption, en Conseil des ministres ce mercredi 6 mai 2026, du décret fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement du Fonds Vert Togo. Ce nouveau mécanisme vient officiellement remplacer le Fonds national de l'environnement avec l'ambition de moderniser la gouvernance des financements dédiés aux enjeux climatiques et environnementaux.

À travers cette réforme, les autorités entendent mettre en place un dispositif plus efficace, capable de mieux coordonner les ressources financières mobilisées pour soutenir les initiatives écologiques et climatiques à l'échelle nationale.

Le Fonds Vert Togo se positionnera désormais comme un guichet national unique chargé de mobiliser, centraliser et orienter les financements publics et privés destinés aux projets environnementaux. Cette approche vise à faciliter l'accès aux financements tout en garantissant une meilleure transparence dans la gestion des ressources consacrées à la protection de l'environnement et à l'adaptation climatique.

Le mécanisme soutiendra plusieurs secteurs stratégiques, notamment la gestion durable des ressources naturelles, la lutte contre les effets du changement climatique, la promotion des énergies renouvelables ainsi que le renforcement de la résilience des populations face aux défis environnementaux.

Dans un contexte marqué par l'intensification des impacts climatiques en Afrique de l'Ouest, cette initiative apparaît comme un levier important pour accompagner les politiques de développement durable du Togo. Elle pourrait également permettre au pays de renforcer sa capacité à attirer des financements internationaux dédiés au climat et à l'environnement.

Avec la création du Fonds Vert Togo, le gouvernement affiche ainsi sa volonté de structurer davantage le financement des actions environnementales afin de répondre plus efficacement aux défis liés à la transition écologique et au développement durable.



Jenifer Gilla (Tanzania); Africa pushes for stronger climate voice ahead of COP32 ; Habitat media, May 7, 2026.

Tag : COP 30, COP 31, COP 32, UNECA.

To access to the article : <https://habitatmedia.co.tz/africa-pushes-for-stronger-climate-voice-ahead-of-cop32/>



Addis Ababa, Ethiopia. United Nations Economic Commission for Africa has called on African countries to strengthen their climate negotiation capacity and build broader alliances ahead of the 2027 COP32 summit, which will be hosted in Addis Ababa.

The call was made at the close of the 7th Africa Climate Talks held in the Ethiopian capital from April 30 to May 1, where policymakers, climate negotiators, scientists, civil society groups and development experts met to shape Africa's climate agenda ahead of COP31 in Türkiye next year and COP32 in 2027.

Presenting the outcomes of the meeting, Cosmas Ochieng said the discussions focused on three strategic priorities: strengthening Africa's negotiating power, building wider coalitions around practical climate solutions, and advancing actions outside formal UN climate negotiations that could support the success of COP32.

The talks were held on the sidelines of the 12th African Regional Forum on Sustainable Development.

Participants said the world was entering a critical phase in climate action, marked by widening emissions gaps, intensifying climate impacts and declining trust in global climate commitments.

They stressed that future credibility of international climate processes would depend on implementation rather than declarations.

Africa's hosting of COP32 in Addis Ababa was described as a defining moment not only for the continent, but also for the global climate agenda.

Delegates noted that the conference would come at a time when the international community is expected to demonstrate tangible progress in climate adaptation, financing, loss and damage compensation, and implementation of outcomes from the Global Stocktake.

The meeting also reviewed outcomes from the Second Africa Climate Summit, the Climate Change and Development in Africa Conference XIII and COP30, while assessing the implications of the first Global Stocktake on Africa's next round of Nationally Determined Contributions (NDC 3.0).

Discussions further explored issues related to climate finance, carbon markets, adaptation, just transition and the growing relationship between trade and climate policy.

Participants proposed the establishment of structured follow-up mechanisms, including technical working groups that would identify priority negotiation issues and prepare analytical papers to guide Africa's engagement ahead of COP32.

They also recommended the creation of stronger coalition-building platforms involving governments, academia, the private sector, civil society and development partners to mobilise support around measurable climate outcomes.

Speakers at the forum highlighted the need to better connect climate, land and biodiversity agendas while safeguarding the integrity of international environmental agreements.

They further emphasised the importance of strengthening African scientific research and promoting closer collaboration between universities, research institutions and government ministries.

Community participation also emerged as a key issue during the discussions.

Delegates said communities should not merely be viewed as beneficiaries of climate interventions, but as active partners in designing and implementing solutions.

They called for rights-based and environmentally credible nature-based solutions that support development while protecting land rights, promoting benefit-sharing, recognising indigenous knowledge and advancing gender justice.

On climate finance and technology, participants urged African countries to invest in home-grown carbon solutions, improve monitoring and traceability systems, and promote fair and transparent carbon markets.

They also called for increased domestic financing and improved access to green technology, while pushing for stronger efforts to address global perceptions that continue to limit investment flows into Africa.

The meeting concluded with a renewed commitment to reposition Africa from a passive recipient of global climate decisions to an active force shaping climate implementation and accountability.

Participants said Africa must anchor its climate strategy in science, equity, finance, institutional coordination and development priorities to ensure COP32 delivers meaningful results for both the continent and the wider world.



Milliam Murigi (Kenya) ; From Runoff to Resilience: The Weir Helping Yatta Fight Climate Extremes ; Science Africa, May 7, 2026.

Tag : -.

To access to the article : <https://news.scienceafrica.co.ke/from-runoff-to-resilience-the-weir-helping-yatta-fight-climate-extremes/>



For years, in Yatta Sub-county's Kalyambeu village in southeastern Kenya, rainfall was extremely erratic.

When it rained, River Mwita Syano, the river serving this community would roar to life. Spilling over its banks and rushing past farms carrying away what could have sustained the community for months.

Then, just as quickly, it would disappear a few weeks after the rain stopped, leaving behind dry fields, long treks for water and a familiar anxiety.

"This is a seasonal river, the only source our community has relied on. When it dries up, we are forced to walk more than five kilometres in search of water from boreholes sometimes even farther, because the queues there are often long," says Mumo Kimetu, an area resident.

Because of this seasonality, farmers never relied on the river as a stable source of water for farming. Instead, they depended entirely on rainfall to grow their crops, carefully timing their

planting seasons around the onset of the rains and adjusting their farming activities to match the unpredictable weather patterns.

When the rains delayed or was insufficient, their production was severely affected, leading to reduced harvests and increased vulnerability for their households. However, today, that story is beginning to change.

Some community members have started to irrigate their farms, courtesy of the Kwa Masele Irrigation Weir Project. This is a community-led initiative designed to capture and store water from the seasonal river, ensuring a more reliable supply for irrigation and livestock use, especially during dry periods.

“This project has been of great help to us. Because of it, we are now able to irrigate our farms, grow crops even during low rainfall and improve our food production and livelihoods,” Kimetu says.

The project features a weir, a small barrier built across river Mwita Syano to control the flow of water. The structure captures and stores water that would otherwise go to waste creating a reservoir. Water from this reservoir is what is reshaping livelihoods in this semi-arid landscape.

Unlike sand dams which are common in this county, and stores water beneath layers of trapped sand, a weir, holds back flowing water to form an open reservoir on the surface. This makes the water directly visible and easier to pump for irrigation and other uses.

“This is a key water infrastructure project aimed at enhancing agricultural production and improving livelihoods. It was developed with the agreement of the community, and its main purpose is to support irrigation activities,” says Joshua Musyoka, Monitoring and Evaluation Officer Climate Change Unit, Machakos County.



Joshua Musyoka, Monitoring and Evaluation Officer Climate Change Unit, Machakos County.

The project is funded under the Financing Locally-Led Climate Action (FLLoCA) Programme in partnership with county governments. FLLoCA is a national initiative that channels climate

finance directly to local communities, enabling them to design and implement solutions tailored to their own risks.

By investing in locally driven infrastructure, FLLOCA aims to strengthen resilience at the grassroots level ensuring communities are better equipped not just to respond to climate shocks, but to anticipate and withstand them.

Even though the project is not fully complete, about ten farmers have invested and installed solar-powered water pumps and are using the water to irrigate their farms, helping their crops grow and improving food production in the area.

“For many years, I have depended entirely on rain to grow my crops. When the rains failed, it meant hunger and low harvests for my family. We had no other source of water for farming. However, since the weir was built, things have started to change,” says Steve Kyombe, a resident.

He is one of the farmers who are using water from this reservoir for irrigation. His farm today tells a different story. Rows of maize and beans at different growth stages stretch across part of his land, while fruit trees and leafy vegetables thrive- crops that once struggled to survive beyond the rainy season.

This change is largely attributed to the availability of reliable water for irrigation. With the help of solar-powered pumps drawing water from the reservoir, the farmer is now able to irrigate his crops throughout the year. What was once a seasonal struggle has turned into more consistent farming, giving him better harvests and renewed hope for food security and income.

“I invested in my own solar pumping systems because the project is yet to install a pump and start distributing water to the residents. I am now able to grow food throughout the year without worry. I don’t have to wait for the rains,” Kyombe says.



Mumo Kimetu during an interview session.

For Kimetu, it is not about the crops. Until recently, he would walk up to five kilometres in search of water for his livestock. A daily routine shaped by scarcity and exhaustion. Now, he pumps water directly from the reservoir to his home.

The change has not only eased the physical burden but also freed up valuable time for other activities. Kimetu says he can now focus more on tending to his livestock and expanding his farm, instead of spending hours searching for water. With a reliable source now within reach, both his animals and crops are healthier, marking a significant shift in daily life and productivity for his household.

“The long journeys are gone. I no longer have to walk in search of water for my livestock. The weir has reduced the strain on me and improved the well-being of my animals,” he says

The reservoir, with a capacity of about 800,000 cubic metres, is expected to benefit over 2,000 people across five villages once fully complete. It will also support more than 1,500 cattle and 2,000 goats offering a lifeline in an area where livestock is central to livelihoods.

“We have done the first phase only and the community has started to benefit. This phase involved construction of the weir to form a reservoir. The second phase of the project will involve installing solar-powered pumps, storage tanks and distribution pipelines to expand access,” says Musyoka.

For Kimetu, the lesson extends beyond his own farm. According to him, since the county is dotted with so many seasonal rivers that flood briefly, then vanish, leaving little behind, this should be replicated in many places so that other farmers can also benefit.

In conclusion, Musyoka reveals that, as climate grows more unpredictable, such small-scale, community-driven solutions are gaining importance, noting that this project is just one of several similar initiatives being implemented to help communities adapt to changing weather patterns and improve water access.

“As a county we are prioritizing such projects because they do not stop the rains from failing but they ensure that when water does come, it is not lost. Often, water from heavy rains is not preserved. That is why we are introducing such projects across the county,” he says.



Mohamed Saliou Camara (Guinée) ; Des experts africains cherchent à innover en matière de réforme de la dette, de finance durable et de résilience budgétaire ; Bambou Guinée, 8 mai 2026.

Tag: BAD, COP 30, FMI, UNECA.

Pour accéder à l'article : <https://bambouguinee.com/2026/05/11/des-experts-africains-cherchent-a-innover-en-matiere-de-reforme-de-la-dette-de-finance-durable-et-de-resilience-budgetaire/>



Addis-Abeba, le 8 mai 2026 (CEA) – La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et Financial Sector Deepening (FSD) Africa ont conclu le vendredi 8 mai à Addis-Abeba, en Éthiopie, le deuxième Forum africain sur la finance souveraine, sur le thème :

« Renforcer la marge de manœuvre budgétaire et la viabilité de la dette ».

Pendant trois jours, les participants au forum ont discuté de la relation entre le développement durable et la viabilité de la dette, les notations de crédit et les coûts d'emprunt, ainsi que de la manière dont les bureaux de gestion de la dette peuvent tirer parti de ces interactions pour soutenir le développement.

« Le défi de la dette africaine va bien au-delà des préoccupations budgétaires : il est devenu une crise du développement, une vulnérabilité climatique et une urgence de gouvernance, autant de problèmes qui doivent être abordés simultanément dans le cadre d’une réponse intégrée », a déclaré Mama Keita, secrétaire exécutive adjointe de la CEA chargée de l’appui aux programmes.

« Le système de la dette mondiale doit cesser de privilégier les créanciers fortunés au détriment du développement et du bien-être des citoyens. Les gestionnaires de la dette africains œuvrent à cette transition, instrument par instrument, institution par institution », a-t-elle ajouté, précisant que ces gestionnaires ne sont pas de simples administrateurs de passifs hérités, mais des garants d’une équité intergénérationnelle, prenant des décisions qui façonneront les perspectives de demain.

« Malgré les difficultés économiques actuelles, les fondamentaux macroéconomiques de l’Afrique ont fait preuve de résilience, mais cette dynamique est menacée par le poids de notre dette : la dette extérieure a atteint environ 1 200 milliards de dollars américains, soit une part importante du PIB – et dans de nombreux pays, plus d’un quart des recettes publiques sont désormais absorbées par le service de la dette », a déclaré Claver Gatete, secrétaire exécutif de la CEA, en début de semaine. « Concrètement, cela signifie des salles de classe non construites, des dispensaires sans personnel ni équipement, et des emplois non créés. Cela signifie que le développement n’est pas seulement retardé ; il est compromis », a-t-il averti.

La gestion de la dette n’est plus une simple fonction technique du gouvernement, elle est désormais essentielle à la stabilité macroéconomique, à la stratégie de développement et aux politiques publiques, a déclaré Semereta Sewasew, ministre d’État éthiopienne à la Coopération économique, en présentant les stratégies macroéconomiques et de gestion de la dette de l’Éthiopie et leurs impacts positifs sur l’économie nationale : « Il est important de noter que la viabilité de la dette ne dépend pas seulement de son montant, mais aussi de sa structure, des devises étrangères qui la garantissent et de la crédibilité des cadres politiques », a-t-elle ajouté.

Organisé conjointement par la CEA et FSD Africa, le deuxième Forum africain sur la finance souveraine s’est tenu alors que les discussions mondiales sur la réforme de la dette et le financement climatique établissent de nouvelles normes pour le financement du développement durable.

Le Forum a offert aux experts africains en gestion de la dette une plateforme pour mettre en œuvre les priorités post-COP30, en alignant la gestion de la dette souveraine sur l’architecture mondiale en évolution pour la finance durable et climatique.

Les discussions ont porté sur la manière dont les acteurs africains peuvent innover en associant les stratégies de dette à moyen terme, les analyses de viabilité de la dette et les opérations de gestion du passif aux objectifs et réformes de performance environnementale et sociale afin

d'optimiser la croissance économique tout en transformant la gestion de la dette africaine et en visant une résilience budgétaire plus proactive, axée sur les investisseurs et tenant compte du développement durable.

Le Forum a également examiné le Cadre de viabilité de la dette du FMI, où les participants ont relevé d'importantes lacunes : les risques liés au changement climatique sont modélisés, mais les avantages en matière de réduction des risques des investissements dans la résilience ne le sont pas.

Le forum visait également à favoriser les partenariats avec les fondations philanthropiques, les agences multilatérales et les fournisseurs de garanties, et à soutenir la conception conjointe de mécanismes de garantie et de partage des risques adaptés au contexte de la dette africaine.

« Dans le contexte actuel, il est impératif de redoubler d'efforts en matière de financement des actions pour le climat et la protection de la nature afin de renforcer la résilience à moyen et long terme. Le lien entre dette souveraine et climat, dette souveraine et réforme des marchés de capitaux nationaux s'inscrit dans un système interconnecté, et nous devons examiner comment ces éléments s'articulent », a déclaré Mark Napier, PDG de FSD Africa.

Les économies africaines évoluent actuellement dans un contexte politique de plus en plus complexe, marqué par un resserrement des marges budgétaires, une vulnérabilité accrue à la dette et une escalade des risques climatiques. Cette conjonction de pressions affecte la résilience macroéconomique et limite la capacité des gouvernements à investir dans le développement durable, notamment dans des secteurs essentiels comme la santé et l'éducation.

Selon la Banque africaine de développement (2024), le service total de la dette en Afrique a plus que doublé au cours de la dernière décennie, atteignant 163 milliards de dollars américains, tandis que les seuls paiements d'intérêts dépassent désormais les budgets de santé publique dans trente pays. En 2025, les obligations liées au service de la dette extérieure devraient atteindre 88,7 milliards de dollars américains, réduisant davantage les marges de manœuvre budgétaires et évinçant les investissements essentiels dans les infrastructures, l'adaptation au changement climatique et le capital humain. Ce fardeau budgétaire croissant menace d'ancrer un cercle vicieux de faible investissement, de croissance atone et de résilience réduite aux chocs externes.

« Au cœur du défi de la dette africaine se trouve un problème structurel dans la manière dont notre continent est évalué et valorisé sur les marchés financiers mondiaux. Évaluons-nous correctement le risque, ou bien sous-évaluons-nous systématiquement l'Afrique ? », a déclaré Claver Gatete en ouverture du Forum cette semaine. Il a invité les participants à se concentrer sur quatre priorités essentielles : intégrer la durabilité au cœur de la gestion de la dette ; renforcer les fondements institutionnels et les données ; s'engager auprès des investisseurs et

des partenaires en tant qu’alliés stratégiques et définir des priorités claires au niveau national, ainsi que des feuilles de route concrètes pour la mise en œuvre jusqu’en 2026 et au-delà.

Le deuxième Forum africain sur la finance souveraine, intitulé « Renforcer la marge de manœuvre budgétaire et la viabilité de la dette », a réuni des représentants des services de gestion de la dette et des ministères des finances de 18 pays africains, des institutions financières multilatérales et régionales, des partenaires philanthropiques et de garantie, des agences de notation de crédit, des investisseurs institutionnels, des groupes de réflexion, des institutions universitaires et des organisations techniques travaillant sur la finance durable, la gestion de la dette et l’économie du climat.

Afrique Durable

Hamidou Traore (Burkina Faso) ; Internet en danger : l'ONU avertit d'une catastrophe mondiale imminente ; Afrique durable, 8 mai 2026.

Tag : UIT, UNDRR.

Pour accéder à l'article : <https://afridurable.net/internet-en-danger-lonu-avertit-dune-catastrophe-mondiale-imminente/>



Black-out des paiements, hôpitaux paralysés, réseaux électriques hors service : un rapport explosif des Nations unies décrit un scénario mondial de catastrophe numérique en cascade. Et selon les experts, ce n'est plus une hypothèse lointaine, mais une menace imminente.

Et si, du jour au lendemain, le monde numérique cessait de fonctionner ? Plus de transactions bancaires, plus d'appels d'urgence, plus d'accès aux données médicales, plus d'informations fiables. Un scénario digne d'un film catastrophe ? Pas selon l'ONU.

Dans un rapport alarmant publié par le Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNDRR), l'Union internationale des télécommunications (UIT) et Sciences Po

Paris, les experts mettent en garde contre une possible « pandémie numérique » capable de provoquer un chaos mondial en quelques heures.

Le document décrit des défaillances technologiques susceptibles de se propager comme une onde de choc à travers les infrastructures critiques de la planète. Une tempête solaire majeure, comparable à celle qui a frôlé la Terre en 2012, pourrait par exemple neutraliser satellites et réseaux électriques, interrompant simultanément communications, systèmes financiers et services essentiels. Une vague de chaleur extrême pourrait, elle, faire surchauffer les centres de données et désorganiser hôpitaux, secours et administrations.

Autre menace jugée critique : les câbles sous-marins, véritables artères invisibles d'Internet, qui transportent plus de 99 % du trafic mondial. Leur endommagement pourrait isoler des régions entières pendant des semaines, avec des conséquences économiques et logistiques dévastatrices.

Des pannes qui se propagent comme un virus

Le rapport révèle une vulnérabilité majeure : près de 89 % des perturbations numériques ne proviennent pas du choc initial, mais des effets domino qu'il déclenche dans des systèmes ultra-connectés. Résultat : le nombre de victimes indirectes peut être jusqu'à dix fois supérieur à celui des personnes touchées au départ.

« Et si nos systèmes numériques s'effondraient... maintenant ? », a lancé Doreen Bogdan-Martin, secrétaire générale de l'UIT, devant la presse à Genève.

« Les lumières s'éteindraient probablement, les systèmes de paiement finiraient par se bloquer, les appels d'urgence deviendraient difficiles et l'accès à des informations fiables serait compromis. Une telle panne est plus probable qu'on ne le pense », a-t-elle averti.



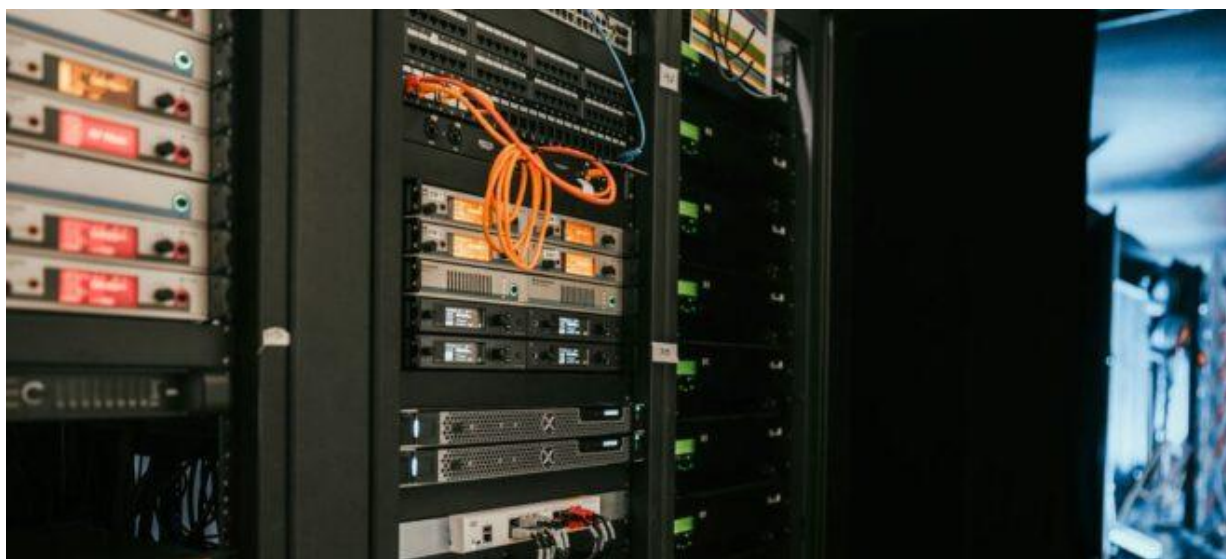
© ILO/Bobot Go Aux Philippines, un ouvrier installe un nouveau câble électrique au sommet d'un pylône.

Le monde suspendu à quatre infrastructures vitales

Au cœur de cette fragilité mondiale, quatre piliers jugés critiques : les réseaux électriques, les satellites, les centres de données et les câbles sous-marins. Leur interdépendance constitue aujourd'hui la colonne vertébrale de l'économie numérique mondiale.

Avec 5,5 milliards d'internautes, soit près de 70 % de la population mondiale, la dépendance au numérique atteint un niveau inédit. Santé, marchés financiers, transports, services publics, élections : tous reposent désormais sur des infrastructures hyperconnectées et vulnérables.

L'exemple du cyberattaque NotPetya en 2017 illustre cette menace systémique. Parti du piratage d'un logiciel comptable ukrainien, le virus avait provoqué plus de 10 milliards de dollars de pertes à travers le monde en paralysant entreprises, ports et réseaux logistiques.



© Unsplash/Kevin Ache Des serveurs dans un centre de données.

« Ce n'est plus une question de savoir si, mais quand »

Le constat de l'ONU est sans appel : aucun État n'est réellement prêt à affronter une panne numérique mondiale d'ampleur. Coupures massives d'électricité, défaillances satellitaires ou rupture des câbles sous-marins restent des scénarios largement sous-estimés dans les politiques de gestion des risques.

Face à cette menace, les experts appellent à une mobilisation urgente : renforcer les normes internationales, prévoir des systèmes de secours analogiques, mieux protéger les infrastructures critiques et améliorer la coordination internationale.

« Le risque d'une catastrophe numérique n'est plus une question de 'si', mais de 'quand', a insisté Kamal Kishore, chef de l'UNDRR.

« Nous devons commencer à nous y préparer dès maintenant. »

Afrique Durable

Hamidou Traore (Burkina Faso) ; Le PIB : indicateur dépassé d'un monde en crise ; Afrique durable, 8 mai 2026.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://afridurable.net/le-pib-ne-fait-plus-le-bonheur-pourquoi-une-nouvelle-facon-de-mesurer-le-progres-est-necessaire/>



Depuis des décennies, le PIB est présenté comme le thermomètre du progrès. Pourtant, plus les chiffres montent, plus le malaise social grandit. Richesse économique en hausse, confiance citoyenne en baisse : et si le vrai progrès ne se mesurait plus seulement en milliards, mais en bien-être, en justice sociale et en qualité de vie ?

Même les personnes n'ayant aucune notion ni aucun intérêt pour l'actualité économique ont probablement déjà entendu parler du PIB, fréquemment cité dans les grands médias comme l'indicateur du progrès.

En termes simples, le PIB représente la somme de tout ce qu'un pays produit et vend ; toutefois, les économistes savent depuis des années qu'il ne permet pas de brosser un tableau complet de la réalité.

Par exemple, le travail non rémunéré tel que la prise en charge d'enfants ou de membres de la famille en situation de handicap n'est pas comptabilisé comme un facteur positif. Les

indicateurs d'inégalité ne sont pas pris en compte, pas plus que le coût de la pollution ou de l'exploitation des ressources.

Cette situation est problématique, car elle génère des incitations et des objectifs inadaptés pour l'élaboration des politiques publiques. En ne visant que la seule croissance du PIB, les décideurs risquent de passer à côté de ce qui compte le plus pour les êtres humains et pour la planète.



Adobestock/Fahad (generated with AI) En ne cherchant que la croissance du PIB, les décideurs politiques risquent de ne pas viser ce qui compte le plus pour les êtres humains et la planète.

Comptabiliser ce qui compte vraiment

L'absence d'indicateurs plus nuancés pour mesurer le progrès figure depuis longtemps parmi les préoccupations de la communauté internationale ; cette question a été relancée il y a un an, lorsque le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a lancé son Groupe d'experts de haut niveau sur l'initiative « Au-delà du PIB ».

Au terme d'une année de consultations, le groupe a rendu publiques ses conclusions dans un rapport intitulé Comptabiliser ce qui compte vraiment (Counting what Counts), décrit comme « une boussole pour les êtres humains et pour la planète ».

Ce document propose la première feuille de route mondiale émanant des Nations Unies pour dépasser l'indicateur limité qu'est le PIB ; il présente des arguments convaincants en faveur de l'utilisation d'un ensemble d'indicateurs plus large pour orienter l'élaboration des politiques et la prise de décisions.

Il ne remet pas en cause l'utilisation du PIB pour mesurer la production économique, mais cite la mise en garde de l'économiste qui a été le pionnier de cet indicateur – le prix Nobel Simon Kuznets – selon laquelle, pris isolément, il est insuffisant pour évaluer le bien-être d'une nation.

S'exprimant jeudi lors du lancement du rapport, le chef de l'ONU, António Guterres, a fait valoir que le PIB est utilisé d'une manière que ses concepteurs n'avaient jamais envisagée.

« Nous utilisons le PIB pour juger du succès à long terme des pays », a-t-il déclaré, « et pourtant, nous constatons un fossé immense entre ce que le PIB mesure et ce que les populations valorisent. Le PIB est devenu notre outil de référence pour définir les règles de la politique internationale. Or, il ne permet pas de distinguer efficacement les vulnérabilités, les défis ou le potentiel auxquels sont confrontés les différents pays ».

Guterres a également cité l'essor croissant de l'intelligence artificielle comme une illustration de la nécessité de disposer d'indicateurs plus nuancés. « L'IA a le potentiel de stimuler considérablement la croissance et la productivité mondiales. Mais elle peut tout aussi bien éliminer des millions d'emplois et favoriser la création et l'utilisation d'armes létales de plus en plus sophistiquées. Assurément, nous ne devrions pas juger du mérite de cette technologie uniquement sur la base de son impact sur le PIB ».

S'appuyant sur des décennies de recherche ainsi que sur de nombreuses initiatives nationales et internationales visant à trouver de meilleurs moyens de mesurer le progrès, le groupe d'experts propose un programme d'action concret qui permettra aux gouvernements et au système international de réduire leur dépendance excessive au PIB là où celui-ci ne constitue pas l'indicateur approprié.

La pièce maîtresse du rapport réside dans un tableau de bord d'indicateurs fondé sur quatre piliers : les principes fondamentaux (incluant la paix, les droits de l'homme et le respect de la planète), le bien-être actuel, l'équité et l'inclusion, ainsi que la durabilité et la résilience.



ADB/DERAriel Javellana « Au-delà du PIB » consiste à trouver de nouvelles façons de mesurer le progrès.

Prochaines étapes

Bien que le groupe d'experts ne propose pas d'alternative au PIB permettant d'établir un classement des pays, il recommande l'élaboration d'un ensemble restreint d'indicateurs phares afin de communiquer plus clairement les progrès accomplis, tant aux décideurs politiques qu'au grand public.

Des mesures concrètes visant à faire avancer le programme « Au-delà du PIB » figurent dans le rapport, telles que l'adoption rapide de « tableaux de bord du progrès » nationaux, adaptés aux priorités de chaque pays et intégrés aux processus d'élaboration des politiques publiques.

Un mécanisme mondial de reporting sous l'égide des Nations Unies, incluant un rapport annuel sur les progrès réalisés, aligné sur le suivi des Objectifs de développement durable (ODD), est également proposé. Par ailleurs, le monde universitaire, la société civile, le secteur privé et les médias sont encouragés à apporter leur contribution par le biais de la recherche, du reporting et d'un engagement substantiel, afin de faire évoluer le discours et d'amener les dirigeants à rendre des comptes sur des indicateurs de progrès allant « au-delà du PIB ».

« Adoptons ces nouveaux indicateurs qui viennent compléter le PIB », a conclu M. Guterres, « et qui offrent une vision globale des défis et des opportunités auxquels notre monde est confronté en ce moment historique exceptionnel ».



Michael Moukouangui Moukala (Gabon) ; ENQUÊTE : Moanda, la malédiction écologique du manganèse, la Comilog sous le feu des critiques ; La Lettre verte, 9 mai 2026.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://lalettreverte.info/2026/04/30/enquete-moanda-la-malediction-ecologique-du-manganese/>



Cloisonnée dans la cuvette bordée par les chaînes de montagnes qui la serpentent, Moanda, ville d'environ 70 000 âmes située dans la province du Haut-Ogooué, à plus de 600 kilomètres de Libreville, offre un terrain de dualité entre extraction minière de manganèse et bien-être des populations. Depuis plus de 40 ans, cette coexistence est sujette à caution en raison des impacts écologiques liés à cette activité, dont la Comilog détient le permis. Le tableau : défiguration des paysages naturels, saturation des rivières et de l'air en fines de manganèse et, déplacement des populations. En dépit d'une politique RSE existante, le problème reste toujours d'actualité. Enquête sur un dossier qui traverse le temps à Moanda.

AVERTISSEMENT :

- Cette enquête est le fruit d'un an de collecte de données entre les villes de Moanda et de Libreville ;
- Des acteurs importants, notamment des hommes politiques originaires de Moanda, de la société civile et des scientifiques ont été contactés pour avoir leurs avis sur le sujet, ces derniers ont affiché une fin de non-recevoir ;
- Une « demande d'information sur les actions de RSE de la Comilog à Moanda » a été formulée à la société, celle-ci est restée lettre morte jusqu'à la publication de cet article.

Située au sud-est du pays, dans la province du Haut-Ogooué, à plus de 600 kilomètres de Libreville, la capitale gabonaise, la ville de Moanda abrite les activités minières du géant français Eramet via sa filiale Compagnie minière de l'Ogooué (Comilog). Avec 25 % des réserves mondiales de manganèse, la compagnie exploite un gisement d'une grande capacité, dont la production est évaluée à plus de 7 millions de tonnes de minerai et d'aggloméré. Ce qui fait d'Eramet le premier producteur de manganèse à haute teneur au monde. De par cette position, le gisement de Moanda jouit tout aussi d'un positionnement stratégique. Depuis plusieurs années, Eramet en a fait une priorité, avec des investissements toujours aussi importants pour atteindre ses objectifs.



Si de traitement du manganèse, Moanda

Malheureusement, les activités de la compagnie ne sont pas ce que l'on pourrait qualifier d'exemplaires. Certes, il convient de reconnaître les efforts consentis par cette dernière pour limiter et compenser ses impacts négatifs par une RSE agissante, évaluée à 6 milliards de francs

CFA chaque année. Ces efforts ne gommement cependant pas les écueils reprochés à Eramet via la Comilog. Au nombre de ces écueils : la défiguration du paysage de Moanda, la pollution affectant la pratique de l'agriculture, l'interdiction faite aux riverains de pratiquer la pêche dans les lacs situés aux alentours des sites de production de manganèse, le déplacement des communautés locales de la gare vers un site aménagé par la société, les problèmes de santé oculaires dont ont été victimes ces populations et la destruction des écosystèmes naturels. Ces reproches illustrent des années de négligence, caractérisées par le non-respect des lois et conventions en vigueur au Gabon.

Le manganèse omniprésent à Moanda

À Moanda, l'un de ces points saute aux yeux et fait le lit des critiques. Il s'agit du cas de la saturation en fine de manganèse de la rivière Moulili, un dossier vieux de plusieurs décennies et qui continue d'alimenter les critiques en dépit des annonces de la Comilog visant à restaurer cette rivière. Le cas de cette rivière illustre le plus gros dommage causé par l'activité d'exploitation du manganèse. Et pour cause, jadis cours d'eau ordinaire, avant l'implantation de la laverie de la Comilog, la Moulili est aujourd'hui une rivière chargée en fines de manganèse. « C'était une rivière normale. Les populations s'y baignaient et recueillaient de l'eau pour les usages courants. À cause des fines de manganèse, il n'est plus possible d'y puiser de l'eau ni même de s'y baigner. La rivière n'existe désormais plus que de nom en raison des dépôts de manganèse accumulés au fil des années », explique un dignitaire de Moanda que nous nommerons Franck.



Dessous du pont sur la rivière Moulili envahi par des fines de manganèse

Son récit ne ménage pas la Comilog, qu'il pointe comme étant le responsable de la dégradation de cet écosystème aquatique. D'autant que, malgré les annonces de réparation de cette rivière,

le dossier avance avec lenteur. Pour confronter nos observations lors de la descente sur le terrain, des mesures nous ont été recommandées par les scientifiques que nous avons approchés. Mais pour le journaliste François Duc Moukwangui, qui connaît bien ce dossier, « faute d’unités de mesure fiable, la quantité importe peu. L’important, selon lui, est de constater que la pollution du cours d’eau persiste. Cela saute aux yeux ».

François Duc Moukwangui connaît bien ce dossier pour avoir lui-même travaillé dessus en 2005. Environ 21 ans après, au vu des données que nous lui avons présentées, il estime que la réalité n’a pas totalement changé. Comme lui, Jean-Valentin Leyama, ressortissant de la localité, ainsi que l’ONG Brainforest se sont également penchés sur ce dossier en dénonçant les débordements de l’extraction minière sur les populations et la ville de Moanda. Aux problèmes observés par ces acteurs se sont ajoutés d’autres facteurs préoccupants relevés par les producteurs de manioc que nous avons rencontré. Il s’agit notamment de la pollution de la rivière Mikoma, située dans la zone 601, impactée par le ruissellement des eaux issues de la montagne située juste en amont. « La boue due aux pistes ouvertes par la Comilog ici et là gaspille le manioc que nous trempions », s’indigne une productrice de manioc rencontrée dans une plantation après la gare de Moanda.

Sur le plan sanitaire, les populations de la gare ont été délogées pour deux raisons : l’occupation de la zone à cause du projet d’extension du site de la gare, mais surtout à cause de l’impact de la mine sur leur santé. Le « problème de picotement » des yeux, dont se sont plaints de nombreux individus, a d’ailleurs conduit la Comilog à prendre en charge les populations de cette zone, qui ont été consultées par un ophtalmologue à Franceville, lequel a été mandaté par la société. Curieusement, le bilan de ces consultations est resté un secret de polichinelle, apprend-on des habitants de la gare.



Zone de la Gare de Moanda, rivière Massayoulou dans le village Mikouagna

Au sein de la population, une question logique reste sans réponse : « Si l'entreprise ne se reconnaît pas dans ces accusations, pourquoi nous a-t-elle pris en charge et pourquoi nous a-t-elle délogés ? », s'interroge un riverain de la gare, habitant le village Mikouagna, ayant requis l'anonymat. Nous avons écrit au service communication de la Comilog pour avoir une réponse à cette question, mais notre courrier est resté lettre morte. Pour ce dernier, « le fait que la plupart des habitants de Moanda se soignent à l'hôpital Marcel Abéké rend difficile la détection des pathologies potentiellement causées par l'activité minière ».

Laxisme et impuissance de l'Etat

Les impacts négatifs de la mine sur le paysage et le quotidien des habitants de Moanda constituent un dossier critique. Administrations publiques, ONG, scientifiques, la presse et les alertes, lorsqu'ils s'aventurent sur cette question, se heurtent à l'emprise de la Comilog sur la circulation de l'information concernant son activité à Moanda. Notre enquête n'a pas échappé à cette réalité. Les acteurs politiques originaires de Moanda que nous avons contactés pour répondre à nos questions ont tous, sans exception, opposé une fin de non-recevoir. C'est dire combien parler ou traiter de ce sujet n'est pas un exercice facile. À la direction des Industries extractives du ministère en charge des Eaux et Forêts, la même réalité s'est dessinée dès que le sujet de la Moulili ou de la cohabitation entre l'activité minière et ses impacts sur les populations et le milieu de vie a été évoqué.



Aujourd'hui, cela fait des décennies que la Comilog a annoncé la réhabilitation de la Moulili par la « valorisation des fines de manganèse ». Dans son rapport RSE 2019, la société évoque « la possibilité de remettre la nature en état, mais aussi de vendre le minerai récolté dans la rivière ». Cette volonté affichée intervient six ans après la mission de terrain conduite en 2013 avec plusieurs départements ministériels, notamment la direction générale de l'Environnement et plusieurs autres cabinets d'études. Par la voix de l'un de ses ingénieurs en géologie, la Comilog

annonçait : « le CIM a vocation à recueillir, au moyen de pelles et de camions, les stériles historiques de la laverie et, par là même, à dépolluer la rivière ». Cette vision a partiellement été exécutée lorsque l'on se rend sur place. Au fil des années d'extraction, la rivière n'existe plus que de nom, les fines de manganèse ayant occupé son lit.



Zone de production de manioc impacté par le ruissèlement de la boue, conséquence des tracées percées par la Comilog plus haut.

Ces méfaits persistent en raison des largesses et de la non-application stricte de la loi lorsqu'il s'agit de contraindre la Comilog. Ce, d'autant plus qu'au Gabon, la loi en matière de préservation de l'environnement est claire. Le décret n°000539/PR/MEFEPEPN du 15/07/2005 fixe et réglemente les études d'impact sur l'environnement comme une obligation non facultative. Si l'on considère que dans le cas de la Comilog, ces études ont été faites, l'article 2 de ce décret définit l'impact sur l'environnement comme « tout changement ou modification qu'un projet pourrait causer à l'environnement, aux droits, aux coutumes ou aux usages traditionnels des communautés villageoises ». Le même article prévoit également des audits environnementaux et des études d'impact. Quant à l'article 9, il est formel : tout promoteur qui n'observe pas les conditions et obligations de l'arrêté d'autorisation, d'approbation ou du récépissé de déclaration s'expose à la suspension des travaux de son projet par arrêté du ministère compétent.

À la lumière des faits, ces obligations n'ont pas toujours été appliquées avec rigueur, malgré l'existence d'éléments avancés par plusieurs acteurs. La Comilog demeure ainsi, aux yeux de nombreux observateurs, un cas sensible, en raison des intérêts économiques en jeu, au détriment des préoccupations écologiques et sanitaires. Cette position contribue à placé la société dans une sorte de zone de confort et à fragiliser le respect des normes environnementales.



Milliam Murigi (Kenya) ; How FLLoCA Restored Hope Through a Forgotten Dam ; Science Africa, May 10, 2026.

Tag : -.

To access to the article : <https://news.scienceafrica.co.ke/how-flloca-restored-hope-through-a-forgotten-dam/>



For more than five decades, the massive Muri Farm dam in Ndithini Ward, Masinga Sub-County, Machakos County has stretched across the dry landscape like a cruel reminder of a promise never fulfilled.

The water was there. Life-saving, drought-defying water. But the people living around it could barely touch it.

The dam's waters were untreated and dangerous. Hippos and crocodiles prowled beneath the surface, turning every attempt to fetch water into a gamble with death.

So when drought tightened its grip on the area, residents abandoned the vast three-kilometre-long water body beside them and walked more than 10 kilometres in search of safer and more reliable water sources.

"We had water, but we could not use it," says Daniel Nzioki, Muri farm resident as well as a member of the Ward Climate Change Planning Committee. "The dam was near us, yet our people still suffered every dry season."

For years, the contradiction defined life in Muri Farm a community surrounded by water but trapped in thirst. Then came a rare opportunity. Under the Financing Locally-Led Climate Action (FLLoCA) programme, a national initiative that channels climate funds directly to counties and communities to support locally identified adaptation priorities, residents were asked to identify their most urgent climate adaptation project.

They did not hesitate. They said they wanted water taken to their homes. Today, the transformation is already unfolding. With funding from the FLLoCA programme, the Machakos County Government has initiated a major water project designed to pump, treat and distribute water from Muri Farm dam to surrounding villages.

The project has already seen the installation of a solar-powered pumping system, including 62 solar panels each producing 710 watts of energy to run the pumps. Engineers have also laid a 2.5-kilometre pipeline connecting the dam to a rehabilitated water treatment plant that had remained neglected for years.

At the treatment plant, residents now queue to fetch clean water as they await the final phase that will see piped water distributed directly to homes. During our visit, Felister Nzisi David arrived carrying an empty container.

Minutes later, she walked away smiling, her jerrykan filled with clean water fetched just a short distance from her home. For years, she says, finding water meant exhausting journeys across dry terrain.

"Now water is near us," she says softly. "We no longer walk long distances like before."



Dan Adino, Social Safeguards Specialist under the FLLoCA programme.

According to Dan Adino, Social Safeguards Specialist under the FLLoCA programme, the project reflects the true spirit of locally-led climate action — solutions shaped not in distant offices, but by communities that live with the harsh realities of drought and water scarcity every day.

He says the project demonstrates how climate financing can directly change lives when communities are allowed to decide the solutions that matter most to them.

From the solar-powered pumping system at the dam to the rehabilitation of the long-abandoned treatment plant, Adino says every stage of the project was informed by the struggles residents have endured for decades in accessing clean and safe water.

“This dam has been here for the last 50 years, but the community was not benefiting from it,” he says. “FLLoCA gave the community the opportunity to choose the investment they wanted, and they prioritized water because they understood their own challenges.”

Once complete, the project is expected to benefit more than 8,000 households, the majority of them women who have historically borne the burden of searching for water. Currently,

For sustainability, the project will include metered household connections, while a community water kiosk will serve residents unable to afford direct connections. Nzioki says the goal is to ensure no family is left behind.

Beyond domestic use, the project is also expected to support irrigation farming in a region increasingly battered by erratic rainfall and prolonged drought.

Adino says such investments are becoming increasingly critical as climate shocks intensify across vulnerable communities, pushing local systems to their limits and making resilience-building efforts not just necessary, but urgent for sustaining livelihoods.

According to him, adaptation is no longer a distant policy goal but an immediate reality for communities grappling with the impacts of climate change.

He emphasizes that true resilience lies in enabling people to adjust how they live and work as well as investing in systems that can withstand increasingly erratic weather patterns and prolonged climate stress.

“We are focusing on adaptation because local communities are the most affected by climate change,” Adino says. “We need more financing towards climate action so communities can build resilience and survive harsh climate conditions.”



Jenifer Gilla (Tanzania) ; Why women and youth are key to Africa’s clean energy transition ; Habitat media, May 10, 2026.

Tag : IRENA, UNECA.

To access to the article : <https://habitatmedia.co.tz/why-women-and-youth-are-key-to-africas-clean-energy-transition/>



Dar es Salaam. Africa's transition to clean energy will only succeed if women and young people are treated not merely as consumers of energy, but as workers, entrepreneurs, innovators and decision-makers driving the transformation.

As African countries accelerate efforts to expand renewable energy and reduce dependence on fossil fuels, experts warn that the continent risks deepening inequality unless policies deliberately place women and youth at the centre of the transition.

Despite abundant renewable energy resources and a rapidly growing youthful population, millions of Africans still lack access to reliable electricity and clean cooking energy, limiting opportunities for education, employment and economic growth.

According to the 2025 Tracking SDG7: The Energy Progress Report, about 666 million people worldwide still have no access to electricity, with 85 per cent of them living in sub-Saharan Africa. Nearly 730 million people also lack access to clean cooking energy, exposing millions of households to health risks and environmental degradation.

Women and girls remain the most affected, especially in rural communities where many spend hours collecting firewood and managing household energy needs, often at the cost of education, income-generating activities and personal safety.

At the same time, Africa's demographic trends present enormous opportunities. The United Nations projects the continent's youth population will exceed 800 million by mid-century, while the International Renewable Energy Agency estimates that Africa's clean energy transition could create more than 26 million jobs by 2050, including over 8 million in renewable energy sectors.

Experts say these opportunities can only be realised if governments adopt gender- and youth-responsive policies.

A forthcoming report by the United Nations Economic Commission for Africa (ECA), titled *Engendering Africa's Clean Energy Transition*, shows women currently occupy only a small share of jobs in Africa's energy sector, particularly in technical and leadership positions. Young people also remain underrepresented in decision-making spaces.

The report attributes these gaps largely to policy and institutional barriers, including unequal access to finance, discriminatory property and inheritance laws, and limited opportunities in science, technology, engineering and mathematics education.

Women- and youth-led enterprises also face challenges accessing credit, markets and business development support in the clean energy value chain.

Discussions during the 12th Africa Regional Forum on Sustainable Development (ARFSD 12) highlighted that several African countries are already implementing policies aimed at improving inclusion in the energy sector.



In Ghana, the 2019 Gender and Energy Policy integrates gender analysis and gender-responsive budgeting into energy programmes, including the Rural LPG Promotion Programme, which supports women as distributors of clean cooking technologies.

Kenya has established a Gender Unit within its Ministry of Energy and introduced programmes that increase women's participation in off-grid solar projects, geothermal energy and last-mile electricity distribution.

Meanwhile, Zambia has expanded women's involvement in rural electrification and clean energy governance through initiatives such as the Zambia Gender and Energy Network.

Regional financing programmes, including the Beyond the Grid Fund for Africa, are also beginning to adopt gender-focused financing models that support women- and youth-led clean energy businesses.

Experts say these examples demonstrate that policy commitments alone are insufficient without practical implementation tools such as dedicated financing, quotas, mentorship programmes, skills training and stronger data systems.

Three priorities emerged from the discussions.

The first is integrating gender and youth considerations into national energy and climate policies, including budgeting and monitoring systems.

The second is investing in technical training, apprenticeships and entrepreneurship programmes to equip women and young people with skills required in renewable energy, energy efficiency and clean cooking industries.

The third is expanding access to affordable finance for women- and youth-led enterprises through blended finance mechanisms and dedicated lending facilities.

The ECA says it plans to strengthen support for African governments by integrating gender-responsive energy policies into broader programmes on financial inclusion, entrepreneurship and climate resilience.

The commission also intends to work with governments, development banks, civil society organisations and youth networks to promote financing and skills development programmes aimed at ensuring women and young people benefit from Africa's clean energy transition.

Analysts argue that if properly managed, the transition could become more than an environmental necessity, serving as a pathway to job creation, gender equality, economic inclusion and sustainable development across the continent.

Afrique Durable

Hamidou Traore (Burkina Faso) ; Financer l'agriculture africaine : l'urgence d'agir face à l'explosion de la faim ; Afrique durable, 10 mai 2026.

Tag : Union Africaine, FAO, UNECA, PAM, Commission de l'Union Africaine.

Pour accéder à l'article : <https://afridurable.net/financer-lagriculture-africaine-lurgence-dagir-face-a-lexplosion-de-la-faim/>



Alors que les tensions autour du détroit d'Ormuz menacent de faire flamber les prix alimentaires mondiaux, les Nations Unies et l'Union africaine tirent la sonnette d'alarme : sans réforme profonde du financement agricole, l'Afrique risque de s'enfoncer davantage dans la crise alimentaire.

Dans un rapport conjoint, la FAO, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), le Programme alimentaire mondial (PAM) et la Commission de l'Union africaine (CUA) dénoncent un fossé colossal entre les financements actuellement mobilisés et les besoins réels pour transformer les systèmes agroalimentaires du continent.

Une faim qui progresse année après année

Le constat est alarmant. Pour la huitième année consécutive depuis 2017, la faim continue de gagner du terrain en Afrique. Le continent compte désormais 306 millions de personnes sous-alimentées, soit plus de 45 % des personnes touchées dans le monde.

À cela s'ajoutent 892 millions d'Africains confrontés à une insécurité alimentaire modérée ou grave, alimentée par les conflits, les dérèglements climatiques, les crises économiques et l'aggravation des inégalités sociales. Un niveau plus de deux fois supérieur à la moyenne mondiale. En 2024, près de 337 millions de personnes, soit plus d'un Africain sur cinq, souffraient d'insécurité alimentaire sévère. Toutes les régions du continent enregistrent une dégradation continue de la situation. Les enfants paient également un lourd tribut : plus de 30 % des moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance, tandis que l'émaciation touche 5,4 % d'entre eux. Autre signal inquiétant : plus d'un milliard d'Africains ne peuvent plus se permettre une alimentation saine, soit 29 millions de plus qu'en 2023.

Des financements largement insuffisants

Malgré une hausse progressive des dépenses publiques agricoles depuis 2018, les auteurs du rapport estiment que les efforts restent très loin des besoins.

Les financements extérieurs progressent timidement, avec moins de 27 % de l'aide publique au développement orientée vers la sécurité alimentaire et la nutrition.

Le secteur privé, lui aussi, reste en retrait. Les crédits bancaires accordés à l'agriculture représentent moins de 4 % du volume total des prêts, tandis que les investissements directs étrangers dans l'agriculture dépassent rarement les 2 milliards de dollars par an.

Pour les agences onusiennes et l'Union africaine, cette faiblesse chronique des investissements compromet sérieusement toute perspective de transformation agricole durable.



FAO/Sebastian Liste Des agriculteurs en Sierra Leone présentent les légumes qu'ils ont cultivés.

Repenser le financement agricole

Face à l'urgence, le rapport appelle à une mobilisation massive des ressources publiques et privées. L'objectif : moderniser les systèmes agroalimentaires, renforcer la résilience climatique et mettre fin à la faim sur le continent.

Les institutions recommandent notamment :

- d'augmenter significativement les investissements publics agricoles ;
- d'améliorer l'efficacité des financements existants ;
- d'encourager davantage les investissements privés ;
- et de créer un environnement favorable à l'essor du secteur agroalimentaire africain.

Pour les auteurs du rapport, l'enjeu dépasse désormais la simple question agricole : il s'agit d'éviter une crise alimentaire majeure dans un contexte mondial de plus en plus instable.



Amadou Gare (Niger) ; Adaptation aux changements climatiques : la CCRS lance deux outils stratégiques ; Le Canard déchaîné, 10 mai 2026.

Tag : PAM, UNECA.

Pour accéder à l'article : <https://lecanarddechaineniger.com/2026/05/12/adaptation-aux-changements-climatiques-la-ccrs-lance-deux-outils-strategiques/>



Le siège de la Commission Climat pour la Région du Sahel, CCRS, a abrité ce jour le lancement officiel de ses outils stratégiques pour l'adaptation climatique. Une activité en présentiel et en virtuel qui a réuni les acteurs clés du domaine, et présidée par le Secrétaire Exécutif de la CCRS, Mr Issifi Boureima.

Le satisfecit des partenaires du CCRS

Dans son allocution prononcée à l'ouverture de la cérémonie, le Secrétaire Exécutif du CNEDD, Colonel Yacouba Magagi a souligné que « ces outils sont précieux pour promouvoir et diffuser les bonnes pratiques d'adaptation au Sahel », avant de rappeler « l'expérience acquise par le CNEDD à travers le Cadre National des Actions d'Adaptation au Changement Climatique, qui pourra être renforcé grâce à la nouvelle plateforme développée par la CCRS ».

La Directrice du Bureau sous-régional pour l’Afrique de l’Ouest de la CEA, Mme Ngone Diop, a quand à elle salué l’initiative de la CCRS, qu’elle considère comme « une institution clé avec laquelle tous les acteurs doivent collaborer pour relever le défi climatique au Sahel ». Elle a réitéré la disponibilité de son institution à renforcer son cadre de coopération avec la CCRS sur des agendas majeurs à savoir le marché régional du carbone et l’Initiative 4X5.

Le représentant du projet PACO, Monsieur Jan Philipp Butz s’est quant à lui réjoui de l’excellente collaboration entre la CCRS et la coordination de PACO dans le cadre du renforcement de l’adaptation des communautés.

Pour sa part, le Directeur des Opérations du PAM au Niger Monsieur Teodore Kaboré, a lui salué le développement de ces outils auxquels le PAM accorde un grand intérêt, avant de saluer le travail accompli par le CCRS à travers la réalisation d’actions concrètes à fort impact en seulement deux ans. Théodore Kaboré a insisté sur le leadership exemplaire du Secrétaire Exécutif de la CCRS, grâce auquel la coopération avec le PAM est particulièrement dynamique.

L’appel à la mobilisation du secrétaire Exécutif du CCRS

Dans son discours d’ouverture, le Secrétaire Exécutif du CCRS, Mr Issifi Boureima a de prime abord expliqué que « c’est 100 millions de Sahéliennes et de Sahéliens qui vivent aujourd’hui sous la menace directe du dérèglement climatique. 100 millions de vies dont le quotidien s’appelle : Soif ; Faim ; Exode ; Conflits . Voilà le quotidien que les extrêmes climatiques imposent à notre région ».

Des extrêmes qui selon le Secrétaire exécutif, s’amplifient, s’accroissent, brisent des vies, et menacent les fondements mêmes des sociétés.

Il a mis en exergue les milliards investis dans le domaine, dont une partie relève du régime de la dette. « Une dette que nos États contractent pour réparer un climat qu’ils n’ont pas déréglé. Nous subissons l’histoire des autres. Et on nous demande de payer la facture. Transformer la victime en débiteur : voilà l’injustice climatique » s’est-il indigné. Pour faire face à ce paradoxe, le secrétaire exécutif du CCRS a dit qu’il est du devoir des parties prenantes de faire en sorte que « chaque franc investi soit efficace. Car une dette mal investie, c’est une double peine pour nos générations futures : elles héritent du dérèglement, et de l’ardoise ».

Il a estimé que « les générations futures ne doivent pas payer deux fois : pour un climat déréglé, et pour des dettes contractées pour le réparer. C’est pour briser cette double peine que la Commission Climat pour la Région du Sahel a créé deux instruments. Pas demain. Maintenant ».

Les nouveaux instruments

Il a expliqué que le premier instrument est une plateforme des bonnes pratiques d’adaptation. « C’est une banque vivante du savoir sahélien. Nous avons identifié, analysé et validé une

cinquantaine de solutions qui marchent. Du Cap-Vert au Sahel central, jusqu'à Djibouti à la Corne de l'Afrique. L'objectif est simple. Que ce qui réussit à Dakar inspire Niamey. Que ce qui sauve à N'Djamena soit répliqué à Djibouti. Vite ».

« Et, dit-il, pour passer à l'échelle nationale, nous partons des réalités de chaque pays ». Il a pris l'exemple du Niger avec « la régénération naturelle assistée qui reverdit les terroirs de Maradi, ainsi que les demi-lunes de Tondikiwindi, à Ouallam, qui restaurent les plateaux, sans oublier les cordons pierreux d'Ibouhamane, à Keita dans Tahoua, qui stoppent l'érosion, les systèmes communautaires d'alertes précoces promus à Zinder qui anticipent la soudure, et les conventions locales de Bankilaré qui apaisent les conflits ».

Selon Issifi Boureima, « ces solutions nigériennes, documentées et validées, doivent être promues. Pour que le savoir national devienne un bien régional. Et que le régional revienne renforcer le national ».

Le second instrument est un outil de mesure et d'évaluation de la perception. Le secrétaire exécutif explique à ce sujet que « une intervention n'est efficace que si elle est comprise et acceptée. Cet instrument donne la parole aux communautés. À celles et ceux qui se voient trop souvent relégués au rôle de simples spectateurs, alors que le rôle d'acteurs leur est naturellement dévolu ».

Selon le Secrétaire Exécutif du CCRS, cet outil est d'autant plus important qu'il permettra à ceux qui mettent en œuvre des initiatives, d'évaluer les mesures qui doivent être améliorées, et celles qui doivent être changées. « L'écoute devient une donnée stratégique. L'écoute doit nous aider à faire le tri : entre les interventions alignées sur les priorités de nos communautés que portent nos États, et celles qui servent d'autres agendas » a-t-il indiqué.

L'appel à la synergie d'actions

Issifi Boureima a lancé un appel à une synergie d'action car dit-il, « aucun État, aucun partenaire, aucune communauté ne gagnera seul contre le climat. Mais ensemble, nous sommes le Sahel. Et le Sahel sait tenir. Nous avons besoin de vous. Pour que ces outils deviennent les vôtres. Pour que la parole des communautés guide l'action. Pour que chaque franc investi sauve et transforme ».

Selon l'Alliance Sahel, « La lutte contre le changement climatique au Sahel combine adaptation agricole (zaï, agroforesterie, fumure organique) et restauration des terres (Grande Muraille Verte) pour renforcer la résilience face à la sécheresse et à la désertification. Ces efforts visent à sécuriser l'alimentation et réduire les conflits liés aux ressources, via des projets locaux et panafricains ».



Agence
d'information
Environnementale

René Bagalwa (RDC) ; RDC : Le manioc pour vaincre l'insécurité alimentaire à l'Est du pays ; Afrique Environnement Plus, 12 mai 2026.

Tag : FAO.

Pour accéder à l'article : <https://afriquenvironnementplus.info/rdc-le-manioc-pour-vaincre-linsecurite-alimentaire-a-lest-du-pays/>



Véritable moteur de la sécurité alimentaire au Sud-Kivu comme sur l'ensemble du territoire national, le manioc est une culture d'une résilience remarquable. Sa capacité à produire dans des conditions difficiles, sols ingrats ou sécheresse et sa compatibilité avec la polyculture en font un atout agricole majeur pour la région.

Pour renforcer la recherche et soutenir la sécurité alimentaire à l'est de la RDC, l'Institut National pour l'Étude et la Recherche Agronomiques (INERA) de Mulungu vient de lancer la culture de cinq hectares de manioc pour la saison B. Selon Mme Nabintu Kondo, Cheffe d'Antenne et spécialiste de cette culture à l'INERA-Mulungu, ce projet vise avant tout à répondre aux besoins vitaux des agriculteurs et des populations paysannes.

« Sur le terrain, l'activité s'intensifie : 5 hectares sont en cours d'aménagement. « Nous installons deux hectares pour la multiplication de boutures certifiées des variétés Mundola et Sikirou », explique la responsable. Parallèlement, trois hectares sont réservés à l'innovation et à la sauvegarde : on y trouve des essais de sélection, l'observation de six lignées prometteuses,

ainsi qu’une collection vivante destinée à la maintenance et à la conservation de notre patrimoine génétique. »

Depuis quelques années, l’INERA, en partenariat avec le projet CVCD (Cassava Value Chain Development) de l’IITA, œuvre au développement de la chaîne de valeur du manioc. Cette collaboration vise à renforcer la sécurité alimentaire et à soutenir l’émergence d’une industrie de panification à base de farine de manioc en République Démocratique du Congo.

Ce partenariat permet de vulgariser des variétés performantes de manioc, garantissant ainsi aux agriculteurs un accès à un matériel végétal de qualité.

Les variétés améliorées Mundola et Sikirou se distinguent par leur haut rendement, pouvant atteindre 40 tonnes à l’hectare. Elles présentent également un cycle de croissance court, oscillant entre 6 et 10 mois.

La stratégie du centre de Mulungu repose sur la promotion de la filière manioc pour dynamiser l’économie rurale et sécuriser l’approvisionnement alimentaire des communautés de l’Est. Grâce à un cycle court de 6 à 10 mois, cette culture permet une transformation diversifiée répondant aux besoins des ménages. Au-delà de sa valeur nutritionnelle, le manioc demeure une culture de réserve indispensable pour la gestion des crises alimentaires.

Considéré comme l’assurance-vie des populations face à l’insécurité alimentaire, le manioc s’impose comme un pilier de l’agriculture mondiale. Selon les données de la FAO, il occupe la quatrième place des denrées les plus cultivées dans les pays du Sud. Sur le terrain, on différencie les variétés douces, prisées pour l’alimentation domestique, des variétés amères, essentiellement dédiées à la transformation industrielle pour la production de farine.

Au-delà de sa fonction de base, le manioc enrichit la diversité culinaire de nombreuses sociétés. Selon les chercheurs, sa production présente des avantages compétitifs majeurs : elle est simple, peu coûteuse et peut se passer d’intrants chimiques complexes. Le succès repose avant tout sur l’adoption de techniques culturales rigoureuses.

Les Etapes de production :

- Le Choix de la Variété : Pour optimiser les récoltes, l’usage de variétés améliorées est vivement recommandé. Contrairement aux variétés locales, des souches comme la Mundola et la Sikirou, développées par l’INERA-Mulungu, offrent des rendements supérieurs et une forte résistance aux maladies.
- La Préparation du Sol : Bien que peu exigeant, le manioc s’épanouit pleinement dans des sols profonds, bien drainés et riches en humus. Selon la topographie et le type de terrain, la plantation peut s’effectuer à plat ou sur billons.
- La Sélection des Boutures : La qualité de la semence est primordiale. Il est conseillé de prélever des tiges saines sur des plants âgés de 6 à 12 mois. Ces boutures doivent

mesurer entre 20 et 30 cm et comporter au moins 4 à 5 nœuds pour garantir une bonne reprise.

Au cours de cette saison culturale, l'INERA a franchi une étape majeure en distribuant massivement des boutures aux associations paysannes de Kabare. Cette initiative vise à vulgariser les variétés performantes en milieu rural et à garantir aux agriculteurs un accès à des semences de base de haute qualité, piliers indispensables pour accroître la production et stabiliser la sécurité alimentaire dans la région.



Hamidou Traore (Burkina Faso) ; Plastique recyclé dans l'alimentation : la FAO tire la sonnette d'alarme sur un risque invisible dans nos assiettes ; Afrique durable, 13 mai 2026.

Tag : FAO.

Pour accéder à l'article : <https://afridurable.net/plastique-recycle-dans-lalimentation-la-fao-tire-la-sonnette-dalarme-sur-un-risque-invisible-dans-nos-assiettes/>



Présenté comme une solution clé pour réduire les déchets, le plastique recyclé s'impose dans les emballages alimentaires du quotidien. Mais derrière cette transition jugée incontournable, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) met en garde : sans normes mondiales strictes, la promesse écologique pourrait se transformer en risque sanitaire majeur.

Alors que les rayons des supermarchés débordent de snacks, plats préparés, confiseries et boissons conditionnées, le plastique recyclé gagne du terrain dans l'industrie de l'emballage alimentaire. Portée par la demande de solutions plus durables et les nouveaux modes de consommation, cette mutation s'accélère à grande vitesse.

Dans un nouveau rapport, la FAO souligne toutefois une zone d'ombre préoccupante : la sécurité chimique des matériaux en contact avec les aliments. Sans cadre harmonisé à l'échelle mondiale, les risques de contamination et de migration de substances vers les denrées restent difficiles à maîtriser.

« La sécurité alimentaire doit être au cœur des préoccupations dans la transition vers des systèmes agroalimentaires et des modes de consommation alimentaire plus durables », insiste Corinna Hawkes.

Un marché colossal en pleine expansion

Le document intervient dans un contexte d'explosion du marché mondial de l'emballage alimentaire, estimé à plus de 500 milliards de dollars en 2024 et qui pourrait atteindre plus de 800 milliards d'ici 2030. Les plastiques y dominent largement, représentant plus d'un tiers des parts de marché.

Mais cette suprématie a un coût : pollution massive, accumulation de déchets et interrogations croissantes sur les effets sanitaires. Moins de 10 % des déchets plastiques sont aujourd'hui recyclés dans le monde, un taux appelé à augmenter, au risque d'amplifier les enjeux de sécurité alimentaire si les règles ne suivent pas.

Recycler sans exposer les consommateurs

Pour la FAO, l'équation est délicate : recycler davantage sans créer de nouveaux dangers. Les emballages issus de plastiques recyclés, mais aussi les matériaux biosourcés (maïs, canne à sucre, manioc), pourraient introduire de nouvelles sources de contamination, pesticides, allergènes ou toxines naturelles.

Autre point de vigilance : l'usage croissant des nanomatériaux pour améliorer les performances des emballages. Leur impact sur la santé reste encore largement incertain.

Le rapport recommande ainsi un encadrement strict du recyclage des plastiques alimentaires, incluant tri rigoureux, nettoyage chimique et contrôle selon les résines. Il appelle également au

développement de méthodes d'analyse fiables pour détecter micro et nanoplastiques, aujourd'hui encore difficiles à évaluer.

Vers des règles mondiales indispensables

Au-delà des enjeux sanitaires, la FAO met en garde contre un risque économique : sans harmonisation réglementaire, le commerce international des denrées alimentaires pourrait être fragilisé par des normes divergentes.

Entre impératif écologique et protection de la santé publique, l'organisation plaide pour une réponse coordonnée à l'échelle mondiale. Un équilibre encore loin d'être trouvé, mais devenu urgent.



Hamidou Traore (Burkina Faso) ; ODD : Les acteurs africains adoptent la Déclaration d'Addis-Abeba pour sauver les ambitions continentales ; Afrique durable, 13 mai 2026.

Tag : COP 32, UNECA, Union Africaine, Agenda 2063.

Pour accéder à l'article : <https://afridurable.net/odd-les-acteurs-africains-adoptent-la-declaration-daddis-abeba-pour-sauver-les-ambitions-continentales/>



Face à un retard préoccupant dans la réalisation des Objectifs de développement durable, l’Afrique hausse le ton. Réunis à Addis-Abeba, décideurs et partenaires du développement ont adopté une déclaration forte appelant à des actions immédiates, coordonnées et profondément transformatrices pour inverser une trajectoire jugée alarmante. Il s’agit de la Déclaration d’Addis-Abeba, adoptée à l’issue de la douzième session du Forum régional africain sur le développement durable (FRADD-12), clôturée le 30 avril 2026 en Éthiopie. Ce document stratégique tire la sonnette d’alarme sur le retard pris dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) de l’ONU et de l’Agenda 2063 de l’Union africaine, appelant à une « action transformatrice et coordonnée » pour « inverser la tendance » à moins de cinq ans de l’échéance 2030.

Un constat sans détour : l’Afrique à la traîne

Le diagnostic posé est sévère. Les participants ont reconnu que le continent est loin d’atteindre les Objectifs de développement durable (ODD). Sur les 17 objectifs, douze progressent lentement tandis que cinq enregistrent même des reculs. En toile de fond, des défis structurels persistants : près de 600 millions d’Africains vivent encore sans accès fiable à l’électricité, l’accès à l’eau potable reste limité, et le déficit annuel de financement des ODD oscille entre 670 et 848 milliards de dollars.

« Inverser la tendance » : un mot d’ordre ambitieux

C’est dans ce contexte que la Déclaration d’Addis-Abeba, baptisée « Inverser la tendance », a été adoptée. Elle appelle à une mobilisation sans précédent autour de cinq priorités clés : l’eau et l’assainissement, l’énergie, l’industrialisation, les villes durables et les partenariats. L’objectif est clair : accélérer simultanément la mise en œuvre du Programme 2030 et de l’Agenda 2063, la feuille de route stratégique de l’Union africaine pour une transformation structurelle du continent.

Eau et énergie : les urgences vitales

Sur la question de l’eau, les ministres africains plaident pour une gouvernance renforcée et des investissements durables. L’eau est désormais considérée comme un levier stratégique pour la croissance économique, la résilience climatique et même la stabilité sociale. Même urgence du côté énergétique. La Déclaration insiste sur la nécessité d’accélérer les investissements dans les énergies renouvelables, notamment décentralisées, et de développer des solutions de cuisson propres. L’accès universel à une énergie fiable et abordable est présenté comme une condition sine qua non du développement.

Industrialisation et innovation : rattraper le train mondial

L'Afrique veut également combler son retard industriel. Les signataires appellent à des stratégies adaptées aux grandes mutations mondiales : intelligence artificielle, transition écologique, digitalisation et reconfiguration des chaînes d'approvisionnement.

L'accent est mis sur le développement d'infrastructures résilientes, le renforcement des compétences numériques et la valorisation des chaînes de valeur régionales, notamment dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine.

Villes africaines : de bombes sociales à moteurs de croissance

Alors que l'urbanisation s'accélère, les villes africaines sont à la croisée des chemins. La Déclaration invite à les transformer en moteurs de croissance inclusive, grâce à des investissements massifs dans le logement, les infrastructures et la planification urbaine.

Une attention particulière est accordée aux populations vulnérables, notamment les enfants, souvent les premières victimes d'une urbanisation mal maîtrisée.

Financer le développement : un appel à réformer le système mondial

Sans surprise, la question du financement est centrale. Les pays africains appellent à une réforme en profondeur de l'architecture financière internationale, jugée inadaptée aux réalités du continent.

Parmi les pistes avancées : mobilisation accrue des ressources internes, développement de marchés financiers locaux, financements mixtes et création d'une agence africaine de notation de crédit pour réduire les coûts d'emprunt et restaurer la confiance des investisseurs.

Une voix africaine dans les grands rendez-vous mondiaux

La Déclaration d'Addis-Abeba ne se limite pas à un engagement régional. Elle servira de contribution de l'Afrique à plusieurs rendez-vous internationaux majeurs, dont le Forum politique de haut niveau de 2026 et la Conférence des Nations Unies sur l'eau.

Elle s'inscrit également dans la perspective des négociations climatiques, avec en ligne de mire l'organisation de la COP32 par l'Éthiopie, perçue comme une opportunité stratégique pour porter les priorités africaines sur la scène mondiale.

Jeunes et femmes au cœur de la transformation

Point notable : la Déclaration rompt avec une approche traditionnelle en positionnant les jeunes, les femmes et les communautés vulnérables non plus comme de simples bénéficiaires, mais comme des acteurs centraux du changement.

Elle appelle à des investissements ciblés, à un meilleur accès au financement et aux technologies, ainsi qu'au développement de compétences adaptées aux défis de demain.

Vers l'après-2030 : préparer la prochaine étape

Enfin, les États africains entendent peser dans la définition du futur cadre mondial de développement durable post-2030. Ils plaident pour un modèle qui dépasse le PIB comme seul indicateur de progrès et qui intègre davantage les réalités africaines.

En filigrane, une conviction : sans rupture majeure dans les politiques et les financements, l'Afrique risque de manquer un rendez-vous historique. Mais avec une action concertée et audacieuse, le continent peut encore inverser la tendance, et redéfinir son avenir.



Mohamed Saliou Camara (Guinée) ; « L'Afrique étouffée par un système mondial injuste » : Guterres réclame une réforme profonde ; Bambou Guinée, 13 mai 2026.

Tag : FMI, Banque mondiale, Conseil de sécurité de l'ONU.

Pour accéder à l'article: <https://bambouguinee.com/2026/05/13/lafrigue-etouffee-par-un-systeme-mondial-injuste-guterres-reclame-une-reforme-profonde/>



L'énorme potentiel de l'Afrique continue d'être bridé par un système international profondément injuste, selon António Guterres.

Dans une déclaration forte, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies estime que les pays africains sont trop souvent contraints de se soumettre à des décisions prises dans des institutions où leur voix reste marginalisée.

« Trop souvent, on attend des pays africains qu'ils se plient à des décisions prises au sein d'institutions où ils ne disposent pas d'une voix égale à celle des autres. Cela doit changer », affirme-t-il.

Guterres plaide pour une réforme en profondeur de l'architecture financière internationale. Il appelle à des investissements massifs accordés à des conditions justes, qui permettent réellement aux États africains de se construire, de croître et de se transformer structurellement.

Il insiste également sur la nécessité de moderniser les institutions mondiales pour qu'elles reflètent le monde d'aujourd'hui, et non celui d'il y a quatre-vingts ans.

Cette prise de position intervient alors que de nombreux leaders africains et experts du développement dénoncent régulièrement le poids de la dette, les règles commerciales inéquitables et la faible représentativité du continent au sein des grandes instances internationales comme le FMI, la Banque mondiale ou le Conseil de sécurité de l'ONU.



Mohamed Saliou Camara (Guinée) ; « L'Afrique n'attendra plus » : le Secrétaire général de l'ONU défend une réforme profonde du système international lors de sa dernière conférence UA-ONU ; Bambou Guinée, 13 mai 2026.

Tag: Conseil de Sécurité de l'ONU, Union africaine, ZLECAf.

Pour accéder à l'article : <https://bambouguinee.com/2026/05/14/lafrique-nattendra-plus-le-secretaire-general-de-lonu-defend-une-reforme-profonde-du-systeme-international-lors-de-sa-derniere-conference-ua-onu/>



Addis-Abeba, 13 mai 2026 – À l'occasion de la conférence annuelle entre l'Union africaine et les Nations Unies, le Secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a prononcé une déclaration remarquée, marquant symboliquement sa dernière participation à ce rendez-vous dans ses fonctions. Devant les médias, il a chaleureusement remercié le président de la Commission de l'UA, Mahmoud Ali Youssouf, et salué l'Union africaine comme « le fleuron du multilatéralisme en Afrique » et une « voix collective pour la justice ».

Un partenariat « plus fort que jamais »

Le Secrétaire général a annoncé la signature d'une nouvelle déclaration conjointe avec le président Youssouf, visant à institutionnaliser et renforcer le partenariat stratégique entre les

deux organisations dans les domaines de la paix, de la sécurité, du développement durable et des droits de l'homme.

Il a également souligné que le Pacte pour l'Avenir (adopté en 2024) reconnaît l'importance des organisations régionales et appelle à une réforme du Conseil de sécurité plus représentative, notamment pour corriger « l'injustice historique » subie par l'Afrique, toujours exclue d'un siège permanent.

« L'exclusion persistante de l'Afrique de toute représentation permanente constitue bel et bien une injustice historique – et nous ne pouvons l'accepter », a-t-il déclaré.

Réforme financière : « Le système actuel freine l'Afrique »

Le chef de l'ONU a dressé un constat lucide sur la situation économique du continent : malgré son immense potentiel (ZLECAf, jeunesse, énergies vertes, ressources naturelles), l'Afrique reste pénalisée par une architecture financière mondiale injuste.

Il a notamment dénoncé les taux d'emprunt exorbitants imposés aux pays africains et plaidé pour une réforme profonde, saluant l'Engagement de Séville et les initiatives africaines, dont la proposition de création d'une Agence africaine de notation de crédit.

Climat : l'Afrique peut montrer la voie

Sur le changement climatique, le Secrétaire général a alerté sur les conséquences dramatiques d'un dépassement temporaire de la limite de 1,5°C pour le continent. Il a appelé les pays développés à tripler leurs financements pour l'adaptation et à soutenir massivement les énergies renouvelables en Afrique, qui ne reçoit actuellement que 2 % des investissements mondiaux dans les énergies propres.

« D'ici 2040, l'Afrique pourrait produire dix fois plus d'électricité qu'elle n'en a besoin, exclusivement à partir d'énergies renouvelables », a-t-il affirmé.

Paix et sécurité : « Il est temps de faire taire les armes »

Le Secrétaire général a réitéré le soutien total de l'ONU à l'initiative « Faire taire les armes » et salué l'adoption de la résolution 2719 du Conseil de sécurité, tout en regrettant son non-application en Somalie.

Il a abordé les crises en cours :

- Soudan : appel à une cessation immédiate des hostilités et à une transition civile.
- Soudan du Sud : intensification des efforts pour la mise en œuvre de l'Accord de paix.
- RDC : appel à un cessez-le-feu permanent.

- Sahel : inquiétude face à la montée du terrorisme et appel au dialogue régional.
- Libye : encouragement après l'accord sur un cadre budgétaire unifié.

Le Secrétaire général a terminé son intervention en affirmant sa conviction profonde : l'Afrique est un continent d'« immense richesse et d'un potentiel immense » et mérite justice, paix et opportunités à la hauteur de ses ambitions.

« Ce fut un privilège de contribuer à faire vivre cette promesse au cours de la dernière décennie », a-t-il conclu.



Hector Nammangue (Togo) ; Moubarak Moukaila : « L'économie bleue doit devenir un moteur de croissance durable en Afrique de l'Ouest » ; Vert Togo, 13 mai 2026.

Tag : BOAD, CEDEAO, Fonds Vert pour le Climat, Fonds pour l'Environnement Mondial, Fonds d'Adaptation.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/moubarak-moukaila-leconomie-bleue-doit-devenir-un-moteur-de-croissance-durable-en-afrique-de-louest/>



Face aux défis croissants du changement climatique, de la pêche illégale et de l'insécurité maritime dans le golfe de Guinée, la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) veut faire de l'économie bleue un véritable levier de croissance durable et d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest.

Dans un entretien accordé à ASHENEWS en marge du Africa Forward Summit à Kigali, Moubarak Moukaila, Directeur du Département du Financement du Développement Durable de la BOAD, est revenu sur les ambitions du Programme pour un Océan Durable en Afrique de l'Ouest (WASOP), financé à hauteur de 59 millions d'euros par l'Union Européenne.

Selon lui, l'économie bleue ne peut se limiter à l'exploitation des ressources marines. Elle doit avant tout concilier croissance économique, préservation des écosystèmes et amélioration des conditions de vie des communautés côtières.

« Si nous donnons une valeur économique aux écosystèmes à travers l'aquaculture durable ou l'écotourisme, alors tout le monde y gagne : l'économie locale comme la biodiversité », explique-t-il.

Dans cette dynamique, la BOAD affirme consacrer désormais 25 % de son portefeuille global à la résilience climatique, notamment à la protection des écosystèmes côtiers et marins. L'institution s'appuie également sur plusieurs mécanismes internationaux de financement climatique, dont le Fonds Vert pour le Climat (GCF), le Fonds pour l'Environnement Mondial (GEF) et le Fonds d'Adaptation.

Le programme WASOP entend aussi répondre aux préoccupations des communautés de pêche artisanale souvent confrontées aux effets de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN), qui coûte chaque année plusieurs milliards de dollars à l'Afrique de l'Ouest.

Pour la BOAD, la lutte contre la pêche illégale ne relève pas uniquement de l’environnement, mais constitue également un enjeu économique et social majeur pour les États côtiers.

L’entretien met également en lumière la nécessité d’une meilleure articulation entre économie bleue et sécurité maritime dans le golfe de Guinée, marqué par la piraterie, les trafics et les activités illicites en mer.

À cet effet, la banque régionale mise sur le développement d’infrastructures côtières résilientes, l’utilisation d’outils technologiques de surveillance maritime et le financement d’études de faisabilité climatique afin de rendre les projets côtiers plus attractifs pour les investisseurs.

La BOAD soutient également le projet de « Réseau de Ports Bleus et Verts », destiné à accompagner la transition écologique des ports ouest-africains et à renforcer leur compétitivité dans un contexte de transition climatique mondiale.

Enfin, l’institution insiste sur le rôle stratégique des organisations régionales comme la Communauté Économique des États de l’Afrique de l’Ouest (CEDEAO) et l’Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) dans l’harmonisation des politiques liées à l’économie bleue afin d’éviter des approches fragmentées entre États membres.

Pour la BOAD, l’avenir des économies côtières ouest-africaines dépendra de la capacité des pays à intégrer la résilience climatique, la gouvernance maritime et les investissements durables dans leurs stratégies de développement.

le soleil

Ndiol Maka Seck (Sénégal) ; Assainissement au Sénégal : un secteur encore sous-financé, selon une étude diagnostique ; Le Soleil, 13 mai 2026.

Tag : BAD, Banque mondiale, FMI.

Pour accéder à l'article : <https://lesoleil.sn/actualites/environnement/assainissement-au-senegal-un-secteur-encore-sous-finance-selon-une-etude-diagnostique/>



Sur le plan financier, l'assainissement reste une priorité insuffisante dans le budget de l'État. C'est la principale conclusion du pré-rapport sur « les diagnostics du secteur de l'assainissement au Sénégal » posés par la Facilité africaine de l'eau (FAE).

Malgré une forte volonté politique, une vision stratégique cohérente et un engagement actif des partenaires, au Sénégal, le secteur de l'assainissement reste confronté à des défis de financement persistants. D'après les résultats de l'étude diagnostique réalisée dans le cadre d'un programme régional piloté par la Facilité africaine pour l'eau (FAE) et la Banque africaine de développement (BAD), l'assainissement reçoit moins de 1 % du budget de l'État et 0,2 % du produit intérieur brut (PIB), alors même que les ménages assument l'essentiel du financement de leurs propres dispositifs.

Selon toujours le document, le marché potentiel de l'assainissement urbain est estimé à plus de 8,2 milliards de dollars cumulés entre 2025 et 2050, dont 80 à 85 % dans le segment hors réseau. « C'est dire l'ampleur conjointe des opportunités et des défis qui se profilent », a commenté Salmone Fall, directeur de cabinet du ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement. Il a présidé, hier lundi 11 mai, la cérémonie d'ouverture de l'atelier de lancement de la mission d'identification pour une application de l'approche programmatique dans le secteur de l'assainissement au Sénégal. « La Stratégie nationale de l'assainissement a été consolidée en 2023 et la Lettre de politique sectorielle de développement (LPSD) du sous-secteur de l'hydraulique et de l'assainissement articule la nouvelle vision autour de quatre piliers majeurs : l'accès universel et inclusif, la gouvernance institutionnelle, économique et financière, la gestion intégrée et durable des ressources en eau et la résilience climatique », a-t-il soutenu. Non sans mentionner que, plus récemment, en avril 2025, le Sénégal a procédé au lancement officiel de son Compact national pour la sécurité de l'eau à l'occasion des Assemblées annuelles du Groupe de la Banque mondiale (BM) et du Fonds monétaire international (FMI) à Washington, dans le cadre de l'initiative Water Forward. Ce dernier, précise M. Fall, identifie l'assainissement comme l'un des chantiers les plus exigeants et appelle à un changement d'échelle dans la programmation, le financement et l'exécution des investissements.

Mettre en lumière les priorités

La Facilité africaine de l'eau (FAE) a réalisé l'étude sur le diagnostic du secteur de l'assainissement dans 12 pays africains, dont le Sénégal. « Elle a pour objectif d'identifier les principales contraintes structurelles qui freinent le développement du secteur, d'analyser le cadre institutionnel en vigueur et de faire l'évaluation des besoins d'investissement et des opportunités offertes par le marché de l'assainissement », a expliqué Wilfrid Abiola, représentant résident de la BAD au Sénégal.

Pour lui, les conclusions de ce travail ont permis d'établir un état des lieux rigoureux et documenté du secteur tout en mettant en lumière les priorités d'intervention indispensables pour accélérer l'accès des populations à des services d'assainissement durables, inclusifs et résilients. Toutefois, de l'avis de plusieurs responsables du secteur de l'assainissement, certains chiffres et statistiques présentés dans le rapport sont en déphasage avec la réalité.



Beatrice Philemon (Tanzania) ; Family planning transforms lives of rural women, improves family welfare in Songwe ; The Guardian, May 14 2026.

Tag : -.

To access to the article : <https://ippmedia.co.tz/the-guardian/features/read/family-planning-transforms-lives-of-rural-women-improves-family-welfare-in-songwe-2026-05-14-134749>



Kesia Mgoye, a nurse with MSI Tanzania Mbeya Outreach Programme (left), educates Esther Mbughi from Ndola Village (right) on the benefits of family planning.

EDUCATING women, men and young people living in rural, underserved and marginalized communities about reproductive health and family planning plays a vital role in improving family wellbeing, reducing maternal deaths, thus empowering women economically.

Access to reproductive health services enables women to plan their families, avoid unintended pregnancies and take better care of themselves and their children. It also gives women more time and energy to participate in farming, small businesses and other income-generating activities that support household development.

Health experts say poor maternal health affects not only women themselves but also the wellbeing of entire families. Women who frequently experience health complications often struggle to participate fully in economic activities, care for their children, or contribute effectively to household income.

In Songwe Region's Ileje District Council, women from Ndola village are among beneficiaries of an outreach programme implemented by MSI Tanzania in collaboration with local government authorities to expand access to reproductive health and family planning services.

The outreach programme is currently operating in five district councils across Songwe Region, targeting women, men, youth and people living in hard-to-reach communities.

One of the beneficiaries, Laeli Mwakipesile, a mother of four from Ndola village, says family planning services have transformed her life by allowing her to focus on both raising her children and expanding her farming and business activities.

Through education provided by healthcare workers during the outreach programme, she decided to adopt family planning methods to give herself enough time to care for her children while maintaining her strength to engage in farming and other economic activities.

Currently, Mwakipesile owns six acres of farmland in Ndola village, where she cultivates maize, groundnuts, beans and potatoes. Income from farming helps her meet household needs and contribute to Village Community Banks (VICOBA), which have enabled her to make savings and access capital.

She has also established a small business where she sells buns and doughnuts. The profit she gets is spent on fertilizer for her farm as well as renovating her kitchen. She also had plans to build a modern house.

"I now have enough time to engage in farming activities and take care of my children," she told The Guardian, adding "I am also able to cook and supply doughnuts across the village, thus earning more money to support my family."

According to her, family planning has helped many women in the village to balance childcare responsibilities with economic activities. She says children are also growing healthier because mothers now have more time to provide proper care and attention.

"Without the support from MSI Tanzania and Ileje District Council, I would not have reached where I am today. I would have spent all my time raising children without opportunities to run a business," she added.

She appealed to the government to ensure a steady supply of family planning medicines and reproductive health services in public health facilities, especially in underserved and remote areas where demand remains high.

Another beneficiary, Amina Mwala, 24, also praised the programme for educating young women and families about reproductive health and family planning. Mwala said she decided to use family planning services after giving birth following advice from healthcare providers at Ndola Health Centre.

“The nurse advised me to use family planning so I could have enough time to care for my child, maintain good health and engage in economic activities,” she explained.

Today, she uses the opportunity to pursue her dreams, support her parents and provide a healthy environment for her child.

Using tailoring skills acquired from the Vocational Education and Training Authority (VETA), Mwala has established a tailoring business in the village. She travels to different areas to purchase fabrics and sew clothes for customers within and outside her village.

Income from the business helps support her family and has also enabled her to invest in poultry farming. She currently owns six chickens, which produce eggs that she sells to increase her income. She said family planning has given her enough time to manage her tailoring business more effectively while raising her child responsibly.

Before starting family planning, Mwala consulted her husband, who supported her decision.

Kesia Mgoye, a nurse with the MSI Tanzania Mbeya Outreach Programme, said healthcare workers under the initiative provide education on reproductive health, HIV/Aids prevention, antenatal care, nutrition, and family planning to women, men, and young people in five districts of Songwe Region.

She explained that the programme aims to reduce unintended pregnancies and help families make informed decisions about the number of children they can adequately support.

“We are pleased that communities are now more informed and willing to access family planning and reproductive health services,” she said.

According to her, awareness campaigns conducted through village meetings, youth forums, and outreach services have significantly increased participation among women, men, young people, and people with disabilities.

“More people are now visiting health facilities to access these services compared to previous years,” she noted.

Mgoye said MSI Tanzania is also working closely with government healthcare providers to strengthen service delivery and train local medical personnel to continue offering reproductive health services in rural communities.

She thanked the President’s Office – Regional Administration and Local Government (PO-RALG) for supporting the programme and called for continued collaboration to expand reproductive health education to more villages.

However, she noted that poor road infrastructure remains a major challenge, especially during the rainy season, when health workers struggle to transport medical equipment and reach remote villages.

“Some roads become completely impassable, and sometimes vehicles have to be pulled out of the mud using tractors,” she explained.

Yuster Maziku, a nurse from Itumba District Hospital in Ileje District Council, said healthcare workers encourage women to involve their husbands when making decisions about family planning.

She said public response to the programme has been highly positive as more communities continue to understand the importance of reproductive health services.

“We visit schools and communities to educate young people and adults about reproductive health, family planning, disease prevention, and the benefits of responsible parenthood,” she said.

Maziku called on the government and development partners to continue supporting training for healthcare providers, particularly those serving rural communities where medical services remain limited.

She appealed for improved availability of contraceptive supplies in health facilities, noting that some women still travel long distances to access services due to shortages at local clinics and dispensaries.



Michael Moukouangui Moukala (Gabon) ; Connaissances écologiques locales : les béninois plus outillés au Gabon sur les cétacés que les congolais, gabonais et... ; La Lettre verte, 15 mai 2026.

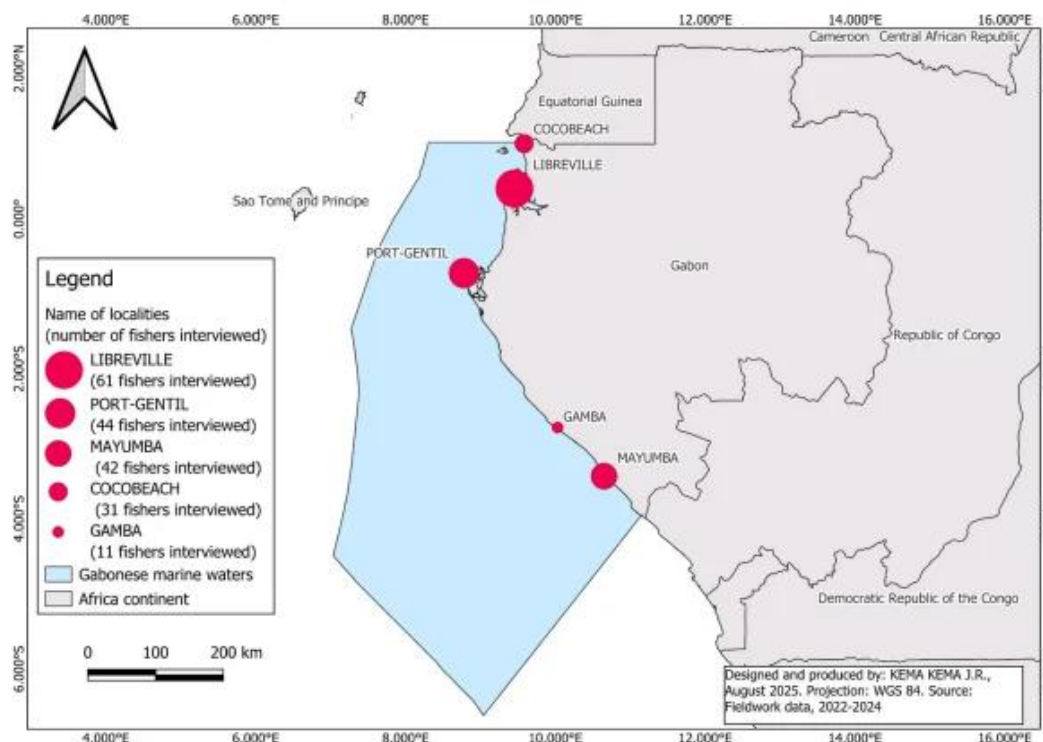
Tag : -.

Pour lire l'article : <https://lalettreverte.info/2026/05/15/connaissances-ecologiques-locales-les-beninois-plus-outilles-au-gabon-sur-les-cetaces-que-les-congolais-gabonais-et/>



Les connaissances écologiques locales sur les cétacés au sein des communautés de pêche artisanale sont des déterminants socio-écologiques nécessaires pour une meilleure gouvernance marine dans les pays. Au Gabon, si l'étude éponyme, publiée dans la revue Elsevier par des chercheurs tels que, Igor Akendengue Akeng Stephan Ntie, Omer Ntougou Ndoutoume Vincent Ridoux Jean Hervé Mve Beh, pour ne citer que ces noms, confirme cette position, elle met cependant en exerce l'inégale répartition de ces connaissances entre divers nationalités.

D'entrée de jeu, l'étude est formelle : les données écologiques fiables sur les cétacés restent rares le long des côtes ouest-africaines, où les capacités d'étude limitées contraignent le suivi conventionnel. « Dans ce contexte de pénurie de données, les connaissances écologiques locales (CEL) des pêcheurs artisanaux offrent une source d'information complémentaire précieuse sur la présence des espèces, l'utilisation de l'habitat et les interactions avec la pêche », affirment les auteurs dans leur article scientifique.



Zone d'étude avec localisation des sites de débarquement de poisson où les entretiens ont été menés. Source : Enquête Judicaël Régis Kema Kema et Al.

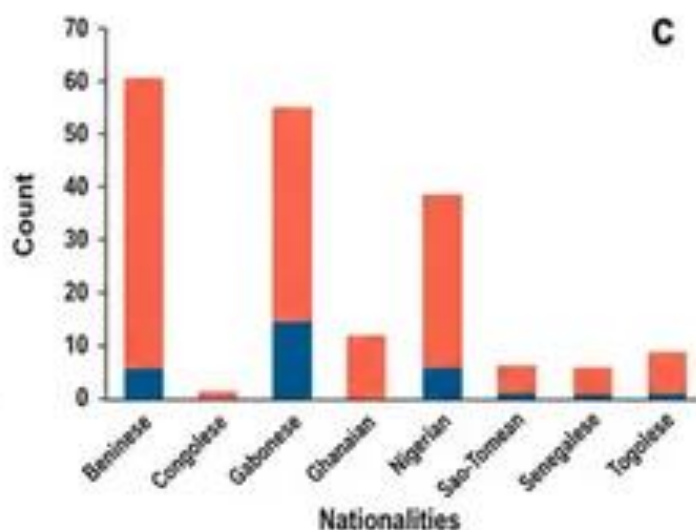
Pour s'en convaincre, entre 2022 et 2024, les onze auteurs ont interrogé, dans cinq grandes régions côtières du Gabon (Libreville, Port-Gentil, Mayumba, Cocobeach et Gamba), 189 personnes à l'aide du test exact de Fisher. « À l'aide des tests exacts de Fisher, de l'analyse des correspondances multiples et de la classification hiérarchique ascendante, nous avons identifié six profils de pêcheurs distincts qui différaient nettement dans l'acquisition des CEL », ajoutent les auteurs.

Leur constat est sans appel : « les pêcheurs plus âgés, plus expérimentés et majoritairement migrants ouest-africains présentaient les niveaux de CEL les plus élevés, tandis que les jeunes pêcheurs urbains gabonais, en particulier de Libreville, affichaient une familiarité écologique moindre ». En français facile : les pêcheurs ouest-africains, majoritairement béninois et nigériens ont une meilleure connaissance des cétacés que les pêcheurs gabonais.

Pour les scientifiques, il va de soi que l'appartenance ethnique influence de manière significative la probabilité de déclarer des connaissances écologiques locales (Cf. test exact de

Fisher). Les répondants Fang par exemple qui peuplent deux des cinq grandes régions côtières du Gabon, ont présenté la plus faible proportion de détenteurs de connaissances écologiques locales, avec une proportion sensiblement plus élevée de répondants ne possédant aucune connaissance écologique locale sur les cétacés, comparativement aux autres groupes.

À l'inverse, les Adja, Yoruba, Vili et etc., composés principalement de pêcheurs migrants d'Afrique de l'Ouest, ont affiché des proportions constamment élevées de détenteurs de connaissances écologiques locales. En effet, selon l'article scientifique, ces groupes ont présenté les proportions les plus élevées de répondants capables d'identifier et de décrire les cétacés avec précision. Pour les auteurs : « ces contrastes marqués indiquent une forte structuration ethnique dans la distribution des connaissances écologiques locales parmi les pêcheurs artisanaux ».



Répartition des nationalités par connaissances écologiques locales (CEL) sur les cétacés. Source : Enquête Judicaël Régis Kema Kema et Al.

Cette disparité est encore pire lorsque l'on sait, avec les auteurs, que la plupart des répondants ont déclaré avoir un certain niveau d'instruction. Concrètement, 67,2% d'entre eux, soit 127 répondants, ont affirmé avoir suivi une scolarité primaire, secondaire, ou universitaire, tandis que 23,8%, soit 45 répondants, ont affirmé n'avoir jamais été scolarisés. Les scientifiques, La Lettre Verte y compris, sont formels que le niveau d'éducation, n'influence pas de manière significative la probabilité d'être classé comme possédant des connaissances linguistiques sur les cétacés. Seule la pratique quotidienne de la pêche artisanale permet d'atteindre le niveau de connaissances écologiques locales sur les cétacés souhaité.

Fort de ce constat, un travail de sensibilisation et d'éducation environnementale doit, peut-être, être mené sur ce patrimoine maritime pour mieux le connaître et le protéger en impliquant les gabonais.

Cet articles scientifique établi un lien direct avec une interview publié en 2020 par La Lettre Verte et dans laquelle, Floriane Cardiec alors Coordinatrice du volet Pêche artisanale au WCS laissait entendre que « la pêche artisanale au Gabon est dominée à 80% par des étrangers d’Afrique de l’ouest ».

Installés le long des côtes gabonaises, les pêcheurs ouest-africains, arrivés au Gabon au lendemain des indépendances ont perpétué et développé leurs connaissances sur la faune aquatique de façon générale et les cétacés en particulier. Cet aspect a été un élément déterminant dans la transmission des connaissances autour du sujet de l’étude.



Najeh Kharrez (Tunisie) ; Green Building Forum 2026 : structurer une filière pour réduire la facture énergétique et créer des emplois qualifiés ; L'Echo tunisien, 15 mai 2026.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://lehotunisien.com/green-building-forum-2026-structurer-une-filiere-pour-reduire-la-facture-energetique-et-cree-des-emplois-qualifies/>



La deuxième édition du Carthage Green Building Forum se tiendra du 20 au 23 mai 2026 au Parc des Expositions du Kram, en parallèle du 17e Salon International du Bâtiment et de la Construction Carthage 2026. Porté par le Tunisia Green Building Council (Tunisia GBC) et la revue Archibat, avec le concours de la Société des Foires Internationales de Tunis, l'événement réunira quelque 200 exposants nationaux et internationaux et attirera plus de 45 000 visiteurs.

Un secteur sous pression climatique et énergétique

Face à une urbanisation rapide, à la crise énergétique et à l'aggravation des aléas climatiques, l'industrie du bâtiment en Tunisie et dans la région est appelée à accélérer sa transformation. Ce secteur constitue un levier déterminant pour la sécurité énergétique du pays et la réduction des pointes de consommation électrique estivales. L'objectif est désormais de diffuser à grande

échelle des solutions innovantes, alliant efficacité énergétique, faible impact environnemental et résilience face au dérèglement climatique.

Cette transition concerne tant les constructions neuves que, plus encore, le bâti existant, qui offre un potentiel d'amélioration considérable. Malgré l'existence de cadres réglementaires et de dispositifs incitatifs, le principal défi reste systémique et capacitaire. Il ne s'agit plus seulement d'adopter des normes ou technologies, mais de structurer un écosystème intégré capable de :

- développer les compétences pour les métiers de demain
- mieux coordonner les acteurs de la chaîne de valeur
- passer à l'échelle des solutions innovantes pour soutenir les objectifs nationaux d'efficacité énergétique, de décarbonation et de souveraineté économique
- faire de la construction durable un moteur de compétitivité, d'emploi qualifié et d'attractivité pour les investissements verts
- promouvoir l'éco-construction et la valorisation des matériaux locaux pour favoriser l'emploi vert, l'attractivité des territoires et le développement régional durable.

Des lacunes persistent en matière d'outils opérationnels, de formation, de qualification professionnelle et de mise en œuvre concrète. Repenser les façons de concevoir, construire et rénover devient indispensable pour parvenir à un cadre bâti plus sobre, résilient et durable.

Un forum sous le signe de l'impact et du bas carbone

C'est dans cette optique que s'inscrit le Carthage Green Building Forum 2026, avec une ambition claire : construire bas carbone, connecter les visions et accélérer l'impact. En continuité avec le succès du Forum de la Construction Durable 2024, cette édition vise à devenir la plateforme de référence en Tunisie pour fédérer les acteurs, partager les innovations et faire émerger des solutions concrètes.

Le thème retenu est « Décarbonation, Résilience et Innovation pour un Bâtiment bas carbone ». Plus de 60 intervenants tunisiens et internationaux (architectes, ingénieurs, industriels, institutions publiques, promoteurs, universitaires, experts en finance verte, innovateurs) animeront conférences plénières, tables rondes, ateliers techniques, talk-shows et sessions de networking.

Au-delà du diagnostic, le forum présentera des solutions concrètes déjà disponibles. Les participants pourront découvrir :

- des initiatives de décarbonation du ciment et des matériaux
- les avantages de la préfabrication et de la construction hors site
- les certifications environnementales et les mécanismes de financement vert

- les apports du BIM, des jumeaux numériques et de l'intelligence artificielle pour améliorer les performances environnementales, énergétiques et fonctionnelles des bâtiments
- les solutions fondées sur la nature pour la résilience urbaine
- des projets pilotes d'adaptation climatique menés dans plusieurs communes tunisiennes
- la Sustainable Building Academy, initiative nationale de formation certifiante dédiée au bâtiment durable
- l'approche innovante d'habitat durable et abordable du mouvement MINIMA
- le programme Green School & Green Campus
- les multiples usages de la chaux dans la restauration du patrimoine méditerranéen

L'événement bénéficie de l'appui de partenaires institutionnels majeurs : l'Ordre des Ingénieurs de Tunisie (OIT), la Fédération Nationale du Bâtiment (FNB), la Chambre Syndicale Nationale des Promoteurs Immobiliers de Tunisie (CSNPIT), l'Agence Nationale de Maîtrise de l'Énergie (ANME) et Carboscan. Il est sponsorisé par ST2i/Autodesk, Mindware, TPR Glass et GEP.

Le Carthage Green Building Forum 2026 ne se contente pas d'un état des lieux. Il met en relation décideurs, experts, industriels et porteurs d'innovation pour apporter des perspectives et partager des solutions mobilisables. Il entend contribuer à l'élaboration d'une feuille de route en faveur d'un environnement bâti plus durable, résilient et compétitif.

Afrique Durable

Hamidou Traore (Burkina Faso) ; Pétrole cher, plastique sous pression : le choc géopolitique qui pourrait accélérer la transition verte ; Afrique durable, 15 mai 2026.

Tag : PNUE.

Pour accéder à l'article : <https://afridurable.net/petrole-cher-plastique-sous-pression-le-choc-geopolitique-qui-pourrait-accelerer-la-transition-verte/>



La flambée des prix du pétrole, alimentée par les tensions géopolitiques au Moyen-Orient et les inquiétudes autour du détroit d'Ormuz, ne menace pas seulement les marchés de l'énergie. Elle pourrait aussi rebattre les cartes de l'industrie mondiale du plastique, l'un des angles morts les plus polluants de l'économie fossile.

Derrière chaque bouteille jetable, chaque emballage alimentaire ou sac plastique se cache une réalité souvent ignorée : les plastiques conventionnels sont fabriqués presque exclusivement à partir de pétrole et de gaz fossile. Résultat : lorsque les hydrocarbures deviennent plus chers, toute la chaîne du plastique vacille.

Pour de nombreux experts, cette hausse des coûts pourrait agir comme un électrochoc économique favorable à la transition écologique. Réduction des emballages inutiles, montée du réemploi, développement de matériaux alternatifs : des solutions longtemps jugées secondaires pourraient soudain devenir économiquement attractives.

Le plastique, un problème climatique avant d’être un problème de déchets

La pollution plastique ne se limite pas aux océans saturés de déchets. Elle constitue aussi une menace climatique majeure.

Selon le Programme des Nations Unies pour l’environnement (PNUE), les plastiques génèrent des émissions de gaz à effet de serre à chaque étape de leur cycle de vie : extraction du pétrole, raffinage, production industrielle, transport et élimination.

Et le phénomène s’accélère. Si la production mondiale continue de croître au rythme actuel, les émissions liées aux plastiques pourraient exploser dans les prochaines décennies, aggravant encore le changement climatique.

Des plastiques partout... mais pas toujours indispensables

Le plastique s’est imposé dans presque tous les secteurs grâce à son faible coût, sa légèreté et sa résistance. Mais tous les usages ne se valent pas.

Les emballages représentent la plus grande part de la production mondiale : bouteilles, films alimentaires, sacs de caisse et contenants jetables dominent le marché. Ce sont aussi les produits les plus faciles à remplacer par des alternatives durables ou réutilisables.

Dans le bâtiment, les plastiques restent omniprésents dans les tuyaux, les isolants ou les revêtements de sol, avec des possibilités de substitution plus limitées.

Même dépendance dans les textiles et les biens de consommation, où polyester, mobilier et objets du quotidien reposent largement sur les polymères issus du pétrole.

Les secteurs automobile, électronique et médical demeurent les plus difficiles à transformer rapidement. Seringues, équipements de protection, composants techniques ou pièces automobiles nécessitent encore des plastiques aux propriétés difficiles à reproduire.

Tous les plastiques ne se remplacent pas

Le débat ne se résume pas à une opposition simpliste entre plastique et non-plastique. La vraie question est celle de la nécessité.

Environ un tiers des plastiques utilisés dans le monde pourrait être remplacé relativement facilement, notamment les produits jetables. Plusieurs pays ont déjà interdit les sacs plastiques ou les couverts à usage unique, favorisant les alternatives réutilisables en métal, bois ou bambou.

Un autre tiers reste partiellement substituable, notamment dans les textiles ou la construction. Mais ces alternatives peuvent parfois déplacer le problème environnemental : consommation d’eau plus élevée, déforestation ou hausse d’autres émissions polluantes.

Enfin, certains plastiques techniques demeurent quasiment irremplaçables à court terme, notamment dans la santé, l'électronique ou les équipements de sécurité.

Le PNUE insiste donc sur une approche ciblée : éliminer avant tout les plastiques « inutiles, évitables et problématiques ».

Quand le pétrole grimpe, le modèle économique change

La hausse des prix du pétrole pourrait devenir un accélérateur silencieux de cette transformation.

À mesure que le plastique vierge devient plus coûteux, les emballages excessifs perdent leur avantage économique. Les industriels sont poussés à alléger leurs produits, à investir dans le réemploi ou à développer des matériaux alternatifs.

Les produits jetables deviennent moins compétitifs face aux systèmes réutilisables, comme les bouteilles consignées ou les contenants rechargeables.

Dans le même temps, les politiques publiques – taxes environnementales, interdictions ciblées, soutien au recyclage – gagnent en acceptabilité.

Le réemploi apparaît désormais comme l'un des leviers les plus puissants de la transition. Pour le PNUE, il pourrait transformer durablement le marché mondial du plastique.

Une transition énergétique qui passe aussi par le plastique

Le plastique n'est plus seulement un sujet de gestion des déchets. Il est devenu un enjeu stratégique de la transition énergétique mondiale.

Paradoxalement, la crise pétrolière actuelle pourrait accélérer cette mutation en rendant les plastiques fossiles moins rentables.

L'objectif n'est pas de supprimer tous les plastiques, mais de réduire ceux qui sont superflus, développer les systèmes de réutilisation et décarboner les usages essentiels qui resteront nécessaires.

Car derrière chaque produit plastique se joue désormais une bataille plus large : celle de la sortie progressive des énergies fossiles.

Pan African Visions

Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Zimbabwe's Urban Development Corporation to Spearhead Green Construction Projects ; Pan African visions, May 16, 2026.

Tag : -.

To access to the article : <https://panafricanvisions.com/2026/05/zimbabwes-urban-development-corporation-to-spearhead-green-construction-projects/>



The Urban Development Corporation (UDCORP) is positioning itself at the forefront of Zimbabwe's transition toward sustainable urban development, with a growing focus on green construction technologies and environmentally responsible infrastructure systems.

Joey Shumbamhini, Chief Executive Officer of UDCORP, said the state-owned enterprise, established through an Act of Parliament, carries a broad mandate that extends beyond housing delivery to include urban planning, infrastructure development, and the creation of sustainable human settlements across Zimbabwe.

"Our mandate is not merely to build houses, but to help shape organised, modern, inclusive and sustainable communities that improve the quality of life of Zimbabweans," Shumbamhini said.

At the centre of UDCORP's latest sustainability drive is the launch of Phase One of the Knockmalloch Housing Project in Chegutu District, a development Shumbamhini described as a significant milestone for Zimbabwe's urban development sector.

As part of the project, UDCORP has adopted modern bio-digester technology as an alternative sewer management solution, replacing traditional sewer pond systems that have long dominated urban infrastructure projects in Zimbabwe.

The Knockmalloch project is one of UDCORP's flagship mixed-density housing developments, incorporating high-, medium-, and low-density residential phases alongside supporting infrastructure such as roads, water systems, sewer reticulation networks, and other public utilities aimed at building a modern and sustainable community.

The first phase of the development is expected to accommodate approximately 700 households. UDCORP says the decision to move away from conventional sewer ponds reflects a deliberate strategy to establish itself as a leader in green urban development and sustainable infrastructure solutions in Zimbabwe.

Shumbamhini noted that while traditional sewer systems played an important role in earlier decades, they have increasingly become associated with major environmental and public health challenges, including pollution, water contamination, unpleasant odours, and costly maintenance requirements.

According to UDCORP, bio-digester systems use biological processes to break down waste in a more environmentally controlled and sustainable manner, significantly reducing pollution risks and harmful emissions while enhancing environmental protection.

Beyond waste management, the corporation says the technology also creates economic value by converting waste into useful by-products such as biomass and organic fertiliser.

The project is being implemented by UDCORP in partnership with Zimbabwe's Ministry of Local Government and Public Works, while Onyx Earth Renewables is serving as the contractor.

Engineer Ronald Zhou of Onyx Earth Renewables said the initiative aligns closely with several United Nations Sustainable Development Goals, including those focused on clean water and sanitation, sustainable cities and communities, responsible consumption and production, and climate action.

Onyx Earth Renewables CEO Engineer John Makombe revealed that the company is constructing bio-digesters with capacities of up to 2,000 cubic metres as part of complete biogas and sewer treatment plants designed to harness human waste for energy production.

Makombe said the recovered gas will also be used to power turbines capable of generating electricity for street lighting within the new communities being developed.



Shumbamhini emphasized that Zimbabwe’s push toward green infrastructure mirrors broader global trends, pointing to countries such as Germany, India, and China, where bio-digester technologies have already been widely adopted across municipalities, housing projects, agricultural systems, and public institutions.

He noted that India, in particular, has successfully integrated bio-digester systems into both urban and rural sanitation programmes, helping improve environmental management while simultaneously generating renewable energy from waste.

According to Shumbamhini, such international examples demonstrate how sustainable sanitation systems can improve public health outcomes, reduce environmental degradation, lower infrastructure costs, and create new economic opportunities at the same time.

DEFI MEDIA

Jenna Ramoo (Ile Maurice) ; Percy Yip Tong : «J’ai vu cette plage changer en cinquante ans» ; Défi Media, 17 mai 2026.

Tag : -.

Pour accéder à l’article : <https://defimedia.info/percy-yip-tong-jai-vu-cette-plage-changer-en-cinquante-ans>



Percy Yip Tong a entrepris des travaux pour rouvrir l’embouchure de la rivière.

Alors que les relevés scientifiques décryptent la fragilité de Tamarin, Percy Yip Tong partage sa lecture empirique du littoral. Un témoignage qui confronte la mémoire du lieu aux enjeux de gestion actuelle.

Percy Yip Tong est arrivé à Tamarin en 1969. Il avait dix ans. Il en a aujourd’hui soixante-six. Entre les deux, une vie entière passée à regarder la baie, ses humeurs, ses cycles, ses colères et ses rétablissements. Ce travailleur social et activiste écologique n’est pas scientifique. Mais ce qu’il a observé pendant plus d’un demi-siècle, depuis la plage, depuis l’eau, depuis les arbres qu’il grimpait enfant et qui bordent encore le rivage aujourd’hui, constitue une connaissance que les instruments de mesure peinent à capturer. Une mémoire longue. Une lecture du lieu que seul le temps donne.

Ce que Percy Yip Tong connaît de Tamarin, c'est d'abord ses rythmes. L'estuaire qui se bouche chaque hiver et s'ouvre à nouveau avec les pluies d'été. Le sable qui recule sous les houles de mai et revient avec la saison calme. Les habitants qui, depuis toujours, ouvraient l'embouchure à la main quand elle se fermait trop longtemps, une pratique transmise de génération en génération, bien avant que quiconque en fasse une question administrative.

« L'estuaire de Tamarin a sa propre dynamique », dit-il. « La plage se répare naturellement. Je ne m'inquiète pas pour le sable. » Laisée dans de bonnes conditions, Tamarin sait se régénérer.

Mais début avril 2026, ce qu'il voit ne ressemble à rien de ce qu'il a connu. La combinaison des grandes marées de pleine lune, des vagues exceptionnelles et des forts débits fluviaux ronge la plage à une vitesse inhabituelle. Cent mètres de sable disparaissent en quelques jours. Et les racines des arbres centenaires qu'il grimpait enfant se retrouvent suspendues dans le vide, à un mètre cinquante du sol. « Voir ces magnifiques vieux arbres en danger de mort était traumatisant pour tous les habitants de Tamarin », dit-il.

Fin avril, Percy Yip Tong décide d'agir. Sans attendre les autorisations, il loue une pelleteuse et creuse un canal pour rouvrir l'embouchure de la rivière. Objectif : lui redonner son cours naturel, éloigner le courant des racines. Les autorités interrompent les travaux à plusieurs reprises. La légitimité de cette intervention et ses effets réels sur la plage restent à ce jour contestés entre lui et le ministère de l'Environnement.

Ce que personne ne conteste, en revanche, c'est le diagnostic qui l'a motivée. Les scientifiques du Mauritius Oceanography Institute et de l'Albion Fisheries Research Centre qui ont visité Tamarin fin avril l'ont confirmé : ce que Percy Yip Tong avait lu dans la mer, leurs instruments l'ont mesuré. « La science est nécessaire pour collecter des données avant d'entreprendre de gros travaux durables », reconnaît-il. Mais cinquante ans de présence lui ont appris à lire Tamarin autrement : ses habitudes, ses signaux, sa façon de se comporter selon les saisons. Une lecture que les modèles ne capturent pas encore. « Si je ne l'avais pas fait, j'aurais regretté toute ma vie. »

Ce qui s'est passé

Fin avril 2026, alors que les autorités tardent, selon lui, à intervenir, Percy Yip Tong creuse sans permis un canal à l'embouchure de la rivière pour en rouvrir le passage naturel et protéger les arbres centenaires menacés. La police interrompt les travaux à plusieurs reprises. Le ministère de l'Environnement finit par l'autoriser à poursuivre, avant de l'arrêter à nouveau le 3 mai. Percy Yip Tong a annoncé son intention de poursuivre le ministre Rajesh Bhagwan pour diffamation, à la suite de déclarations parues dans la presse mettant en cause la légitimité de son action.



Jenifer Gilla (Tanzania) ; UNEP report warns building sector decarbonisation losing momentum ; Habitat media, May 19, 2026.

Tag : European Union, UNEP.

To access to the article: <https://habitatmedia.co.tz/unep-report-warns-building-sector-decarbonisation-losing-momentum/>



Nairobi. The decarbonisation of the global buildings and construction sector is slowing, threatening efforts to reduce greenhouse gas emissions and improve affordable housing, according to a new report released by the UN Environment Programme (UNEP) and the Global Alliance for Buildings and Construction (GlobalABC).

The Global Status Report for Buildings and Construction (2025–2026) shows that operational emissions from buildings rose by one percent in 2024 to reach 9.9 gigatonnes of carbon dioxide (GtCO₂), reflecting the growing environmental impact of the sector.

The report warns that although buildings worldwide are becoming more energy efficient, progress remains too slow to meet global climate targets and the goal of achieving net-zero emissions by 2050.

Speaking during the release of the report on May 19, 2026, UNEP Executive Director Inger Andersen said buildings have a direct influence on people's quality of life and climate resilience.

"From homes and schools to hospitals and workplaces, buildings play a fundamental role in our lives," she said.

"Buildings can either lock in climate risks or deliver safer, healthier, and more affordable living conditions."

She noted that with nearly half of the world's buildings expected to be constructed or renovated by 2050, governments have an opportunity to promote zero-emission and climate-resilient construction through stronger policies, building codes, and investment.

According to the report, the world currently adds about 12.7 million square metres of floor space every day, almost equivalent to building the entire city of Paris every week.

In 2024, global building floor area expanded by 1.7 percent to reach 273 billion square metres, driven largely by rapid urbanisation and construction in emerging economies, including India and Southeast Asia.

The buildings and construction sector now accounts for nearly 50 percent of global material extraction, 37 percent of greenhouse gas emissions, and 28 percent of global energy consumption.

The report notes that since 2015, global building energy intensity has fallen by 8.5 percent, while green building certifications have nearly tripled.

However, renewable energy still supplied only 17.3 percent of buildings' energy demand in 2024, far below levels required to align with net-zero targets.

Investment in building energy efficiency reached 275 billion US dollars in 2024, bringing cumulative global investment since 2015 to 2.3 trillion US dollars.

Despite these gains, the report says progress has slowed since 2020 as the pace of sustainable construction has failed to match rapid urban growth and rising housing demand.

To place the sector on a net-zero pathway, UNEP estimates that investment in building energy efficiency must rise to 5.9 trillion US dollars by 2030, equivalent to about 592 billion US dollars annually.

The report highlights several countries and regions making progress in reducing emissions from buildings.

These include the European Union's efforts to reduce both operational and embodied emissions, improvements in building energy performance in Japan and Switzerland, and increased adoption of on-site renewable energy systems in Australia, Germany, India, and Pakistan.

Other examples include updated building energy codes in California, Kenya, Japan, and Singapore, as well as the expansion of green building certification programmes in China, Colombia, India, and Türkiye.

Countries such as Bangladesh, Ghana, Indonesia, Jordan, and Senegal have also developed national roadmaps to support transformation of the buildings sector.

UNEP and GlobalABC said they would continue supporting countries to strengthen data systems, improve methodologies, and develop policies aimed at accelerating climate action while addressing housing affordability and social equity challenges.



Joseph Checky Abuje (Kenya); Africa cannot industrialize in the dark, as continent weighs nuclear energy future; Africa Science, May 20, 2026.

Tag : AfCFTA, UNECA.

Pour accéder à l'article : <https://africasciencenews.org/africa-must-move-from-dialogue-to-delivery-to-accelerate-sdgs-and-agenda-2063/>



Kigali, Rwanda: Africa must urgently close its electricity gap if it is to industrialize, expand regional value chains and deliver on the promise of the African Continental Free Trade Area, Economic Commission for Africa Executive Secretary Claver Gatete said today.

Speaking virtually at the Ministerial Compact Roundtable on Financing Africa's Nuclear Energy Future, held during the Nuclear Energy Innovation Summit on Africa 2026, Mr. Gatete said reliable and affordable power would determine the continent's economic competitiveness.

"No nation industrializes in the dark," he said. "Africa cannot realize the promise of the AfCFTA or build competitive regional value chains on intermittent power alone."

Mr. Gatete said Africa's energy challenge is taking place at a time of overlapping global shocks, including climate extremes, high borrowing costs, tighter finance, and geopolitical instability. These pressures, he noted, are disrupting energy markets, trade routes and public finances, while limiting the ability of many African countries to finance the infrastructure they need.

He said the AfCFTA offers Africa a historic opportunity to deepen intra-African trade, expand productive capacity, strengthen regional value chains and build long-term resilience. But this transformation, he warned, will not happen without electricity at scale.

Nearly 600 million Africans still lack access to electricity, including about 400 million people in rural communities beyond the reach of existing grids. Although electricity access has risen from about 25 per cent a decade ago to roughly 51 per cent today, Mr. Gatete said the pace must accelerate sharply.

“Africa needs to connect around 100 million people every year to stay within reach of SDG 7,” he said.

He added that electricity demand could quadruple by 2040 as African countries expand manufacturing, mineral processing, cross-border logistics, modern agriculture, pharmaceuticals, regional value chains, and digital infrastructure.

Against this backdrop, Mr. Gatete said nuclear energy should be considered as part of Africa’s diversified clean energy mix.

“Modern economies need clean power, but they also need firm, reliable, always-on power,” he said. “Nuclear energy can help deliver this, alongside renewable sources of energy.”

He said nuclear power can provide firm, dispatchable and low-carbon electricity while supporting grid stability and complementing variable renewables. He also noted that global momentum around nuclear energy is growing, with renewed interest in small modular reactors and new projects under construction worldwide.

Africa, he said, has important strategic advantages. The continent has uranium resources, emerging nuclear institutions and growing interest from countries exploring nuclear energy as part of long-term energy and industrialization strategies. South Africa already operates commercial nuclear power, Egypt has reactors under construction at El Dabaa, Morocco continues to advance its nuclear preparations, and Rwanda is demonstrating early institutional coordination as it explores future small modular reactor deployment.

But Mr. Gatete said financing remains the main obstacle.

“Nuclear ambition will not become investable reality unless countries can lower risk premiums through credible governance, bankable delivery models and strong institutions,” he said.

He outlined five priorities for moving forward: strong political leadership; transparent governance and independent regulation; blended finance and risk-mitigation tools; regional cooperation; and greater support from multilateral development banks and development finance institutions.

He also called for investment in the “roads and brains” needed for nuclear development, including grid readiness, logistics infrastructure, engineers, regulators, technicians, safety specialists, and regional centers of excellence.

Small modular reactors, he said, could offer a practical starting point for some African countries because they are modular, scalable, and potentially better suited to smaller grids and industrial zones.

Mr. Gatete said Africa’s energy decisions today will shape the continent’s development for generations.

“Our task is not merely to expand power generation,” he said. “It is to build the energy foundations of Africa’s next development era.”

He reaffirmed ECA’s commitment to supporting African member States through technical cooperation, policy advice and strategic partnerships as they move from nuclear energy vision to effective implementation.



Denise Kyalwahi (RDC) ; Journée mondiale des abeilles à Butembo : les apiculteurs appellent à protéger les pollinisateurs pour préserver la biodiversité ; Naturel CD, 21 mai 2026.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://naturelcd.net/2026/05/21/journee-mondiale-des-abeilles-a-butembo-les-apiculteurs-appellent-a-protger-les-pollinisateurs-pour-preserver-la-biodiversite/>



À l'occasion de la Journée mondiale des abeilles, célébrée cette année sous le thème « Ensemble, protégeons les abeilles pour préserver la biodiversité et l'avenir de nos communautés », la ville de Butembo, dans l'est de la RDC, a vibré au rythme du fanfare et des activités apicoles organisées par des apiculteurs venus des territoires de Lubero et Beni ainsi que des villes de Butembo et Beni.

Enfums à la main, combinaisons de protection et matériels apicoles exposés, cette célébration a constitué une véritable découverte pour les élèves du Complexe scolaire Les Enfants de Sion, invités à participer à cette journée de sensibilisation organisée à l'hôtel de ville de Butembo.

Au total, 56 apiculteurs, dont 8 femmes apicultrices, ont pris part à cette activité haute en couleurs, marquée par des échanges d'expériences autour de la protection des abeilles et de leur rôle essentiel dans l'équilibre écologique.

En présence des autorités environnementales, de l'Inspection provinciale de l'Environnement, des médias et de la communauté locale, les participants ont été sensibilisés sur les moyens de protéger les abeilles afin de préserver la biodiversité et renforcer la sécurité alimentaire.

Une leçon pratique occasionnelle pour les élèves du complexe scolaire Les Enfants de Sion



Pour les élèves finalistes du complexe scolaire Les Enfants de Sion présents à l'hôtel de Ville de Butembo pour une leçon d'observation, cette journée a permis de relier la théorie apprise en classe à la pratique sur le terrain.

« Nous avons souvent entendu parler de ce que font les apiculteurs. Aujourd'hui, c'est une occasion pour nous d'accompagner nos élèves afin qu'ils découvrent réellement d'où provient le miel que nous consommons et qui le produit », a expliqué Katsya Kalihi Michel, directeur du Complexe scolaire Les Enfants de Sion.

Les élèves ont découvert pour la première fois des ruches, la cire d'abeille, l'hydromel utilisé dans certains traitements médicaux ainsi que plusieurs autres produits dérivés des abeilles. Et ont exprimé leurs satisfaction.

« Je suis très ravi de voir les instruments qui aident à élever les abeilles. Pour moi je serais aussi apiculteur car j'aime du miel » explique Josué l'un des élèves en visite guidée à la mairie de Butembo.

La déforestation menace les abeilles au monde

Prenant la parole lors des échanges, Kakule Vutsupa Michel, président du conseil d'administration du groupe Academia RDC, a alerté sur les conséquences de la déforestation et des pratiques agricoles inadaptées sur la survie des abeilles.

Selon lui, la destruction des forêts et l'utilisation abusive des pesticides réduisent fortement les populations d'abeilles, ce qui entraîne une baisse de la pollinisation et, par conséquent, une diminution des rendements agricoles.

« Lorsqu'il y a plus de déforestation, il y a davantage de destruction des abeilles. Cela entraîne de faibles pollinisations et de faibles rendements agricoles. Les abeilles jouent aussi un rôle important dans le maintien de l'équilibre climatique », a-t-il déclaré.

Il a également dénoncé l'occupation progressive des espaces naturels autrefois favorables aux colonies d'abeilles à cause de l'expansion démographique et de l'agriculture sur brûlis.

Pour lui, les gouvernements, les organisations environnementales et les partenaires doivent créer des espaces de protection spécifiques afin de sauver ces pollinisateurs qu'il considère comme indispensables à l'avenir écologique, biologique et économique des communautés.

Sensibiliser la population à protéger les ruches



Face aux destructions fréquentes des ruches par peur ou ignorance, les apiculteurs ont insisté sur la nécessité de renforcer la sensibilisation communautaire.

« Nous devons apprendre à protéger les abeilles et leurs écosystèmes. Plus nous avons d'abeilles, plus nous avons de pollinisateurs, plus nous avons de plantes et plus nous protégeons la vie humaine », a souligné Kakule Vutsupa Michel.

Il a rappelé que les familles ont également un rôle important à jouer dans la préservation des abeilles, notamment à travers l'éducation environnementale des enfants et l'intégration de petites activités apicoles dans les ménages.

Selon lui, même disposer de deux ou trois ruches peut contribuer à sensibiliser les jeunes générations à la protection de l'environnement tout en favorisant la production du miel.

Des témoignages sur les bienfaits des produits de la ruche

La journée s'est clôturée par plusieurs témoignages de participants se présentant comme des « amis des abeilles ».

Venue de Katali, Kahambu Thaleka Aminata a raconté avoir retrouvé la santé grâce aux produits dérivés des abeilles.

« J'avais des douleurs à la jambe et une forte toux qui ne guérissait pas. Après avoir utilisé l'hydromel, du miel mélangé au jus de citron, mes douleurs ont disparu et j'ai été complètement guérie », a-t-elle témoigné.

De son côté, Masika Rachel a vanté les vertus thérapeutiques du miel, particulièrement pour les femmes et les personnes en convalescence après une opération chirurgicale.

« Le miel est un médicament très bénéfique. Il possède plusieurs vertus pour le corps humain », a-t-elle affirmé.

Les jeunes sont appelés à moderniser l'apiculture

Les apiculteurs ont enfin lancé un appel aux jeunes, notamment aux étudiants en agronomie et en environnement durable, afin qu'ils s'intéressent davantage à l'apiculture moderne.

« L'apiculture est importante pour nos champs et pour le climat. Nous invitons les jeunes à venir apprendre les méthodes modernes d'élevage des abeilles », ont insisté les participants.

Masika Rachel estime que l'avenir de l'apiculture dépend de l'implication de la jeunesse et de l'intégration des nouvelles technologies.

« Si nous laissons cette activité uniquement entre les mains des personnes âgées, elle restera monotone et sans innovation. Nous voulons que nos enfants apprennent aussi l'apiculture moderne comme cela se fait dans d'autres pays », a-t-elle déclaré.

Clôturent son intervention, Kakule Vutsupa Michel a appelé la population à protéger les forêts et à éviter de chasser les abeilles lorsqu'elles apparaissent dans les maisons ou les champs.

« Ne permettez pas la destruction de nos forêts par l’agriculture sur brûlis, nos sol par des pesticides, car nous perdons beaucoup d’abeilles avec ces pratiques agricoles. Ne chassez pas les abeilles qui visitent vos maisons ou vos champs », a-t-il conclu.



Pauline Ongaji (Kenya) ; New report urges governments to prioritise clean air in fight against NCDs ; Big 3 Africa, May 21, 2026.

Tag : WHO.

To access to the article : <https://big3africa.org/2026/05/21/new-report-urges-governments-to-prioritise-clean-air-in-fight-against-ncds/>



Governments across the world have been urged to take urgent action on air pollution to help deal with a silent epidemic of noncommunicable diseases (NCDs) responsible for millions of deaths worldwide.

A report titled, A Breathable Planet: Best Practices for Clean Air Policies to Meet NCD Targets, released by the NCD Alliance with support from Haleon, says air pollution causes nearly eight million deaths annually, with 86 percent linked to NCDs such as heart disease, stroke, chronic respiratory illnesses, dementia, diabetes and cancer.

The warning comes as Kenya continues grappling with rising cases of asthma, hypertension, stroke and other chronic illnesses, especially in urban areas heavily affected by traffic emissions, industrial pollution and the use of dirty cooking fuels.

According to the World Health Organisation (WHO), noncommunicable diseases account for about 39 percent of all deaths in Kenya, with air pollution increasingly recognised as a major contributor.

The new report argues that despite the scale of the crisis, air pollution still receives far less policy attention than other health risks.

“Clean air policies bring shared benefits for health, equity, the economy and the environment. Acting on air pollution is not only essential for reducing the NCD burden, but also for achieving sustainable development,” said Liz Arnanz, NCD Alliance Policy and Advocacy Manager.

The report highlights practical and cost-effective interventions already working in several countries and cities, including restricting vehicle emissions, expanding access to clean public transport, phasing out fossil fuels and investing in cleaner household energy.



Burning of tyres to retrieve the wires in it in Ghana, in the process extreme pollution of the air. | Courtesy

For Kenya, where many households still rely on charcoal, kerosene and firewood for cooking, public health advocates say cleaner energy transitions could significantly reduce respiratory diseases among women and children.

The report also comes months after countries committed through the 2025 UN Political Declaration on NCDs and Mental Health to strengthen action on air pollution as part of broader efforts to tackle chronic diseases.

However, health experts warn that political promises must now translate into concrete policies and financing. “What this report makes clear is that the challenge is making political and financing decisions consistent with public health goals,” said Jose Luis Castro, WHO Special Envoy.

“Governments now face fundamental choices on whether to continue subsidizing systems that drive chronic respiratory disease, whether prevention will truly become a cross-government priority, and whether air pollution will finally be integrated into NCD and development strategies rather than treated as a separate environmental issue,” he added.

Castro noted that communities do not experience air pollution, climate change and chronic diseases as separate crises, even though governments often address them independently.

In Kenya, environmental activists and health organisations have repeatedly raised concerns over rising vehicle emissions, unregulated industrial pollution and weak enforcement of air quality regulations.

The report warns that low- and middle-income countries bear the heaviest burden of air pollution-related diseases, deepening existing health and economic inequalities.

It further notes that clean air policies offer economic gains by lowering healthcare costs, improving productivity and supporting climate goals.

With the UN High-Level Meeting on Universal Health Coverage scheduled for 2027 and ongoing global climate negotiations, the report urges governments not to lose momentum in implementing clean air commitments.



Rivonala Razafison (Madagascar) ; Des traces de l'hantavirus confirmées à Madagascar ; Mongabay, 22 Mai 2026.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://fr.mongabay.com/2026/05/des-traces-de-lhantavirus-confirmees-a-madagascar/>

- Une étude, publiée en avril 2025, confirme la présence de l'hantavirus chez des rongeurs analysés dans le Nord-Est de Madagascar.
- Une autre étude, rendue publique en mars 2014, indique aussi la présence d'une souche, qui descend de la famille de l'hantavirus rencontré en Asie du Sud-Est et du Sud, dans un corridor forestier au nord d'Antananarivo.
- Une co-auteure de ces deux études affirme qu'il s'agit de traces et que personne n'est encore en mesure de dire s'ils sont pathogènes ou non.
- Aucun cas de contamination n'est signalé à Madagascar jusqu'à présent. Mais la vigilance reste de mise.

ANTANANARIVO, Madagascar — Une étude, publiée en avril 2025, par Ecology and Evolution, confirme la présence de l'hantavirus chez des rongeurs à Madagascar. Jusqu'à preuve du contraire, le rat noir ou rat des champs, ou rat des greniers (*Rattus rattus*), est la seule espèce porteuse de ce virus sur le territoire, outre une espèce de rongeur endémique infectée.

Des échantillons, prélevés sur environ 2 000 individus de dix-sept espèces de petits mammifères et onze espèces de chauves-souris à la frontière du Parc national de Marojejy (55 885 hectares), dans le Nord-Est de l'île, ont été analysés en laboratoire à La Réunion. Mais le virus est seulement présent chez la *R.rattus*.

Les chercheurs sont quand même surpris de découvrir, que les rats sont plus affectés dans les champs agricoles que dans les habitations humaines. Ils suggèrent alors que les résidents seraient plus exposés au risque dans leurs champs qu'à la maison.

Derrière cette trouvaille, se lit le besoin de bien gérer les terrains agricoles, dont l'exploitation pourrait affecter la santé des animaux sauvages. En effet, aucun des rats capturés dans la forêt pluviale n'est infecté comparativement à ceux attrapés dans les champs d'agroforesterie, c'est-à-dire les zones déboisées.

À juste titre, une étude mise en ligne en mars 2026 met en exergue que les populations des rongeurs envahissants tendent à dominer celles des espèces indigènes, comme il a été observé dans la Réserve spéciale de Manombo.



Deux individus de rat des greniers capturés à Andrindra Morarano Gara (MLA), Moramanga, Hautes Terres orientales de Madagascar, dans la journée du 26 septembre 2019. Image fournie par Rivonala Razafison.

Selon le résultat publié par le Journal of Mammology, la diversité des populations de rongeurs peut constituer un rempart contre les maladies humaines. Lorsque les forêts sont saines et riches en espèces indigènes, le risque de transmission de maladies est généralement minime. Si cette diversité diminue et qu'une seule espèce devient dominante, le risque augmente.

Une autre étude, publiée en mars 2014 par Vector-Borne And Zoonotic Diseases, rend aussi compte de la présence de l'hantavirus chez des individus de *R. rattus* dans le paysage harmonieux protégé du complexe d'Anjozorobe-Angavo (52000 ha), à 70 kilomètres au nord d'Antananarivo. Le rat à queue touffue de Major (*Eliurus majori*) – une espèce nocturne, arboricole et frugivore endémique de Madagascar, présente sur les zones côtières orientales de l'île – est aussi infecté.

La souche d'Anjozorobe, le nom donné au virus découvert sur les Hautes Terres centrales malgaches, a été identifiée comme un nouveau variant des espèces de virus thaïs (THAIV) qui appartiennent à la famille rencontrée en Asie du Sud-Est et du Sud, dont est native la *R. rattus*, introduite à Madagascar entre 2 000 et 3 000 ans passés, époque où les premiers migrants sont supposés avoir atteint les côtes de Madagascar. Cette espèce est aussi un réservoir de peste.

La co-auteure des deux études citées plus haut, Voahangy Soarimalala de l'Association Vahatra basée à Antananarivo, apporte des précisions supplémentaires à Mongabay au téléphone. « Il s'agit de traces, ce qui ne signifie pas que c'est déjà la maladie. On ne savait pas non plus si l'hantavirus trouvé à Madagascar cause des maladies ou non. Seulement, il appartient à la famille proche des virus responsables de zoonoses [maladies transmises par les animaux aux humains, ndlr] ».

« Nous devons nous rendre à l'évidence que les virus évoluent, et que le hantavirus de chez nous pourrait se développer dans ce sens. Mais personne ne le sait encore, d'où la vigilance et la précaution à prendre. Pour l'heure, personne n'est en mesure de dire que les souches découvertes à Madagascar sont pathogènes ou non », a-t-elle ajouté.

Le corridor forestier d'Anjozorobe-Angavo, sur les Hautes Terres centrales de Madagascar, abrite une espèce de rongeur d'origine asiatique et une autre endogène chez lesquelles une souche de le hantavirus est découverte, selon une étude publiée en mars 2014. Photo aérienne réalisée dans la matinée du 15 octobre 2024. Image fournie par Rivonala Razafison.



Le paysage harmonieux protégé du complexe d'Anjozorobe-Angavo, sur les Hautes Terres centrales de Madagascar, abrite une espèce de rongeur d'origine asiatique et une autre endogène chez lesquelles une souche de le hantavirus est découverte, selon une étude publiée en mars 2014. Photo aérienne réalisée dans la matinée du 15 octobre 2024. Image fournie par Rivonala Razafison.

Dans un document de sensibilisation produit au cours de la première moitié de mai 2026, l'équipe du ministère malgache de la Santé publique (MinSan) dit que le hantavirus est un groupe de virus transmis principalement par certains rongeurs sauvages infectés tels que les

rats et les souris sauvages. Chez l'être humain, cette infection peut provoquer des maladies graves touchant surtout les poumons, les reins et parfois le cœur.

La source précise que le hantavirus constitue un problème de santé publique mondial en raison de son potentiel épidémique, de sa gravité clinique et de la difficulté de prévention dans les zones à forte présence de rongeurs. Il représente un risque important sur la santé publique en raison de sa létalité élevée dans certaines formes, de l'absence de traitement spécifique, du risque de retard diagnostique, des facteurs environnementaux favorisant les rongeurs, et du changement climatique pouvant influencer la prolifération des réservoirs.

Dans une interview en ligne, le directeur général de la médecine préventive auprès du MinSan, Dr Andrianina Désiré Rakotoarimino, dit à Mongabay que les mesures de surveillance aux frontières sont renforcées, afin de prévenir toute éventuelle contamination provenant de l'étranger. « Jusqu'à présent, aucun cas n'est signalé à Madagascar. Mais la prévention reste de mise », a-t-il souligné par rapport à l'actualité sanitaire mondiale marquée par la contamination par la souche des Andes, à bord du navire de croisière MV Hondius, au début de mai 2026. La situation a provoqué une éco-anxiété au niveau mondial.

Selon Rakotoarimino, un plan de contingence pour faire face à l'éventuelle arrivée de la maladie au pays est en cours d'élaboration, dans le cadre de l'approche One Health, qui connecte la santé humaine, celle des animaux et des milieux naturels, d'autres départements, surtout le ministère de l'Agriculture et de l'élevage, y sont associés.

The Guardian

www.ippmedia.com

Beatrice Philemon (Tanzania) ; Tanzanian communities urged to protect sea turtles ahead of World Turtle Day ; The Guardian, May 22, 2026.

Tag : IUCN.

Tanzanian communities urged to protect sea turtles ahead of World Turtle Day

By Correspondent Beatrice Philemon

AS Tanzania joins the global community in marking World Turtle Day on 23rd May this year, Tanzanian communities, fishermen, and other stakeholders in the maritime sector are being urged to take serious measures to protect sea turtles. Crucial actions include halting the deliberate hunting of turtles, preventing plastic waste from reaching shorelines, refraining from littering marine environments, and helping to combat overfishing.

Additionally, citizens and fishermen are asked to maintain environmental cleanliness and refrain from catching turtle species, which are not only vital to marine ecosystems but also essential to Tanzania's tourism industry.

Adelaide Salama, a marine biologist and Director of Museums, Monuments and Sites at the National Museum of Tanzania, emphasizes that tourists from around the world travel to destinations such as Mafia Island, Unguja, and Kiwua for diving experiences that offer glimpses of turtles, dolphins, dugongs, and other marine organisms. These animals attract international visitors and contribute significantly to the local economy.

"As Tanzanians, we need to embark on this strategy because our oceans are unhealthy and under threat from overfishing, pollution, and climate change. It is time for us to protect sea turtles and rebuild their populations to healthy levels, as this is a vital step in ensuring healthy and resilient oceans for the future," Salama says.

Furthermore, fishermen must avoid the deliberate hunting of turtles. If these species are accidentally caught in fishing nets, they should be carefully returned to the sea.

Salama calls for stronger enforce-

ment of the Fisheries Act No. 22 of 2003, alongside greater public education about its regulations, so that local communities can better understand how to protect turtles, seagrass meadows, and other marine wildlife. She also appeals to beachgoers to stop bringing plastic waste to the shore and to refrain from littering. Plastic pollution severely harms turtles, dugongs, and other marine organisms that support tourism, fisheries, scientific research, and the well-being of both present and future generations.

Coastal communities are also being called upon to stop harvesting turtle eggs from sandy beaches for consumption. Protecting marine life, Salama notes, fosters a sense of responsibility and patriotism in younger generations, helping to preserve the nation's natural heritage.

Thani Said, manager of the Menai Bay Conservation Area (MBCA), added that in a bid to protect sea turtles, the MBCA on Unguja Island, Zanzibar, has introduced a new awareness campaign. The initiative aims to educate coastal fishermen, local communities, and the general public about the importance of conserving endangered sea turtles, while highlighting the potential of utilizing them sustainably in tourism activities to benefit both local economies and ecosystems.

"We have come up with this campaign to help people understand that these species need to be preserved because they are at risk of extinction," Said explained.

Currently, sea turtles are protected under Zanzibar law, which imposes severe penalties on those found catching or possessing turtles or their parts. Offenders face fines of up to 1m/-.

The campaign also focuses on educating those involved in aquarium-based sea turtle conservation pro-



jects. Sea turtles play a vital role in maintaining healthy seagrass beds and coral reefs, which in turn support commercially valuable species like shrimp, lobster, and tuna.

In addition to education efforts, MBCA staff conduct patrols to monitor sea turtle nesting areas, marking locations and ensuring the safety of the turtles as they lay their eggs and return to the ocean.

Despite these efforts, the MBCA faces challenges due to limited resources. Currently, the authority has only two boats for patrols and surveillance, which are insufficient for combating illegal fishing and protecting vast marine resources. Additional support from the government and stakeholders is urgently needed to strengthen these operations.

According to the State of the World's Sea Turtles (SWOT) report, fishing practices contribute to the deaths of tens of thou-

sands of sea turtles each year. Turtles frequently become accidentally entangled and drown in commercial fishing gear, such as longlines, gillnets, and trawls, before being discarded as bycatch.

Sometimes, fishing nets and lines break or are abandoned in the ocean, continuing to entangle marine animals as they float freely. Animals caught in this cast-off gear—known as "ghost nets"—are often unable to swim or feed effectively, and rarely survive. Beyond direct bycatch, unsustainable fishing practices also disrupt the turtles' food sources and habitats.

Furthermore, sea turtle habitats are destroyed every year due to shrinking coastlines. Wherever there is heavy boat traffic, construction of hotels or high-rise buildings along the shore, increased coastal lighting, seafloor

dredging, or beach erosion, nesting areas and food sources face severe degradation.

Ocean pollution harms sea turtles in myriad ways. Plastic waste, inorganic pollutants, discarded fishing gear, petroleum by-products, and chemical runoff can injure turtles through ingestion or entanglement. This pollution can also weaken their immune systems, disrupt nesting behavior, and disorient hatchlings.

Throughout the world, turtles are killed and traded on the global market as exotic food, oil, leather, and jewelry. Over the past 100 years, millions of hawksbill turtles alone have been killed just for their shells. Although the global trade in these luxury and craft items has reduced thanks to international conservation efforts, it remains an ongoing threat in parts of Africa, Asia, and

the Americas.

Plastic pollution in our oceans remains a massive problem impacting marine species. Staggeringly, between 5 and 13 million metric tons of plastic waste are estimated to enter the oceans annually—the equivalent of dumping a garbage truck full of plastic every minute. This crisis is worsened by the fact that plastics do not biodegrade. Instead, they break down into microplastics that persist in the environment indefinitely. Consequently, researchers predict that by 2050, there will be more plastic in the ocean than fish by weight.

According to a report by the International Union for Conservation of Nature (IUCN), at least 14 million tons of plastic enter the ocean each year. Plastic makes up 80% of all marine debris, found everywhere from surface waters to deep-sea sediments. It heavily pollutes shorelines across continents, especially near tourist hubs and urban centers.

Most marine plastic originates on land from urban runoff, littering, inadequate waste disposal, industrial discharge, and illegal dumping, though the fishing industry and marine transport also contribute significantly. Because many countries lack the infrastructure to manage waste effectively, plastic leaks heavily into rivers and oceans. The global trade of plastic waste can compound this ecological harm when destination nations lack proper recycling systems.

With over 300 million tons of plastic produced annually—half of it for single-use products—urgent action is required. Without proper disposal and systemic change, this plastic will continue to threaten global marine biodiversity.

VertTogo

Hector Nammangue (Togo) ; 113 mesures climat en validation pour la révision des CDN ; Vert Togo, 24 mai 2026.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/113-mesures-climat-en-validation-pour/>



Les travaux de révision des Contributions Déterminées au niveau National (CDN) du Togo franchissent une nouvelle étape. Durant trois jours, les acteurs sectoriels et experts se sont réunis autour du processus de révision des CDN 3.0 afin de faire le point sur les mesures climatiques prioritaires à intégrer dans ce document stratégique pour le pays.

Mme Ahawo Eya Sopi Kafui, point focal et coordinatrice du projet d'appui à la mise en œuvre des CDN, a indiqué que cette rencontre a permis de renforcer l'appropriation du processus par les différentes parties prenantes tout en validant plusieurs rapports techniques essentiels.

« La première journée a été consacrée à une concertation avec les participants impliqués dans le processus de révision des CDN. Il s'agissait de les informer, de les mobiliser et de favoriser leur appropriation du processus », a-t-elle expliqué.

Les deux autres journées ont été consacrées à la validation des rapports d'étape portant notamment sur l'adaptation, l'atténuation ainsi que les co-bénéfices liés aux actions climatiques envisagées.

Selon le point focal et la coordinatrice du projet d'appui à la mise en œuvre des CDN, les experts ont travaillé à partir des documents stratégiques des différents secteurs afin d'identifier les projets et mesures pouvant être intégrés dans les nouvelles CDN.

« Il s'agit essentiellement de projets et de mesures déjà mis en œuvre ou projetés au niveau sectoriel et qui ont été retenus dans le cadre de cette révision », a-t-elle précisé.

À ce jour, le processus a permis d'identifier 65 mesures dans le domaine de l'adaptation et 48 mesures dans celui de l'atténuation des effets des changements climatiques.

Ces travaux constituent une étape déterminante dans l'élaboration du document final des CDN 3.0 du Togo, attendu dans les prochaines semaines. « Les rapports validés aujourd'hui vont contribuer à l'élaboration du document final des CDN 3.0. D'ici le mois prochain, nous prévoyons donc de valider ce document stratégique pour le pays », a-t-elle annoncé.

À travers cette révision, le Togo entend renforcer ses engagements climatiques et mieux aligner ses priorités nationales avec les objectifs internationaux de lutte contre les changements climatiques.



Michael Moukouangui Moukala (Gabon) ; Climat : il faut 4 095,464 milliards de francs CFA au Gabon pour financer sa CDN 3.0 ; La Lettre verte, 25 mai 2026.

Tag : Accord de Paris, COP 28, REDD+.

Pour accéder à l'article : <https://lalettreverte.info/2026/05/25/climat-il-faut-4-095464-milliards-de-francs-cfa-au-gabon-pour-financer-sa-cdn-3-0/>



Pour financer ses politiques d'atténuation et adaptation aux changements climatiques, le Gabon doit mobiliser 3951,314 milliards de francs. Soit, 83% pour le financement des politiques d'atténuation et 17% pour celles de l'adaptation. L'énergie, les forêts et l'agriculture sont les secteurs qui nécessitent ces moyens financiers.

En novembre 2025, le Gabon a publié la troisième génération de sa Contribution déterminée au niveau national (CDN 3.0). Alignée sur les conclusions du premier bilan mondial de la COP28 et révisée pour la période 2025-2035, la troisième génération de la CDN du Gabon s'inscrit dans la continuité des engagements climatiques du pays et traduit une ambition renforcée du pays en matière de développement durable, de résilience et de transition bas-carbone. Cette troisième version s'appuie sur l'évaluation de la CDN précédente, renforce l'ambition du pays à maintenir son statut de puits net de carbone et fait de l'adaptation une priorité stratégique à part entière.

Pour financer cette stratégie, 3 951,314 milliards de francs CFA seront nécessaires. Ce montant se décompose de 83% de fonds destinés à l'atténuation, soit 3 278,6 milliards francs CFA contre 17% pour destinés à l'adaptation soit 672,7 milliards francs CFA. Cet argent servira aux secteurs tels que celui de l'énergie (3 115 milliards francs CFA), les forêts (342 milliards francs CFA) ou encore celui de l'agriculture (242 milliards francs CFA). De cette somme, seulement 92,133 milliards francs CFA ont déjà été mobilisés, soit à peine 2%.

Stratégie

Si la nouvelle CDN et ses ambitions climatique et de développement durable sont à dix ans de l'année de maturité, la fragilité du système financier national et international notamment pour financer les politiques d'atténuation et adaptation notamment dans les pays du sud invite les dirigeants gabonais à user de stratégie pour mobiliser le montant annoncé. Cela dit, la nécessité d'une stratégie ambitieuse et coordonnée de mobilisation des financements climat est plus que urgente.

Pour atteindre ses objectifs de mobilisation financière, le Gabon opte pour une approche innovante. A ce titre, prévient le Conseil national climat (CNC), la création de la Plateforme Gabonaise pour le Financement Climatique (PGFC) servira de guichet unique pour structurer les projets et attirer les investissements. De même, la valorisation des actifs carbone représente un levier financier crucial, avec l'exploitation des 187 millions de crédits REDD+ déjà certifiés et le recours aux mécanismes de l'Article 6 de l'Accord de Paris. Dans la même veine, le pays va également positionner sa stratégie sur les marchés volontaires internationaux et participe activement à l'Initiative Africaine des Marchés Carbone. La mobilisation des fonds philanthropiques notamment les ressources provenant des fondations, des entreprises et des individus disposés à soutenir l'action climatique au Gabon ne seront pas en reste.

Trajectoire d'efficacité

Le pilotage de cette stratégie, son suivi, son efficacité et sa pérennité ne pourront être efficient sans le renforcement du volet institutionnel, MNV (Mesure, Notification et Vérification), le renforcement des capacités du capital humain et entités devant conduire cette politique, la transparence, les outils fiscaux et financiers, etc. Pour financer ces actions, 144,5 milliards de francs CFA seront nécessaires. « Lorsqu'on additionne ce montant au besoin initial, le coût total global de la CDN 3.0, incluant les mesures sectorielles et les mesures transversales de mise en œuvre, s'élève donc à 4 095,464 milliards de francs CFA », prévient le document indicatif de la CDN 3.0.



Pauline Ongaji (Kenya) ; Maasai Women Drive Climate Resilience Through Beekeeping in Laikipia ; Big 3 Africa, May 25, 2026.

Tag : FAO.

To access to the article : <https://big3africa.org/2026/05/25/maasai-women-drive-climate-resilience-through-beekeeping-in-laikipia/>



Rosemary Mosian, secretary of the Namilok Women's Group, in honey-harvesting gear in Mumonyot Location, Doldol, Laikipia County. | Courtesy PAULINE ONGAJI

The mid-morning sun over Mumonyot Location in Doldol, Laikipia County burns fiercely, casting heat across a fragile landscape where cracked earth stretches beneath scattered acacia trees. Dry riverbeds snake through the dusty plains, silent reminders of seasons that no longer arrive as they once did.

For generations, the pastoralist communities here relied on predictable rains, healthy grazing fields, and livestock to sustain their lives. But climate change has altered that rhythm as prolonged droughts, erratic rainfall, shrinking pasturelands, and rising temperatures steadily threaten livelihoods across semi-arid regions.

Yet amid this climate uncertainty, a quiet transformation is unfolding. Suspended beneath acacia branches are rows of wooden beehives, carefully managed by the Namilok Women's

Group, a collective of 200 Maasai women and seven men who are using beekeeping not only to earn a living, but also to restore ecosystems, reduce environmental degradation, and adapt to a changing climate.

On a five-acre piece of land, the group now manages 54 beehives, harvesting between seven and ten kilograms of honey per hive each season. The women harvest three times a year, producing approximately 370 kilograms annually depending on flowering cycles increasingly influenced by changing weather patterns.

Through this initiative, what was once viewed as barren land has become a climate resilience hub.

“Before this project, many families depended heavily on livestock alone, but droughts became too frequent and severe,” explains Everline Naleku, chairlady of the group. “Beekeeping has given us another source of survival that does not destroy the environment.”

The women say the effects of climate change became impossible to ignore in recent years. Rivers dried earlier, pasture disappeared faster, and families were often forced to migrate long distances in search of water and grazing land.



Rosemary Mosian, secretary of the Namilok Women's Group, displays sample packaging bottles used for their honey in Mumonyot Location, Doldol, Laikipia County. | Courtesy PAULINE ONGAJI

As livelihoods became more fragile, some households turned to charcoal burning to survive, accelerating deforestation in an already vulnerable ecosystem.

But in March 2023, the Food and Agriculture Organization (FAO), through its Forest and Farm Facility programme, partnered with the women’s group to support climate-smart livelihoods through sustainable beekeeping.

The intervention included grants and extensive training in hive management, honey processing, environmental conservation, pollination systems, flowering seasons, branding, and value addition through products such as beeswax, propolis, and royal jelly.

The women also participated in exchange visits to other counties where they observed communities restoring degraded land while building profitable honey enterprises.

“We realised beekeeping is deeply connected to conservation,” says Rosemary Mosian, the group’s secretary. “Without trees, there are no flowers. Without flowers, there are no bees and no honey.”

That understanding has transformed how the community relates to the environment. Today, members of the group actively plant trees and protect indigenous vegetation around their apiaries. Charcoal burning, once common among some households, is steadily declining as honey production proves more profitable and sustainable.

“Charcoal burning no longer attracts us,” Mosian explains. “Now we know trees are more valuable standing alive because they support bees, rainfall, shade, and even our livestock.”



John Saikong, Senior Chief of Mumonyot Location, Laikipia County, addressing some members of the Namilok Women’s Group in Mumonyot Location, Doldol, Laikipia County. | Courtesy PAULINE ONGAJI

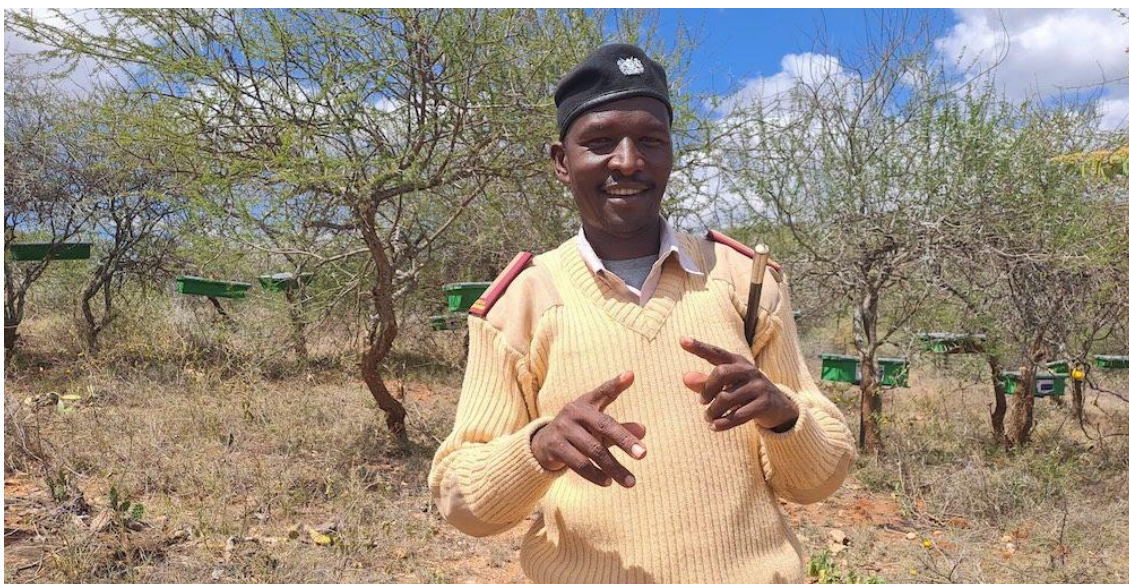
According to Philip Kisoyan, a landscape ecology specialist and Project Lead in Natural Resource Management at FAO, bees play a critical role in ecosystem restoration and climate adaptation.

“Beekeeping protects entire ecosystems because bees are essential pollinators,” he says. “They support biodiversity, forest regeneration, and food production. In dryland areas facing climate stress, beekeeping offers communities income while encouraging conservation instead of environmental destruction.” Climate experts increasingly identify sustainable apiculture as an important adaptation strategy for arid and semi-arid regions because it requires relatively little water compared to livestock or crop farming while still generating reliable income.

The economic impact on the women has been significant. Initially, the group sold raw honey at Sh300 per kilogram. Today, after improving hygiene, packaging, and branding, their processed honey sells for up to Sh1,000 per kilogram. Some of their products are marketed online through the Kenya National Farmers Federation platform, while wholesale buyers purchase bulk honey at approximately Sh800 per kilogram.

The income has allowed the women to diversify into goat farming, manage table banking schemes, and invest in water tanks to cope with worsening water scarcity caused by prolonged droughts. Their savings now total more than Sh600,000. “Climate change made life harder, but this project helped us become stronger,” says Naleku. “Now women can pay school fees, buy food, and even save money during drought periods.”

The project is also changing diets and improving nutrition in a region where climate shocks have historically limited access to fruits and vegetables. Traditionally, many Maasai households depended heavily on milk, meat, and ugali. But with drought affecting livestock productivity, food insecurity became more severe.



John Saikong, Senior Chief of Mumonyot Location, Laikipia County, during an interview in Mumonyot Location, Doldol, Laikipia County. | Courtesy PAULINE ONGAJI

Using income from honey sales, the women have established kitchen gardens and a shared community garden where families grow vegetables and fruits. “Now our children can eat vegetables regularly,” says Elizabeth Milau, a member of the group. “We learned that climate change also affects nutrition, so we started growing food ourselves.”

Beyond economics and nutrition, local leaders say the project is strengthening community stability in an era of climate displacement because with improved livelihoods, fewer families are migrating constantly in search of pasture. This means that children remain in school longer, and households experience greater stability despite recurring droughts.

“This project has reduced movement caused by climate stress,” says John Saikong, the senior chief of Mumonyot Location. “Families are becoming more settled because women now have reliable incomes that support the household even during dry seasons.”

But perhaps the most remarkable transformation is social. In a community where land ownership and economic decision-making traditionally belonged to men, the women’s success in environmental conservation and climate resilience is slowly reshaping gender norms.

When the Namilok Women’s Group first requested land in 2023 to establish their beekeeping project, the decision to allocate it shocked many residents. In Maasai culture, women rarely receive communal land rights. Yet today, the same women are being celebrated as environmental stewards and economic leaders.

“These women have shown that protecting the environment can also strengthen families and communities,” says Peter Moiyare, chairman of the Morupusi Community Land Group. “People now respect them because they have brought development through conservation.”

Now, the group dreams of expanding even further. Within the next two years, the women hope to secure Kenya Bureau of Standards (KEBS) certification to access international markets with their branded honey, beeswax candles, lip balm, propolis, and royal jelly products.

For the women of Mumonyot, the future of climate adaptation is about restoring ecosystems, protecting forests, empowering women, and building livelihoods rooted not in environmental destruction, but in coexistence with nature.



Jenifer Gilla (Tanzania); Rising climate threats put Zanzibar’s blue economy at risk; Habitat Media, May 25, 2026.

Tag: Nairobi Convention.

To access to the media : <https://habitatmedia.co.tz/rising-climate-threats-put-zanzibars-blue-economy-at-risk/>



Zanzibar. Despite ongoing efforts by the Revolutionary Government of Zanzibar to conserve marine ecosystems through sustainable management of ocean resources, climate change continues to threaten both marine biodiversity and the livelihoods of coastal communities that depend on the sea.

The warning comes as Zanzibar increasingly relies on its blue economy as a key driver of growth.

According to the Nairobi Convention report 2024, ocean-based activities contribute more than 29 percent of Zanzibar’s Gross Domestic Product (GDP) and employ nearly one-third of the workforce.

The sectors include fisheries, marine tourism, shipping, maritime trade and seaweed farming. Tourism alone contributes close to 30 percent of Zanzibar’s GDP, while nearly 98 percent of international trade is conducted through maritime transport.

Speaking during the 29th Annual Research Workshop organised by REPOA, Zanzibar’s Second Vice President, Hemed Suleiman Abdulla, said climate change is increasingly undermining the sustainability of the blue economy.

He cited rising sea levels, coral bleaching, stronger storms and declining fish stocks as some of the major threats facing the islands.

The workshop brought together officials from Mainland Tanzania and Zanzibar, alongside marine experts and stakeholders, to discuss strategies for strengthening marine ecosystems and protecting ocean-based livelihoods.

Mr Abdulla said Zanzibar's rich marine ecosystems, cultural heritage and peaceful environment have helped position the islands as a major global tourist destination. However, he warned that rising global temperatures continue to damage marine systems that are central to tourism, fisheries and other ocean-dependent economic activities.

He called for urgent investment in climate-resilient infrastructure and stronger early warning systems to help protect coastal communities and marine resources from climate-related shocks.

The Vice President also stressed the importance of strengthening collaboration between fisheries institutions, marine training colleges and universities to support long-term growth in the sector. He further proposed the integration of ocean education into school curricula.

"I urge you to recognise that the blue economy is more than just an economic sector. It is a shared national journey that requires accountability, innovation, strong research, and regional and international cooperation," he said.

Mr Abdulla also underscored the need to involve young people in marine conservation and blue economy initiatives through income-generating projects and skills development.

According to him, young people have the potential to drive innovation in marine tourism, digital marine services, marine technology and value-added ocean products.

"This demonstrates that the blue economy is not limited to fishing and maritime transport alone, but is also an area of innovation, technology and entrepreneurship," he said.

He added that the Revolutionary Government of Zanzibar is investing in marine entrepreneurship training for youth, including seaweed farming, drone technology, modern aquaculture and advanced marine systems.

A marine biologist from the University of Dar es Salaam, Yunus Daud Mgaya, said Tanzania could strengthen marine conservation efforts by investing more in the blue carbon economy.

He explained that ecosystems such as mangroves and seagrasses have a high capacity to absorb carbon, making them important tools in both climate mitigation and marine conservation.

According to Dr Mgaya, investment in blue carbon initiatives could also enable Tanzania to benefit from international carbon markets while supporting coastal community development.

However, he noted that the country would need to strengthen carbon measurement systems, improve transparency in benefit-sharing and build credible partnerships that support both environmental conservation and local livelihoods.

Meanwhile, Zanzibar's Permanent Secretary in the Ministry of Blue Economy and Fisheries, Captain Hamad Bakar Hamad, said ongoing marine conservation initiatives have helped increase fish and seaweed production.

He said the sectors currently support more than 100,000 people across Zanzibar, although challenges such as illegal fishing and environmental degradation continue to threaten progress.



Pauline Ongaji (Kenya) ; Maize Aggregation Defends Against Climate-Driven Hunger and Aflatoxin ; Big 3 Africa, May 26, 2026.

Tag : FAO.

To access to the article : <https://big3africa.org/2026/05/26/maize-aggregation-defends-against-climate-driven-hunger-and-aflatoxin/>



In the semi-arid plains of Ng'arua in Laikipia County, maize farmers are not only battling low prices and unreliable markets. They are confronting a growing climate and public health crisis

fuelled by rising temperatures, erratic rainfall, prolonged droughts, and the silent spread of aflatoxin contamination in food systems.

For many households, maize is the foundation of daily survival. Yet climate change is increasingly threatening both the quantity and safety of this staple food.

During harvest seasons, farmers often record temporary surpluses, only to face food shortages months later as droughts, failed rains, and post-harvest losses wipe out reserves. At the same time, poor drying conditions and rising humidity fluctuations are accelerating the growth of toxic fungi that produce aflatoxins, which are dangerous poisons linked to liver cancer, weakened immunity, stunted growth in children, and even death.

In response, farmers in Nga'rua are turning to maize aggregation as a climate adaptation strategy that protects food security, safeguards public health, and reduces post-harvest losses.

Through the Ng'arua Cereals and Produce Cooperative Society, 134 farmers – 58 women and 76 men – collectively dry, clean, and store maize under controlled conditions before selling it when prices improve.

“The store was created as a buffer where harvested maize could be stored for three to four months to take advantage of better prices,” says cooperative chairperson Nahashon Kanyiri.



Nahashon Kagiri, Chairperson of the Ngarua Cereals and Produce Cooperative Society, speaks during an interview in Laikipia. | Courtesy PAULINE ONGAJI

But what began as an economic solution has evolved into a critical defence against climate-related hunger and food contamination.

Climate change and the rise of aflatoxin

According to Prof. Paul Kiprotich Kimurto, Professor of Crop Science and Director of the Agrosience Park at Egerton University, climate change is creating ideal conditions for aflatoxin-producing fungi such as *Aspergillus flavus* and *Aspergillus parasiticus*.

“These fungi thrive under conditions of heat stress, drought, and poor storage,” explains Prof. Kimurto. “When maize plants are weakened by drought and then exposed to moisture during storage, the risk of fungal infection and aflatoxin contamination rises sharply.”

He says warming temperatures and increasingly erratic rainfall patterns across Kenya are worsening the problem, especially in maize-growing regions already vulnerable to food insecurity.

Aflatoxins are invisible, tasteless, and difficult to detect without proper testing, making them one of the most dangerous hidden threats in food systems. Once contaminated maize enters households or markets, the toxins can accumulate in the human body over time.

Scientific studies have linked chronic aflatoxin exposure to liver cancer, immune suppression, malnutrition, and impaired child development. In severe cases, high exposure can trigger acute aflatoxicosis, which causes rapid liver failure and death.

Kenya has experienced several deadly aflatoxin outbreaks over the years, particularly in eastern regions where poor drying and storage conditions have combined with extreme weather stress.

Prof. Kimurto warns that climate change is likely to increase the frequency and spread of contamination unless communities strengthen post-harvest management systems.

“Food security is not only about having enough food,” he says. “It is also about ensuring that the food people consume is safe.”

Aggregation as a climate adaptation solution

The cooperative’s aggregation model is helping farmers tackle these interconnected threats through science-based storage and food safety practices.

Instead of drying maize on bare ground under unpredictable weather conditions, farmers now use modern drying machines that quickly reduce moisture content to safe levels.

“The drying machine helps us achieve the recommended moisture content of 13.5 percent,” says Kanyiri. “This reduces fungal growth and aflatoxin contamination while preserving grain quality.”



Nahashon Kagiri, Chairperson of the Ngarua Cereals and Produce Cooperative Society, speaks during an interview in Laikipia. | Courtesy PAULINE ONGAJI

The cooperative also uses sieving machines to remove damaged, mouldy, and discoloured kernels, which often contain the highest concentration of toxins.

“Aggregation centres make it possible to conduct rapid quality control measures that individual farmers cannot easily afford,” says Prof. Kimurto. “Through cleaning, sorting, rapid drying, and proper storage, contamination risks can be significantly reduced.”

The cooperative is also embracing hermetic storage technologies such as PICS bags, which create airtight conditions that suppress oxygen, preventing fungal growth and insect infestation without excessive use of chemicals.

“These technologies reduce post-harvest losses while protecting both human health and the environment,” Prof. Kimurto explains.

Hunger, climate shocks, and food resilience

For communities facing repeated drought cycles, the cooperative has also become a food security buffer against climate shocks. Before maize is released to the market, vulnerable households and cooperative members can access grain from the store to feed their families during difficult periods.

“By the fifth month after harvest, many families used to run out of maize and were forced to buy expensive food,” recalls Kanyiri. “Now the store helps cushion households during dry periods and unstable seasons.”

Members who borrow maize later return it with a small surplus, strengthening the collective reserve and ensuring food remains available within the community.

This system has become increasingly important as climate change destabilises agricultural production and drives up food prices across the country.

Experts warn that Africa could face worsening food insecurity as rising temperatures reduce crop yields, increase pest outbreaks, and intensify droughts and floods. Reducing post-harvest losses has therefore become as important as increasing production itself.

According to the Food and Agriculture Organization (FAO), nearly one-third of food produced globally is lost or wasted, contributing significantly to greenhouse gas emissions while millions remain food insecure.

By preserving harvested maize safely, aggregation reduces waste, stabilises local food supplies, and lowers pressure to clear forests or fragile ecosystems for additional farming land.

“When farmers lose less food after harvest, they become more resilient economically and environmentally,” says Prof. Kimurto. “It reduces pressure on land and strengthens community adaptation to climate change.”

Diversification for climate resilience

Beyond maize storage, the cooperative is encouraging farmers to diversify livelihoods to reduce dependence on a single climate-sensitive crop. Members are now engaging in fruit tree nurseries, kitchen gardens, tea seedlings, and beekeeping projects that support biodiversity restoration and alternative income generation.

A planned tree nursery supported through grants from FAO and E4Impact is expected to further strengthen ecosystem restoration efforts in the area.

The cooperative also operates a small solar-powered maize mill, signalling a gradual shift toward cleaner and more sustainable rural food systems.

For farmers in Nga’arua, aggregation is becoming a community-led climate resilience model that connects science, health, environmental conservation, and food security in the fight against a warming world.



Wallace Mawire (Zimbabwe); Government of Zimbabwe Commissions Dete Solar Mini-Grid in Partnership with UNDP; Pan African Visions, May 27, 2026.

Tag: UNDP.

To access to the article : <https://panafricanvisions.com/2026/05/government-of-zimbabwe-commissions-dete-solar-mini-grid-in-partnership-with-undp/>



21 May 2026, Dete, Hurungwe District, Mashonaland West Province – The Minister of Energy and Power Development, July Moyo (MP), officially commissioned the 120kW Dete Solar Mini-Grid, a transformative renewable energy project that will expand access to clean, reliable electricity for rural communities in Hurungwe District in Mashonaland West Province of Zimbabwe.

The project, spearheaded by the Rural Electrification Agency (REA) under the Rural Electrification Fund (REF) and supported by the United Nations Development Programme (UNDP), marks a significant milestone in Zimbabwe's drive toward universal access to modern energy services by 2030.

Speaking at the commissioning ceremony, stakeholders highlighted the far-reaching socioeconomic impact of the mini grid, which is already providing electricity to key community institutions and households. They include two schools and a clinic, village homesteads and a business center and community boreholes and local churches.

Access to electricity is expected to significantly improve educational outcomes, healthcare delivery, and livelihoods while reducing the burden of traditional energy sources, such as firewood, particularly for women and girls.

The Dete Solar Mini-Grid is part of a broader effort to address Zimbabwe's rural energy gap, where a large share of households still lacks access to electricity despite progress in urban areas. The project demonstrates the viability of decentralized renewable energy solutions, particularly solar mini-grids, as a sustainable pathway to electrify underserved communities while contributing to climate change mitigation.

The project was implemented using a blended-finance model that combined public-sector leadership with development-partner support. UNDP provided catalytic funding of more than US\$337,000 to procure key generation infrastructure, including solar panels, battery storage, and inverters. REA constructed a 5.9 km distribution network and installed smart prepaid meters to connect users. This Viability Gap Funding (VGF) model has been instrumental in reducing investment risk and enabling the successful deployment of the mini-grid, establishing a replicable framework for future projects nationwide.

Beyond household electrification, the project is stimulating local economic development by powering small businesses and creating new income-generating opportunities.

Complementary solar energy kiosks installed in surrounding areas are supporting micro-enterprises, including phone charging, refrigeration, tailoring, and retail, directly benefiting local entrepreneurs, especially youth and women.

Training programmes have also been implemented to equip community members with business and financial skills, ensuring long-term sustainability and economic empowerment.

The commissioning of the Dete Solar Mini-Grid aligns with Zimbabwe's National Development Strategy (NDS2), the Rural Energy Master Plan, and Vision 2030, all of which aim to transform the country into an upper-middle-income economy through inclusive growth and improved quality of life. The project also contributes to global commitments under the Sustainable Development Goals (SDGs), particularly Goal 7 on affordable and clean energy.

The UNDP Energy Offer Project, implemented over two years, accelerates access to sustainable, affordable, and clean energy and advances SDG targets in Zimbabwe. The project supports the country's revised Nationally Determined Contributions (NDCs) and Vision 2030 goals. It addresses the major urban-rural disparity, with over 91% of households in rural areas lacking electricity.

Pan African Visions

Wallace Mawire (Zimbabwe); Call To Stop Waste Dumping On Africa Intensified On Africa Day; Pan African Visions, May 27, 2026.

Tag: Bamako Convention.

To access to the article : <https://panafricanvisions.com/2026/05/call-to-stop-waste-dumping-on-africa-intensified-on-africa-day/>



Piles of used clothes at a landfill in Accra, Ghana .Image Credit: Upcycle It Ghana / GAIA Africa.

The Global Alliance for Incinerator Alternatives (GAIA) and Break Free From Plastic (BFFP) Africa, on 25 May, 2026 Africa Day Celebrations reiterated their urgent call to strengthen the continent's fight against waste colonialism.

The organizations have called for an end to waste colonialism, the practice of exporting waste from high-income nations to lower-income countries that are often ill-equipped to manage it safely, a system which they said perpetuates environmental racism and places disproportionate harm on vulnerable communities. They said they are witnessing environments, communities, and informal waste workers in Africa being forced to shoulder a burden that is not theirs. 'Although this waste is often shipped to us under the guise of "recycling," we know the reality: only 9% of plastic produced since the 1950s has ever been recycled. Instead, countries including the United States, Italy, Germany, and Greece continue to export hazardous waste including e-waste, plastic waste, and textile waste to African nations,' the organizations said.

They added that they are deeply concerned about the situation in hotspots such as Accra, Nairobi and Lagos where they said they see massive dumps filled with illegal imports, toxic electronics, hazardous plastics, second-hand clothing in the form of textile waste and even chemical waste.

The organizations said they are outraged that the relentless pursuit of cheap resource extraction by Global North countries is inflicting severe health and environmental harm across the African continent. They said most tragically, children are working in toxic waste dumps, exposed to chemicals and pollution with devastating health impacts, because wealthy nations continue to benefit from global systemic inequality. Gilbert Kuepouo, Executive Director of the Centre de Recherche et d'éducation pour le Développement (CREPD), said that amid the uncertainties and setbacks on many environmental issues, Africa is struggling with a silent handicap.

"35 years after its adoption, the Bamako Convention counts only 30 ratifications (55.5% of the countries of the African Union) and only 3 COPs organized, i.e. about 01 COP every 12 years! A paradox for a region that deliberately designed this instrument to protect itself and its people against waste colonialism." According to the organizations, while the Bamako Convention provides stronger regional protections than the Basel Convention in prohibiting the import of hazardous waste into Africa, they recognise that enforcement and political will across the continent remain inadequate.

They said it is imperative that all African nations exercise their collective sovereign rights to ratify and fully implement the Bamako Convention, and to take a united stand against the continued dumping of waste from the Global North.



Piles of used clothes at a landfill in Accra, Ghana .Image Credit: Upcycle It Ghana / GAIA Africa.

Hellen Dena, project lead for the Pan-African Plastic project at Greenpeace Africa, expressed concerns about the devastating impact of waste colonialism.

She said from toxic chemicals and massive carbon footprints to worker exploitation, the damage is widespread.

To fix this, she said, “we need stronger laws—like extended producer responsibility (EPR) and stricter supply chain regulations—to ensure brands are held accountable, from production to disposal.”

“New EU landmark rules on plastic waste shipments must be strongly enforced to ensure EU plastic waste exports to African countries are not only prohibited on paper, but stopped in reality, together with their harmful impacts,” explained Justine Maillot, EU plastics policy expert, with the Environmental Investigation Agency (EIA)

The organizations called on African governments to strengthen the implementation of the Bamako Convention to end illegal imports. Western manufacturers must find sustainable solutions for their waste rather than externalising environmental costs to the Global South.

Jim Puckett, Executive Director and Founder of Basel Action Network (BAN), also calls for stronger advocacy. According to Jim, “Africa has led the way in saying no to waste trade. It’s time to lead in saying no to plastic.”

Sirine Rached, Global Policy Advisor at GAIA, advised “plastic waste prevention – which begins with addressing plastic overproduction – is critical. It is a gap under the Basel Convention, and one which the future global plastic treaty must absolutely cover.”

On Africa Day, they have called for a future underpinned by environmental justice and the absolute protection of the planet and people.

They said Africa’s future generations must not be left to pay the price for the world’s waste – Africa is not a dumping ground!

GAIA is a global network of grassroots groups, non-governmental organisations (NGOs), and individuals, in over 90 countries.

The organisation envisions a just, zero-waste world built on respect for ecological limits and community rights, where people are free from the burden of toxic pollution, and resources are sustainably conserved, not burned or dumped.

GAIA works to catalyse a global shift towards environmental justice by strengthening grassroots social movements that advance solutions to waste and pollution.

The #BreakFreeFromPlastic (BFFP) Movement is a global movement envisioning a future free from plastic pollution.

Since its launch in 2016, more than 12,000 organisations and individual supporters from across the world have joined the #BreakFreeFromPlastic movement to demand massive reductions in single-use plastics and to push for lasting solutions to the plastic pollution crisis.



Boris Ngounou (Cameroun) ; 2026 : l'Europe risque d'importer du bois illégal camerounais malgré ses nouvelles règles ; Environnementales, 28 mai 2026.

Tag : Union Européenne.

Pour accéder à l'article : <https://environnementales.com/2026/05/28/2026-leurope-risque-dimporter-du-bois-illegal-camerounais-malgre-ses-nouvelles-regles/>



À quelques mois de l'entrée en vigueur du règlement européen contre la déforestation, un rapport international estime que le Cameroun reste incapable d'identifier les véritables

propriétaires des concessions forestières. Une faille majeure qui pourrait fragiliser les ambitions environnementales de l'Union européenne.

Le futur règlement européen contre la déforestation, qui entrera en vigueur en décembre 2026, pourrait déjà montrer ses limites. C'est l'avertissement lancé par la Coalition pour la Transparence Financière (FTC) dans un rapport publié le 26 mai 2026 sur le Cameroun et le Brésil.

Selon l'étude, le principal obstacle ne réside pas seulement dans l'exploitation illégale des forêts, mais surtout dans l'opacité des propriétaires réels des entreprises forestières. Les chercheurs expliquent qu'au Cameroun, les données disponibles permettent parfois d'identifier les concessions forestières et les sociétés exploitantes, mais pas les individus qui contrôlent réellement ces entreprises.

Cette absence de transparence compliquerait considérablement l'application du règlement européen sur la déforestation importée, censé empêcher l'entrée sur le marché européen de produits issus de forêts détruites illégalement.

Le rapport souligne une autre contradiction : des entreprises sanctionnées pour commerce illicite du bois continueraient d'obtenir des permis d'exploitation au Cameroun. Certaines exporteraient ensuite vers l'Europe, pourtant engagée dans la lutte contre le bois illégal.

Pour les auteurs, les chaînes d'approvisionnement internationales restent trop opaques. Les sociétés écrans et paradis fiscaux empêchent de retracer les profits générés par la destruction des forêts tropicales.

L'étude appelle donc les États importateurs, notamment européens, à exiger des registres publics des bénéficiaires effectifs dans le secteur forestier. Elle recommande également la publication systématique des sanctions environnementales et des données sur les concessions.

Au-delà des enjeux commerciaux, la FTC estime que cette opacité menace aussi les objectifs climatiques mondiaux. Les forêts du bassin du Congo constituent en effet l'un des principaux puits de carbone de la planète.

Dans ce contexte, le Cameroun se retrouve sous pression. Le pays devra convaincre ses partenaires internationaux de sa capacité à renforcer la gouvernance forestière, au risque de voir ses exportations de bois davantage contrôlées ou limitées sur certains marchés.



Boris Ngounou (Cameroun) ; 289 millions \$ envolés : le Cameroun perd gros dans le trafic opaque du bois ; Environnementales, 28 mai 2026.

Tag : Union Européenne.

Pour accéder à l'article : <https://environnementales.com/2026/05/28/289-millions-envoles-le-cameroun-perd-gros-dans-le-traffic-opaque-du-bois/>



Le Cameroun perdrait chaque année près de 289 millions de dollars à cause de flux financiers illicites liés au commerce du bois. C'est cinq fois plus que les estimations officielles. Un nouveau rapport international, publié le 26 mai 2026 par la Coalition pour la Transparence Financière (FTC), accuse l'opacité financière et le maintien de licences forestières accordées à des entreprises sanctionnées.

Le secteur forestier camerounais serait devenu une véritable passoire financière. Selon un rapport publié le 26 mai 2026 par la Coalition pour la Transparence Financière (FTC), les flux financiers illicites liés à la sous-facturation et aux manipulations commerciales dans le bois atteignent environ 289 millions de dollars par an au Cameroun.

Le chiffre est explosif : il représente près de cinq fois les pertes précédemment estimées par les autorités camerounaises, évaluées à seulement 59 millions de dollars. Pour les auteurs du rapport, cette différence traduit l'ampleur des mécanismes opaques qui entourent l'exploitation forestière dans le bassin du Congo.

Le document révèle notamment que plusieurs entreprises déjà sanctionnées pour commerce illégal continuent d'obtenir des licences d'exploitation forestière. Ces sociétés exporteraient ensuite du bois vers des marchés pourtant dotés de réglementations strictes contre le bois illégal, notamment l'Union européenne, la Chine et le Vietnam.

La FTC dénonce surtout l'absence d'informations publiques sur les véritables propriétaires des concessions forestières et des entreprises impliquées. En clair, il demeure presque impossible d'identifier les bénéficiaires finaux des profits issus de la déforestation.

« Le secret financier protège les responsables », résume le rapport. Grâce aux montages juridiques et sociétés écrans, les auteurs estiment que les acteurs impliqués échappent aux sanctions et continuent leurs activités malgré les infractions constatées.

Les conséquences dépassent largement le cadre économique. La perte des forêts tropicales fragilise les communautés locales, réduit les capacités de stockage du carbone et accentue les effets du changement climatique. Le Cameroun figure d'ailleurs parmi les dix pays ayant enregistré les plus fortes pertes de forêts tropicales en 2025.

Face à cette situation, la FTC recommande la création de registres publics des bénéficiaires effectifs des concessions forestières, la publication des sanctions environnementales et une meilleure transparence fiscale dans le secteur du bois.

Pour plusieurs observateurs, ces révélations interviennent à un moment sensible, alors que l'Union européenne prépare l'entrée en vigueur complète de son règlement contre la déforestation importée prévue en décembre 2026.



Pauline Ongaji (Kenya) ; How Climate, Pollution, And Inequality Are Shaping Asthma In Africa ; Big 3 Africa, May 29, 2026.

Tag : WHO.

To access to the article : <https://big3africa.org/2026/05/29/how-climate-pollution-and-inequality-are-shaping-asthma-in-africa/>



Overcast smog over Nairobi city. | Courtesy cleanairfund.org

In Nairobi's Mathare estate, 12-year-old Maina wakes each morning with one question quietly weighing on his young mind: how easily will he breathe today?

On good days, he runs to school laughing. On bad days, he slows down, his chest tightening with each shallow breath. His mother has learned to read the signs as a result of the heat, dust, and smoke rising from nearby roads and cooking fires.

"Hot days are the worst, and when it's dusty, he struggles before he even gets to school," she says.

Maina's experience is becoming common throughout Africa, as asthma and allergy cases continue to rise steadily, with health experts linking the trend to climate change, worsening air pollution, and rapid urbanisation.

According to the World Health Organisation (WHO) Regional Office for Africa, asthma is increasing across the continent, particularly among children, with outdoor pollution, traffic emissions, indoor smoke, and environmental allergens identified as major risk factors.

A study published in *The Lancet* titled *Child and Adolescent Health* warns that millions of adolescents in sub-Saharan Africa may be living with undiagnosed asthma. The research, conducted across six countries including Uganda, Ghana, Nigeria, and South Africa, links rising symptoms to rapid urban growth and climate-related environmental changes.

Africa is also warming faster than the global average, intensifying environmental health risks. Scientists increasingly describe asthma as a “climate-sensitive disease,” shaped by shifting temperatures, deteriorating air quality, and changing ecosystems.

Globally, at least 400,000 people die prematurely from asthma each year, according to the WHO, with the greatest burden in low- and middle-income countries.



Sandstorms in Sudan, frequently referred to as Haboobs, are intense walls of dust generated by thunderstorm downdrafts. | Courtesy

Air pollution, which is closely tied to climate change, poses an even larger threat. Research published in *The Lancet* estimates that pollution contributes to around nine million deaths annually worldwide.

In Kenya alone, about 19,000 people die every year due to air pollution exposure, while nine out of ten people breathe air that exceeds WHO safety limits.

The burden is already visible in health systems. According to the Kenya National Bureau of Statistics Economic Survey 2025, respiratory illnesses account for 30.2 per cent of the country's

66.2 million outpatient visits recorded in 2024. These include asthma, chronic bronchitis, and other pulmonary diseases.

Climate change affects asthma through multiple pathways, and there is evidence to support this.

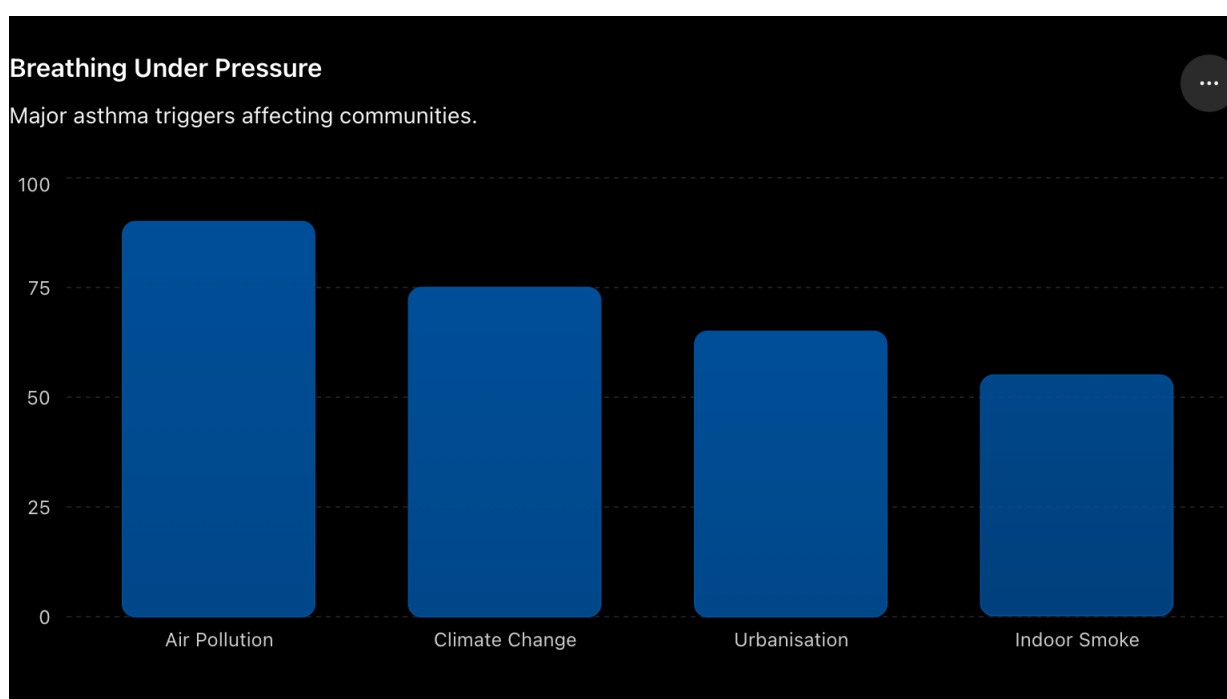
A study by researchers at the University of Cape Town found that rising temperatures, combined with pollutants such as nitrogen dioxide (NO₂) and fine particulate matter (PM_{2.5}), significantly increase asthma attacks in children. The study, titled “The Interlinkages Between Ambient Temperature and Air Pollution in Exacerbating Childhood Asthma: A Time Series Study in Cape Town, South Africa,” was published on December 1, 2025, in the journal *Children*.

The researchers analysed more than 7,700 hospital records alongside air quality and weather data, finding that temperature variability, PM_{2.5}, PM₁₀, and NO₂ were all associated with increased childhood asthma exacerbations, especially in urban areas.

Even small environmental shifts matter, with studies showing that slight increases in temperature variability can lead to measurable rises in respiratory hospital admissions.

At the same time, climate change is altering plant biology. Warmer temperatures and rising carbon dioxide levels are increasing pollen production and extending pollen seasons.

According to Professor Mike Levin, a medical specialist and academic in the field of paediatrics and allergy, based at the University of Cape Town, climate change is altering our environment in ways that directly affect respiratory health.



“We are seeing pollen seasons starting earlier, lasting longer, and becoming more intense,” he adds.

In Africa, this effect is magnified. Pollen seasons are already longer than in many regions, making allergies and related asthma often year-round conditions.

“Asthma rarely exists in isolation. It is closely linked to allergies such as pollen, dust mites, mould, and food triggers. There is a very important intersection between food allergy and asthma. The biggest risk factor for dying from a food allergy is having poorly controlled asthma,” says Prof Levin.

This relationship is backed by immunology, as both conditions share overlapping immune pathways. But despite this, diagnosis across the continent remains severely limited.

“There are very few centres across Africa that can properly diagnose and manage food allergies. One in Nairobi, one in Dar es Salaam, two in Lagos, and two in Accra. That’s about it,” Prof Levin says.

A 2022 study titled “Mapping Allergic Diseases in Sub-Saharan Africa,” published in *Frontiers in Allergy*, confirms this gap. It finds that many African countries lack allergy testing facilities, trained specialists, and confirmatory diagnostic systems.

The study further notes that health systems in Sub-Saharan Africa have historically prioritised infectious diseases such as malaria, tuberculosis, and HIV, leaving allergy care underdeveloped.

Without diagnosis, Prof Levin warns, patients continue to be exposed to triggers unknowingly.

In Kenya, environmental conditions further intensify the problem. Professor Nicholas Ogue, an environmental scientist at the University of Nairobi, identifies transport emissions, industrial activity, and open waste burning as the main drivers of air pollution in Nairobi. He links these directly to asthma, respiratory infections, and cardiovascular disease.

Evidence from air quality studies suggests transport alone contributes roughly 35–40 per cent of PM2.5 pollution in Nairobi, making it the city’s leading source of urban air contamination. These pollutants are well known to inflame airways and trigger asthma attacks.

Dr Andrew Owuor, a Kenyan pulmonologist, observes a direct clinical trend. “The more pollution we have, the more the number of patients presenting with asthma and chronic bronchitis,” he says.

A 2023 Thorax study comparing 2,373 schoolchildren in Nairobi found stark inequalities between informal and affluent areas. Children in informal settlements were exposed to higher pollution levels and reported more asthma-like symptoms, yet were less likely to be formally diagnosed compared to children in wealthier neighbourhoods.



Urban city in Africa with smog showcasing the low quality of breathable air. | Courtesy

Beyond outdoor pollution, household exposure is also a major driver. Many households in Kenya rely on biomass fuels such as charcoal and firewood, releasing harmful pollutants including carbon monoxide and fine particles. Globally, household air pollution is linked to over 3.8 million deaths annually.

In Kenya, indoor air pollution is especially prevalent in low-income and rural households where ventilation is poor, and exposure is constant.

For children like Maina, exposure does not end outdoors but continues at home. Africa's rapid urbanisation is expected to intensify these risks. The United Nations projects that Africa's urban population will rise from 43 per cent in 2020 to nearly 60 per cent by 2050.

According to Prof Levin, urban environments fundamentally reshape immune development.

"Allergies are much more common in urban populations than rural ones, and that's driven by environmental factors, not genetics."

He explains that in rural areas, exposure to animals and microbes helps regulate immune responses, while urban environments reduce this exposure and increase pollution-related triggers.

"There's a strong evolutionary component. The same immune pathways that fight parasites can drive allergic reactions," he adds.

This may explain why Africa could experience a faster rise in allergic diseases than high-income regions. What makes matters worse is that on the continent, treatment gaps remain.

“Access to inhaled corticosteroids (the ‘brown inhaler’) is essential. But access is uneven. Inhalers are often unavailable or unaffordable, and diagnostic tools like spirometers are limited,” says Prof Levin.

A 2019 multi-country study across Sub-Saharan Africa confirms this, finding that inhaled corticosteroids are available in fewer than half of health facilities in some areas, while spirometers are available in less than one-third.

Education is another challenge. “Patients often stop using their medication because they don’t feel immediate effects,” Prof Levin says.

And without consistent treatment, asthma can become life-threatening even when medication is prescribed. Evidence from the WHO shows that asthma can become life-threatening in severe cases and may lead to death if not properly controlled.

Clinical research further indicates that poor adherence to prescribed treatment is a major contributor to severe asthma attacks and preventable fatalities, even among patients who have been diagnosed and given medication.

Looking ahead, experts warn the next decade will be critical. “In the next 10 to 15 years, we are likely to see a significant rise in asthma, eczema, and allergic rhinitis across Africa,” Prof Levin says.

Addressing this crisis will require coordinated action across multiple fronts, moving beyond isolated interventions toward an integrated response.

“This includes reducing transport and industrial emissions through stronger regulation and cleaner technologies, alongside efforts to curb household air pollution,” Prof Levin explains.

At the same time, there is growing emphasis on expanding access to clean cooking fuels, especially in low-income urban settlements where reliance on biomass fuels continues to expose families to harmful indoor air pollution.

Health specialists also stress the need to invest in allergy diagnosis and treatment in systems where respiratory conditions remain widely underdiagnosed.



Rivonala Razafison (Madagascar) ; Le premier ouvrage complet dédié aux papillons diurnes de Madagascar publié ; Mongabay, 29 Mai 2026.

Tag : UICN.

Pour accéder à l'article : <https://fr.mongabay.com/2026/05/le-premier-ouvrage-complet-dedie-aux-papillons-diurnes-de-madagascar-publie/>



- En avril 2026, des scientifiques italiens et anglais ont publié le livre intitulé « Les papillons diurnes de Madagascar ».
- La contribution est la première synthèse détaillée de toutes les connaissances disponibles, souvent pas encore publiées, sur un groupe d'invertébrés, à savoir les papillons de jour, jouant un rôle essentiel dans la biodiversité et les écosystèmes de Madagascar.
- L'œuvre de 639 pages couvre l'ensemble des 325 espèces de papillons actuellement connues de Madagascar, avec une clé dichotomique pour tous les genres, tribus et familles, des planches en couleurs avec plusieurs photographies des mâles et des femelles de toutes les espèces, ainsi que des cartes de répartition pour chaque espèce.
- Les auteurs, bien que n'étant pas des francophones, ont choisi d'écrire l'ouvrage dans la langue de Molière pour des raisons bien précises. Une partie du revenu issu de la vente du livre est versée à une association œuvrant pour la conservation de la biodiversité sur l'île.

AMBANJA, Madagascar — Les papillons de Madagascar gagnent en notoriété auprès de la communauté scientifique. « Dr David Lees (un co-auteur du livre, ndlr) est parmi les experts des papillons du pays. Un produit pareil est très utile. La révision des noms de ces espèces n'existe plus. La dernière en date remonte aux années 1980. La publication d'un tel livre est un privilège pour nous, afin de nous aider à mieux connaître ces insectes et conserver la richesse nationale », a dit à Mongabay, Dr Andrianjaka Ravelomanana, enseignant-chercheur à la Mention Entomologie -Culture-Elevage-Santé – à l'université d'Antananarivo, en réaction à la publication du livre.

Le 6 mai 2026 aussi, l'université d'Antananarivo et la Jeonbuk National University de la Corée du Sud ont signé un accord de partenariat triennal (2026-2028), visant le renforcement de la collaboration en enseignement, recherche et échanges académiques. L'initiative cible en particulier l'étude de la biodiversité des insectes malgaches, notamment les papillons, un véritable trésor naturel unique au monde, pour une meilleure compréhension et la préservation de la richesse écologique exceptionnelle de l'île. La publication du livre « Les papillons diurnes de Madagascar » vient donc à point nommé.

Mongabay saisit l'occasion pour poser quelques questions à l'auteur principal, le professeur émérite Emilio Balletto, un zoologiste italien de l'université de Turin, en Italie, où il a dirigé le département de zoologie. Il est l'auteur et l'éditeur de nombreux travaux scientifiques. Parmi ses publications les plus remarquables, figurent « Butterflies of the Comoros » (2014), ouvrage de référence sur la faune lépidoptérologique des Comores, ainsi que « Fauna d'Italia – Papilionoidea » (2023), une œuvre en trois volumes, dont le deuxième a été récemment publié. Interview.



Le « papillon carte » (*Cyrestis camillus elegans*) est parmi les sous-espèces endémiques de Madagascar. Les motifs complexes sur ses ailes rappellent une carte géographique, avec des couleurs dominantes blanches, brunes et orange. Photo prise sur la péninsule d'Ampasindava, district d'Ambanja, dans le Nord-Ouest de l'île, dans la matinée du 27 mai 2026. Image fournie par Rivonala Razafison.

Mongbay : Pourquoi avez-vous porté votre choix sur les papillons diurnes de Madagascar, qui sont donc endémiques de l'île ?

Emilio Balletto : Ce livre naît de ma collaboration avec Dr David Lees du Natural History Museum du Royaume Uni (ex British Museum NH) et deux de mes anciens étudiants, actuellement professeurs associés de zoologie à l'université de Turin. Tout a commencé à l'époque, où je m'approchais de la retraite. Je suis maintenant professeur émérite de la même université.

Bien que des livres sur les papillons diurnes soient disponibles pour pratiquement toutes les régions du monde, y compris le Groenland, et qu'on en trouve souvent des dizaines pour chaque pays, il n'en existait aucun, chose presque incroyable, pour Madagascar. Le plus récent remonte à 1885, dans la série de Grandidier (un grand explorateur français venu sur l'île au 19^e siècle, ndlr).

Nous savons maintenant que Madagascar est habité par 325 espèces de papillons diurnes (Papilionoidea), dont 243 (75 %) sont endémiques. A titre de comparaison, je peux vous dire que les oiseaux nicheurs non marins de la Grande île sont au nombre de 210, dont 110 (52 %) ne vivent nulle part ailleurs au monde.

La forêt de Maromizaha, à 130 kilomètres à vol d'oiseau à l'est d'Antananarivo, dont la conservation bénéficie, depuis 2008, de l'appui de l'association U Onlus. Image fournie par le GERP.



La forêt de Maromizaha, à 130 kilomètres à vol d'oiseau à l'est d'Antananarivo, dont la conservation bénéficie, depuis 2008, de l'appui de l'association U Onlus. Image fournie par le GERP.

Mongabay : Pour le public profane, quels intérêts représentent ces invertébrés ?

Emilio Balletto : Cette question se pose très souvent. D'un point de vue général, il est évident que la conservation n'est le privilège d'aucun groupement zoologique ou botanique. Toute espèce indigène de chaque pays du monde, qu'il s'agisse d'un vertébré ou d'un invertébré, a le même droit de survivre, ce qui représente, à son tour, notre devoir. Il est aussi vrai que les vertébrés tendent à susciter plus de sympathie auprès du grand public, quoique cela ne soit pas très scientifique.

Les papillons et quelques coléoptères font exception, à cet égard. Les lois visant leur conservation se multiplient. Pas seulement en Europe et aux Etats-Unis. Comme toujours, il y en a de plus et de moins efficaces. L'Union européenne oblige les pays membres à garantir la survivance de toute une longue série de papillons, et d'autres invertébrés, bien sûr, au travers de la conservation de leur environnement, pour comprendre qu'ils sont fréquemment nécessaires aux études poussées.

En tout cas, les papillons diurnes sont de très bons indicateurs de la qualité de l'environnement et sont importants pour la pollinisation. La littérature internationale est abondante sur ces sujets, à plusieurs niveaux.

Ils revêtent également une valeur culturelle. Ils font partie de notre paysage, qu'ils rendent plus joyeux par leur présence, et qui diffère d'une région à l'autre. A l'instar des fleurs, ils nous signalent les changements des saisons. Les écologues soulignent leurs services écosystémiques très variés.

Mongabay : A quel public est spécifiquement adressé votre ouvrage ?

Emilio Balletto : La rédaction d'un ouvrage sur les papillons de Madagascar a constitué une entreprise complexe. Les informations disponibles étaient dispersées dans une longue série de publications scientifiques. Notre bibliographie en liste plus de 1 400 et nous n'en avons retenues que les plus essentielles. Chacune est consacrée à une ou quelques espèces particulières, présentant souvent des informations contradictoires. Nous avons donc dû mener une étude exhaustive de toutes les espèces, en nous appuyant sur les collections muséales, tant à Madagascar que dans le monde entier (plus de 70 musées et collections variées, dont le plus important de ce point de vue a été le Musée de Londres), afin de vérifier les « spécimens types » des différentes espèces, et ainsi de suite. Pour la grande majorité des espèces, nous avons aussi fait recours aux séquences de l'ADN. En bref, ce n'est pas par hasard que nous avons travaillé sur ce projet pendant plus de 15 ans. Ce livre est assurément aussi précis scientifiquement que possible, compte tenu de l'état actuel des connaissances. Nous avons essayé de le rendre accessible à tous, notamment en incluant, par exemple, des clés d'analyse pour l'identification des espèces, chacune étant illustrée en couleurs et accompagnée d'une carte de sa répartition à Madagascar.

Pour finalement revenir à votre question, nous visons un public très varié, mais, principalement, nous l’espérons beaucoup, le public malgache.



Ces papillons appartiennent probablement à la famille des Pieridae. Ces insectes sont fréquemment observés regroupés sur le sol, un comportement connu sous le nom de mud-puddling, pour absorber des minéraux et des nutriments. Photo prise sur la péninsule d’Ampasindava, district d’Ambanja, dans le Nord-Ouest de l’île, dans la matinée du 27 mai 2026. Image fournie par Rivonala Razafison.

Mongabay : Pourquoi l’avez-vous édité en français alors que, d’habitude, les travaux scientifiques similaires sont publiés en anglais ?

Emilio Balletto : C’est une excellente question. Ce travail met en lumière, non seulement ce que nous savons, mais aussi les importantes lacunes de nos connaissances. Les espèces de papillons malgaches – pour lesquelles sont connus la plante nourricière de la chenille, le cycle biologique et les grandes lignes de l’écologie (à part le type général de forêt ou de prairie qu’elles habitent) – ne sont pas très nombreuses. Il s’agit ici d’informations qui ne peuvent pas être gagnées en voyageant à Madagascar pendant quelques semaines. La balle doit nécessairement passer aux Malgaches. L’anglais est désormais la langue de la science et la plus facile à écrire pour tous les auteurs de ce livre, à commencer par David Lees et moi-même. L’anglais aurait aussi probablement augmenté les ventes. Mais l’anglais n’est pas encore bien connu à Madagascar. Le français y est une langue officielle, qu’on apprend à l’école. Comme je vous l’ai dit, nous espérons que ce livre pourra ouvrir de nouveaux horizons pour les étudiants des universités et des lycées de la Grande île.

Mongabay : Quelle est la véritable problématique de la conservation de ces papillons diurnes de Madagascar, sachant qu’ils font partie intégrante de la biodiversité de l’île ?

Emilio Balletto : Le problème réside surtout dans le manque de connaissances de base, que j'ai évoqué plus haut. Ce que nous avons essayé de faire à ce niveau a été de donner des indications dérivées de la dimension des aires de répartition des espèces. Plusieurs espèces, en plus d'être endémiques de Madagascar, le sont également à une petite portion de l'île. Plus cette portion est réduite, plus le risque de disparition de l'espèce est élevé. Par exemple, si cette zone forestière est ravagée par un incendie, ou par l'extraction illégale des bois précieux. Ce critère est également utilisé par l'Union internationale pour la conservation de la nature (critère B). Mais les données disponibles restent assez rarement suffisantes.



C'est un petit monarque (*Danaus chrysippus*), également connu sous le nom de Plain tiger de la famille des Nymphalidae, largement répandu en Afrique, en Asie et dans le sud de l'Europe. Il se caractérise par des ailes orange vif avec des bordures noires marquées de taches blanches. Photo prise à Andrindra Morarano Gare (MLA), district de Moramanga, sur les Hautes Terres centrales de Madagascar, dans la matinée du 21 mai 2026. Image fournie par Rivonala Razafison.

Mongabay : Il est dit que, pour chaque exemplaire vendu, 10 € (\$11,64 USD) seront reversés à l'association U Onlus, en soutien du projet Maromizaha (à 130 kilomètres à l'est d'Antananarivo), pour la protection de la biodiversité à Madagascar. Voulez-vous dire quelques mots concernant cette association et pourquoi a-t-elle choisi de soutenir un projet à Maromizaha ?

Emilio Balletto : L'association U Onlus a été créée en 2008 sur l'initiative d'un groupe de jeunes chercheurs de l'université de Turin, profondément touchés en écoutant, pour la première fois, les chants que les Indris lancent de temps en temps dans la forêt de Maromizaha, et en découvrant plus tard la complexité des informations qu'ils s'échangent, en se basant sur la structure rythmique du son, d'une façon très similaire à celle de la communication humaine. Conscients de la nécessité de préserver l'intégrité exceptionnelle de la forêt du lémurien indri (*Indri indri*), ils se sont engagés à contribuer à apporter le soutien indispensable pour le maintien logistique de la forêt. Ils ont donc commencé à collaborer avec les jeunes du Groupe d'étude et de recherche sur les primates de Madagascar (GERP), et avec plusieurs étudiants

nationaux pour faire avancer la recherche sur la biodiversité de Maromizaha et la faire connaître dans le reste du monde. Les résultats de cette activité sont documentés, entre autres, par plus de 80 travaux scientifiques parus dans certaines des plus prestigieuses revues internationales, dans les différents secteurs.

La forêt de Maromizaha héberge, en effet, une biodiversité faunistique exceptionnelle : douze espèces de lémuriens, dont trois en danger critique (*I. indri*, *Varecia variegata* et *Propithecus diadema*, mais aussi l'Aye aye), six carnivores, y compris le fosa (*Cryptoprocta ferox*, objet d'une intense collaboration entre deux zoos britannique et américain), le sanglier et sept espèces de chauve-souris, 93 oiseaux, 30 reptiles, 65 amphibiens et environ 100 papillons diurnes. L'existence de la forêt de Maromizaha est liée à la prise de responsabilité de toutes les autorités et de la population locale.

À partir de 2008, l'association U Onlus est aussi engagée dans plusieurs activités de formation et de soutien pour l'amélioration de la qualité de vie des personnes vivant près de la forêt, dont la plupart sont engagées dans la conservation de la forêt, y compris la mise en œuvre des activités de reforestation par un bambou endémique de la zone, et toujours avec l'objectif de soutenir le développement durable local.



Denis Kyalwahi (RDC) ; Traité mondial sur les plastiques : la société civile congolaise appelle la RDC à défendre un accord ambitieux ; Naturel CD, 30 mai 2026.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://naturelcd.net/2026/05/30/traite-mondial-sur-les-plastiques-la-societe-civile-congolaise-appelle-la-rdc-a-defendre-un-accord-ambitieux/>



Des organisations environnementales, des étudiants, des scientifiques, des universitaires et des représentants des médias de la République démocratique du Congo ont appelé le gouvernement congolais à maintenir une position ambitieuse lors des prochaines négociations du Traité mondial sur les plastiques. Cette déclaration a été faite à Goma, ce 22 mai 2026.

Dans une lettre de position commune adressée à Jean-Marie Bope, point focal national du Comité intergouvernemental de négociation (CIN) sur la pollution plastique, les signataires ont insisté sur la nécessité pour la RDC de jouer un rôle moteur dans l'élaboration d'un instrument international juridiquement contraignant visant à mettre fin à la pollution plastique.

Réunis à Goma, les participants ont rappelé que les communautés congolaises subissent déjà les conséquences de l'accumulation des déchets plastiques dans les villes, les cours d'eau, les terres agricoles et les écosystèmes naturels.

« Notre pays, qui abrite le deuxième plus grand massif forestier tropical du monde et d'importantes ressources en eau, possède une voix unique dans ces négociations internationales », soulignent les signataires.

Selon eux, la prolifération des déchets plastiques contribue à l'obstruction des caniveaux dans plusieurs villes du pays, aggravant les inondations et favorisant la propagation de maladies telles que le choléra. Ils alertent également sur les effets néfastes de l'incinération des déchets plastiques, qui dégrade la qualité de l'air et participe aux émissions de gaz à effet de serre.

Les organisations signataires s'inquiètent également des projections mondiales indiquant que la production de plastique pourrait tripler d'ici 2060 si aucune mesure forte n'est adoptée. Elles rappellent que moins de 10 % des plastiques produits dans le monde sont effectivement recyclés, estimant que le recyclage seul ne permettra pas de résoudre la crise actuelle.

Pour la société civile congolaise, un traité efficace doit couvrir l'ensemble du cycle de vie des plastiques, depuis leur production jusqu'à leur élimination, tout en protégeant la santé humaine, les droits humains, la biodiversité, l'environnement et le climat.

Les participants demandent également à la délégation congolaise de soutenir l'élimination progressive des substances chimiques dangereuses utilisées dans les plastiques, de promouvoir la transparence dans la mise en œuvre du futur traité et de veiller à ce qu'aucune communauté affectée par la pollution plastique ne soit exclue du processus.

La lettre insiste par ailleurs sur l'importance de garantir une participation active de la société civile, des scientifiques, des peuples autochtones et des communautés directement touchées par la pollution plastique dans toutes les étapes des négociations internationales.

Les signataires plaident également pour la mise en place d'un mécanisme financier robuste capable d'accompagner les pays en développement dans la mise en œuvre du futur traité et soutiennent l'adoption de mécanismes de prise de décision efficaces lorsque le consensus ne peut être atteint.

À travers cette déclaration, les organisations environnementales et les acteurs académiques congolais estiment que la RDC a l'opportunité de renforcer son leadership dans la lutte mondiale contre la pollution plastique et le changement climatique.

« Le peuple congolais attend de ses représentants qu'ils protègent son territoire, sa santé et son avenir », conclut la déclaration adoptée à Goma le 22 mai 2026.



Sarah Natoolo (Uganda); Ministry Urges Early Preparedness in Climate-Sensitive Sectors; UBC TV, May 31, 2026.

Tag : -.

To watch the report : <https://www.youtube.com/watch?v=uUOTHRaPik>

The Ministry of Water and Environment has released its June to August seasonal weather forecast, warning that several parts of the country are likely to experience near-normal to below-normal rainfall, alongside warmer-than-average temperatures.

Officials say the forecast is aimed at guiding early preparedness in climate-sensitive sectors and strengthening community resilience amid increasingly unpredictable weather patterns.